

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

DIRECTION GENERALE DE LA CONCURRENCE

IV/A-3

**ETUDE SUR L'EVOLUTION
DE LA CONCENTRATION DANS
QUELQUES SOUS-SECTEURS DE L'INDUSTRIE
DU TEXTILE EN BELGIQUE**

- Laine (N.I.C.E. 232)
- Coton (N.I.C.E. 233)
- Bonneterie (N.I.C.E. 237)

ETUDE SUR L'ÉVOLUTION
DE LA CONCENTRATION DANS
QUELQUES SOUS-SECTEURS DE L'INDUSTRIE
DU TEXTILE EN BELGIQUE

- Laine (N.I.C.E. 232)
- Coton (N.I.C.E. 233)
- Bonneterie (N.I.C.E. 237)

P R E F A C E

Le présent volume fait partie d'une série d'études sectorielles sur l'évolution de la concentration dans les différents pays membres de la Communauté européenne.

Les rapports ont été établis par les différents Instituts et experts nationaux, chargés par la Commission de réaliser le programme d'études sectorielles en question.

Compte tenu de l'intérêt spécifique et général de ces rapports et des engagements pris par la Commission à l'égard du Parlement européen, ils sont publiés intégralement dans leur version originale.

A ce sujet, la Commission s'abstient de tout commentaire, en se bornant à préciser que la responsabilité des données et des opinions figurant dans chaque rapport incombe exclusivement à l'Institut ou expert qui en est l'Auteur.

Au fur et à mesure que d'autres rapports en exécution du programme sectoriel encore en cours seront livrés à la Commission, ils seront également publiés.

La Commission publiera également une série de documents et de tableaux de synthèse, afin de donner quelques indications permettant des comparaisons internationales sur l'évolution de la concentration dans les différents pays membres de la Communauté.

STUDIA v.z.w.d.
Atrebatenstraat, 148
1040 BRUSSEL

Réf. : 2.20.134.03
P.040/325

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPEENNES
Direction Générale de la
Concurrence
Rue de la Loi, 200,
1040 BRUXELLES.

L'EVOLUTION DE LA CONCENTRATION ECONOMIQUE
DANS LE GROUPE SECTORIEL 232. N.I.C.E.

Transformation de matières textiles
sur matériel lainier.

Bruxelles, septembre 1972.

J. HALLET,
Economiste.

S O M M A I R E

	<u>Pages</u>
<u>PORTEE DE L'ETUDE.</u>	1
<u>CONTENU DE LA CLASSIFICATION N.I.C.E.</u>	2
<u>DEFINITION DES INDICES DE CONCENTRATION.</u>	4
<u>DIFFICULTES DOCUMENTAIRES EN COURS D'ETUDE.</u>	7
<u>RESULTATS OBTENUS.</u>	12
1. Variables analysées.	12
2. Indices de concentration calculés.	12
3. Définition des ensembles et des unités retenus.	22
<u>FACTEURS DOMINANTS DE L'EVOLUTION DE LA STRUCTURE DU SECTEUR TEXTILE.</u>	30
1. L'évolution technologique.	31
2. Aspects commerciaux.	33
<u>CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE L'EVOLUTION STRUCTURELLE DU SOUS-SECTEUR.</u>	36
1. Concentration.	36
2. Coopération.	38
3. Intégration horizontale ou verticale.	40
<u>DONNEES NUMERIQUES SUR LE SECTEUR TEXTILE.</u>	43
<u>TRANSFORMATION DE MATIERES TEXTILES SUR MATERIEL LAINIER.</u>	44
<u>EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE L'INDUSTRIE LAINIERE.</u>	55
1. Lavage - carbonisage de la laine.	56
2. Délainage.	57
3. Peignage.	57
4. Filature de laine peignée.	58
5. Filature de laine cardée.	60

	<u>Pages.</u>
6. Tissage de laine.	62
<u>STRUCTURE SECTORIELLE DE L'INDUSTRIE LAINIERE</u> <u>DE 1962 A 1969.</u>	66
<u>EXAMEN DETAILLE DES SOUS-SECTEURS</u>	71
<u>ANALYSE DES ENTREPRISES LES PLUS IMPORTANTES.</u>	80
<u>PART ABSOLUE DES ENTREPRISES LES PLUS IMPORTANTES.</u>	81
- Personnes occupées.	82
- Rémunérations salariales brutes.	84
- Chiffre d'affaires.	86
<u>ESTIMATION DES RESULTATS NETS DU SOUS-SECTEUR.</u>	88
- Résultats nets.	88
<u>ESTIMATION DU CASH FLOW DU SOUS-SECTEUR.</u>	92
- Cash flow.	92
<u>ESTIMATION DES CAPITAUX PROPRES DU SOUS-SECTEUR.</u>	95
- Capitaux propres.	95
- Investissements bruts.	98
<u>PART RELATIVE DES ENTREPRISES LES PLUS IMPORTANTES.</u>	100
<u>CLASSIFICATION DES VARIABLES PAR CLASSES DE GRAN-</u> <u>DEUR DE LA VARIABLE.</u>	108
<u>IMPORTATIONS - EXPORTATIONS TOTALES DANS LA C.E.E.</u> <u>ET PAR PAYS MEMBRE DE LA C.E.E.</u>	123

Pages.INDICE DE LINDA L.

125

GRAPHIQUE N° 1.	EFFECTIF
GRAPHIQUE N° 2.	CHIFFRE D'AFFAIRES
GRAPHIQUE N° 3.	RESULTATS NETS
GRAPHIQUE N° 4.	INVESTISSEMENTS BRUTS
GRAPHIQUE N° 5.	INDICE L _s

EXAMEN DETAILLE DES SOUS SECTEURS

1. Préparation détaillée des fibres de laine
2. Filature de laine
3. Tissage de laine

PORTEE DE L'ETUDE

Cette étude a pour objet l'analyse quantitative de l'évolution de la concentration industrielle et de ses effets de 1962 à 1969 en Belgique dans le sous-secteur suivant du

GROUPE SECTORIEL 23 - N.I.C.E. - INDUSTRIE TEXTILE :

232. Transformation de matières textiles sur matériel lainier.

o

o o

CONTENU DE LA CLASSIFICATION N.I.C.E.

Le sous-secteur 232 du groupe sectoriel 23 - N.I.C.E. -
INDUSTRIE TEXTILE se compose des activités suivantes :

232. Transformation de matières textiles sur matériel lainier

232.1. Délainage

232.2. Préparation des fibres de laine

232.2.1. Lavage, cardage, carbonisage de laine,
traitement des déchets de laine,

232.2.2. Peignage de la laine.

232.3. Filature de la laine

232.3.1. Filature de laine peignée,

232.3.2. Filature de laine cardée,

232.3.3. Filature de poils, poils angora,
poils communs ou grossiers.

232.4. Retorderie et pelotonnage

232.5. Tissage de laine (sauf tapis)

232.5.1. Tissage mécanique de couvertures de laine,

232.5.2. Autres transformations de fils de laine
en tissu.

232.6. Filature - tissage de laine

232.6.1. Filature - tissage : cycle peigné

232.6.2. Filature - tissage : cycle cardé.

o

o o

DEFINITION DES INDICES DE CONCENTRATION

En statistique, la concentration est définie très généralement comme le processus ou le résultat d'une distribution non uniforme d'une valeur de variable (par exemple : le chiffre d'affaires) entre les unités (par exemple : les entreprises) d'un ensemble (par exemple : le sous-secteur lainier).

Le degré de concentration est en règle générale mesuré par la déviation par rapport à la distribution uniforme, bien qu'il soit évidemment possible de le mesurer à partir d'autres distributions.

L'habitude s'est introduite de parler d'indicateurs de concentration absolus et relatifs.

Les indicateurs de concentration absolus mesurent la grandeur des unités économiques par rapport à l'ensemble considéré. Par contre, les indicateurs de concentration relatifs mesurent la grandeur des unités par rapport à d'autres.

Dans le cas des indicateurs de concentration relatifs, la grandeur absolue de l'ensemble considéré n'est pas exprimée. La valeur totale de la variable et le nombre des unités sont toujours ramenés à 100. C'est pourquoi, les indicateurs relatifs ne conviennent que lorsqu'il s'agit simplement d'une nouvelle distribution d'une quantité déterminée et que des changements dans le nombre des unités ne jouent économiquement aucun rôle.

Tel sera le plus souvent le cas lorsqu'on étudie la concentration des revenus : celle-ci n'étant généralement qu'une modification de la distribution des revenus. Mais, si dans des analyses de concentration, des sociétés ou des entreprises sont les unités, les indicateurs relatifs ne suffisent généralement pas puisque la "concentration économique" ne s'exprime pas seulement dans la distribution, mais aussi dans le nombre et la taille des unités de référence.

Les indicateurs relatifs ne permettent donc d'émettre des appréciations comparables sur la concentration des entreprises dans différents secteurs que si ces facteurs comptent à peu près le même nombre d'unités. Il en est de même en ce qui concerne l'évolution de la concentration des entreprises. Là aussi la comparaison temporelle de la concentration relative n'est significative que si la grandeur de l'ensemble considéré reste constante ou ne se modifie pas considérablement.

Les indicateurs absolus tiennent compte, selon des modalités fort différentes il est vrai, de la grandeur des ensembles examinés. A la différence des indicateurs relatifs qui, lorsque le nombre des unités dans un ensemble diminue, indiquent une déconcentration puisque l'inégalité de la distribution a de ce fait diminué, les indicateurs absolus réagissent de manière "correcte". Si le nombre des unités diminue par exemple parce qu'un certain nombre de petites entreprises ont été absorbées ou éliminées, cela se traduit dans un indicateur absolu, par un accroissement de la concentration.

Il résulte de la différence de la base mathématique utilisée, d'une part dans les méthodes de calcul de la concentration absolue et d'autre part dans les méthodes de calcul de la concentration relative qu'il n'existe pas et qu'il ne peut exister d'indicateur idéal de la concentration, applicable à tous les cas.

Chacun des indicateurs de concentration met en évidence certains aspects et en néglige d'autres.

On est donc amené à utiliser chaque fois plusieurs indicateurs, au risque même d'être mal compris puisqu'il se dégage très vite une impression de contradiction, encore que la signification limitée des différentes méthodes employées soit évidente pour toute personne avertie. Cette signification limitée découlant de la méthode de calcul est encore réduite dans le cas qui nous occupe par la nature des données statistiques disponibles ou plus exactement par leur absence.

o

o o

DIFFICULTES DOCUMENTAIRES EN COURS D'ETUDE

Les difficultés rencontrées en cours d'étude sont de deux natures :

Difficultés de documentation sectorielle

A. Classification N.I.C.E.

La classification N.I.C.E. adoptée par la Communauté Européenne n'est appliquée dans aucune classification statistique belge ni internationale.

On réussit cependant par recoupement et regroupement des données existantes à couvrir le plus fidèlement possible les secteurs et sous-secteurs de la classification N.I.C.E., tant pour les statistiques d'emploi, de production, d'investissement que pour celles du commerce extérieur.

B. Renseignements statistiques

- Les renseignements statistiques disponibles actuellement en Belgique sont nettement insuffisants au niveau du sous-secteur, de l'entreprise individuelle, et à plus forte raison au niveau de l'unité d'activité économique des sous-secteurs retenus.
- Les statistiques sont beaucoup moins détaillées que celles d'autres pays de la Communauté pour des raisons budgétaires et confidentielles.

Seuls les chiffres publiés lors des recensements septennaux le dernier date de 1963 - sont plus complets.

Certains renseignements sont indisponibles eu égard au respect du secret statistique.

Le petit nombre d'entreprises et leur faible répartition par classes d'importance font apparaître aisément une "personnalisation" des chiffres publiés. C'est pourquoi, les données économiques sont globalisées.

- Les sources de renseignements complémentaires sur le sujet de l'étude - groupements professionnels, études bancaires, instituts de recherche - sont rares car la forme juridique de la majorité des entreprises n'impose pas de publication légale et les moyens financiers manquent pour entreprendre de telles études.

Dans ces conditions, nous disposons d'informations fragmentaires, contradictoires, souvent incomplètes sur base de statistiques :

- inexistantes : le sous-secteur est abandonné en Belgique, ou ne fait l'objet d'aucun recensement (délainage) ;
- en cours d'élaboration : certains chiffres de 1969 ne sont pas encore communiqués.

C'est le cas pour le tissage en général.

- globales : sous certains aspects (laine et couvertures de laine) ;
- incomparables en fonction de leur évolution : questionnaires, regroupements, bases de calculs modifiés;

- incomplètes car elles ne tiennent compte que des entreprises ayant une dimension minimale (+ 5 ouvriers - I.N.S.) (x). Heureusement, la part relative de ces entreprises minuscules est le plus souvent très faible.

- sujettes à caution : une étude des investissements dans l'industrie textile réalisée simultanément par deux organismes fait apparaître des écarts de 15 à 20 % entre les résultats.

C. Données économiques et financières.

Certaines données sont fournies globalement par sous-secteur :

Citons :

- l'effectif,
- les dépenses de personnel,
- la valeur de production nette,
- le montant des investissements bruts.

D'autres données par secteur n'existent que pour les Sociétés Anonymes.

Elles ont pour objet :

- le capital social libéré,
- les réserves constituées,
- les emprunts obligataires contractés,
- les bénéfices nets déclarés,
- les dividendes payés.

(x) Institut National de Statistiques.

Remarque sur les estimations.

Les difficultés rencontrées pour recueillir les données ont nécessité des estimations.

1. Données sectorielles

Pour certaines activités, les données de 1969 n'étaient pas encore accessibles au moment de cette étude. Les estimations ont donc été réalisées sur base de la tendance de la période considérée.

En ce qui concerne les variables qui ne font l'objet d'aucun recensement au niveau de l'activité, tels que le cash-flow, le bénéfice net, les capitaux propres, leur estimation sur la base des informations disponibles est justifiée dans chaque cas.

2. Données individuelles.

Les données individuelles ont rarement fait l'objet d'une estimation car nous avons pu disposer d'un assez grand nombre de chiffres individuels réels.

Certaines données, enfin, couvrent plusieurs sous-secteurs. C'est le cas du tissage qui couvre des sous-secteurs qui sortent du cadre de notre étude (lin, jute, matières synthétiques).

Aucune des données sectorielles à l'exception de celles de la main-d'oeuvre n'existe par classe d'importance d'entreprise.

Difficultés de documentation individuelle

A. Des informations ayant pour objet de rechercher la part des premières entreprises sur le marché sont disponibles pour certains sous-secteurs caractéristiques.

Ce n'est pas le cas pour tous les sous-secteurs. Le nombre et la structure des entreprises même les plus importantes sont absolument trop petits pour fournir les données nécessaires.

B. Le nombre d'entreprises est également très restreint. Il se résume à l'unité dans certains cas, sans que cette unité soit nécessairement importante.

C. L'activité économique de ces entreprises est le plus souvent complexe, c'est-à-dire qu'elle couvre plusieurs sous-secteurs en fonction des circonstances économiques (conjoncture, marché). Ce fait caractérise certains tissages dont la nature de la matière textile utilisée n'est pas prise en considération.

D. Les informations à recueillir ont un caractère confidentiel pour les entreprises qui craignent tout normalement que les renseignements soient utilisés à mauvais escient.

Dans ces conditions, l'étude de la concentration dans le secteur 232 N.I.C.E. INDUSTRIE TEXTILE ne peut se faire en ayant à l'esprit les résultats obtenus pour d'autres secteurs, mais en considérant les circonstances spécifiques du secteur.

o

o o

RESULTATS OBTENUS

1. Variables analysées

En fonction de la dépendance des informations relatives au sous-secteur étudié, l'étude a été réalisée de manière pragmatique.

Les variables analysées pour les 30 premières entreprises et au total pour le sous-secteur sont les suivantes :

1. personnes occupées,
2. rémunérations salariales brutes,
3. chiffre d'affaires,
4. résultats nets,
5. cash-flow,
6. capitaux propres,
7. investissements bruts
8. les importations et les exportations.

2. Indices de concentration calculés.

2.1. Conditions auxquelles doivent répondre les indicateurs choisis

Les conditions auxquelles doivent répondre les méthodes de calcul de la concentration se dégagent du but visé.

Pour les études de la concentration économique effectuées dans la Direction Générale de la Concurrence, cela signifie que les méthodes choisies doivent donner des résultats

qui reflètent la concurrence dans le Marché Commun et entre les Etats membres aussi bien de façon statistique que de façon comparative.

Lorsqu'on procède à des analyses globales, sectorielles ou de cas particuliers, la signification restreinte des différents indicateurs de concentration oblige à calculer chaque fois plusieurs indicateurs. Il faut donc utiliser, pour suivre la terminologie usuelle, à la fois des méthodes pour mesurer la concentration absolue et des méthodes pour mesurer la concentration relative.

Enfin, étant donné le grand nombre des ensembles considérés, les méthodes choisies ne doivent pas exiger de calculs trop complexes et permettre une présentation claire des résultats.

2.2. Les indicateurs choisis

Le tableau n° 1 tente de représenter, par des formules simples, les indicateurs choisis pour les analyses de concentration dans la Direction Générale de la Concurrence. Chacun de ces indicateurs sera brièvement commenté ci-après.

2.2.1. La moyenne arithmétique.

La moyenne arithmétique est définie comme la valeur moyenne de la variable par unité d'un ensemble considéré. Elle n'est certainement pas un indicateur de concentration au sens strict, mais elle peut être utilisée pour une première caractérisation de la grandeur absolue des unités économiques. Certes, elle ne per-

met pas encore de définir les caractères typiques des différents ensembles considérés, mais elle présente un certain intérêt en tant que valeur se substituant à la diversité des valeurs individuelles concrètes et en tant que terme de comparaison.

En tant que valeur de substitution, la moyenne arithmétique peut, dans les comparaisons temporelles, donner une première indication de l'évolution des tailles et, dans les comparaisons à un moment donné, de la différence des tailles dans plusieurs ensembles considérés. Sa signification est d'autant plus grande qu'on l'utilise, en tant que terme de comparaison, en combinaison avec un indicateur de dispersion. Plus grande est la dispersion, plus grande est la probabilité que le cas individuel ne coïncide pas avec la moyenne. Seule l'observation simultanée de la moyenne d'un ensemble et de la dispersion dans cet ensemble permet donc de déterminer si la moyenne permet déjà à elle seule de dire quelque chose de typique de cet ensemble.

2.2.2. Les indicateurs de concentration relatifs.

Tout indicateur de dispersion véritable est également une moyenne.

Seulement, il est déterminé à partir des écarts des valeurs individuelles par rapport à la valeur moyenne. Par conséquent, on procède de la meilleure façon en mettant la valeur moyenne utilisée en rapport avec l'indicateur de dispersion calculé à l'aide de la moyenne. C'est ainsi qu'on procède pour calculer le coefficient de variation.

2.2.2.1. Le coefficient de variation indique le rapport entre la déviation moyenne quadratique (écart type) et donc finalement les valeurs individuelles de la série d'une part et la moyenne arithmétique d'autre part.

Plus grand est le coefficient de variation, plus forte est la dispersion.

A son tour, une grande dispersion signifie un manque considérable d'homogénéité de la masse statistique et ce manque d'homogénéité est une expression de la concentration "relative".

Le coefficient de variation, indicateur presque "classique" de l'inégalité d'une distribution, est particulièrement suggestif lorsqu'on compare plusieurs ensembles. Mais il est complètement inutilisable pour le calcul ou la comparaison de la concentration absolue, le nombre et la grandeur absolue des unités étant considérés de manière relative.

Il rentre donc dans la famille des indicateurs de concentration relatifs.

2.2.2.2. Le coefficient Gini est lui aussi un indicateur de concentration relatif. Toutefois, il a une base mathématique différente. Celle-ci, souvent utilisée dans l'étude empirique de la concentration relative, part des formes cumulées des courbes de distribution. Le cumul des unités de référence et des valeurs de variables correspondantes est exprimé en pourcentages et va généralement de bas en haut.

Parmi ces méthodes, les plus connues sont la courbe de Lorenz et son pendant algébrique, le coefficient Gini.

Le coefficient Gini mesure uniquement - et on l'oublie souvent - la déviation par rapport à la distribution uniforme et donc la concentration interne entre les éléments de l'ensemble. Dans cette méthode également le nombre et la taille des unités de référence ne sont pas pris en considération. En supposant par exemple qu'un nombre considérable d'entreprises de même taille fusionnent pour former un plus petit nombre d'entreprises plus grandes (mais toujours de même taille), le coefficient Gini n'indiquera aucun changement, bien que du point de vue économique un processus de concentration considérable soit intervenu.

Le coefficient Gini peut aussi réagir de manière totalement "fausse", notamment lorsque, dans une branche où la taille des entreprises présente une dispersion relativement grande, on assiste à des fusions ou à l'élimination de petites entreprises et de ce fait à une diminution du nombre d'entreprises, alors que les tailles présentent une dispersion plus uniforme.

Dans ces cas, le coefficient Gini, malgré l'accroissement évident de la concentration économique, indique une diminution du degré de concentration.

La méthode du coefficient Gini ne peut être utilisée valablement que s'il s'agit de glissements dans la distribution d'une quantité donnée, c'est-à-dire lorsque le nombre d'unités de référence reste constant ou que sa modification est économiquement sans importance.

2.2.3. Les indicateurs de concentration semi-relatifs

L'indice Linda et les relations de concentration occupent une position intermédiaire entre les indices de concentration relatifs et les indices de concentration absolus. Certes, dans ces indicateurs, le nombre absolu des unités de référence est pris en considération, bien qu'à des degrés différents, mais la valeur de la variable est envisagée de manière relative. C'est pourquoi ces deux indicateurs doivent être classés parmi les indicateurs semi-relatifs. Les deux méthodes ont également ceci de commun que, dès le départ, seule une partie de l'ensemble total entre dans les calculs.

2.2.3.1. L'index Linda est constitué par la moyenne arithmétique simple des $(n-1)$ rapports (EO) entre la taille moyenne des premières i entreprises et la taille moyenne des entreprises $(n-1)$ résiduelles. Chaque rapport (EO) étant au préalable divisé par n .

2.2.3.2. Les ratios de concentration indiquent le pourcentage de la valeur de la variable qui revient aux n plus grandes unités considérées. Contrairement à l'indice Linda, ils envisagent non pas un secteur partiel, mais uniquement un point déterminé de la courbe de concentration. Or de nombreux déplacements de la courbe sont concevables qui ne modifient pas la valeur des ratios de concentration.

2.2.4. Les indicateurs de concentration absolus

Dans le cas de deux indicateurs semi-absolus, la distribution du reste de la série est négligée. Pour éliminer ce défaut, il faut avoir recours à des indicateurs "synthétiques" qui prennent en considération tous les points de la courbe de concentration et donc aussi bien le nombre absolu des unités de référence que l'inégalité de la distribution.

L'indice Herfindahl-Hirschman et l'indice Paschen sont des indicateurs de ce genre.

2.2.4.1. L'indice Herfindahl-Hirschman peut, somme toute, être considéré comme le coefficient de variation pondéré par le nombre des unités de référence.

Il tente donc de rendre absolu l'indicateur de concentration relatif. La plus haute valeur que l'indice Herfindahl-Hirschman peut atteindre est 1, la plus faible $\frac{1}{n}$. Dans le premier cas, il n'existe qu'une seule unité de référence ; laquelle devient la valeur totale de la variable ; dans le second, toutes les unités de référence sont de même taille (distribution uniforme), la valeur de la variable tendant à 0 à mesure que s'accroît le nombre des unités de référence.

En cas de distribution uniforme, l'importance de la concentration est donc uniquement déterminée par le nombre des unités de référence. Cela vaut également lorsqu'on utilise l'indice Herfindahl-Hirschman pour comparer - que ce soit dans le

temps ou à un moment donné - la concentration de plusieurs ensembles présentant exactement la même inégalité de distribution.

2.2.4.2. L'indice Entropie est un indicateur de concentration absolu dont la définition, contrairement à celle des autres indicateurs brièvement esquissée ici, découle nécessairement d'une série d'axiomes. Il est clair, que cet indice doit être préféré aux indicateurs qui sont choisis en fonction de considérations plus ou moins arbitraires et qui impliquent la détermination arbitraire de concentrations spéciales. Grâce à sa construction, il permet, à la différence également des autres indicateurs choisis, de quantifier exactement la modification de la concentration dans le temps. Dans le cas des autres indicateurs, on obtient, selon la valeur de départ, une marge de croissance différente.

Ainsi, lorsque le coefficient Gini indique pour l'évolution de la concentration un taux de croissance de 20 %, ce taux à une signification tout à fait différente selon qu'il a été calculé sur la base $R'_1 = 0,2$ (avec une marge de croissance de 400 %) ou sur la base $R'_1 = 0,8$ (avec une marge de croissance éventuelle de 25 %).

Remarque finale.

La nécessité de calculer chaque fois plusieurs indicateurs de concentration résulte non seulement de la différence de base et donc de la signification différente des divers indicateurs.

Elle découle aussi du but fixé qui, dans le cas de la Direction Générale de la Concurrence, est de tirer profit non seulement des études de concentration empiriques projetées, mais aussi des études internes ou externes existantes. Le plus souvent dans ces études, une partie seulement - chaque fois différente - des indicateurs choisis est utilisée. Il est donc clair qu'un grand nombre d'indicateurs permettra mieux qu'un choix tout à fait restreint de méthodes de calcul, d'asseoir sur une base empirique assez large les études de la concentration économique dans le direction générale de la concurrence.

TABLEAU I

Les indicateurs de concentration choisis pour les analyses de concentration dans la direction générale de la concurrence

Indicateur de concentration	Définition a)	limites	
		Inférieures	Supérieures
Moyenne arithmétique	$\bar{x} = \frac{x}{n}$	> 0	x
Coefficient de variation	$V = \frac{\sqrt{\frac{\sum_{i=1}^n (x_i - \bar{x})^2}{n-1}}}{\bar{x}}$	0	$\sqrt{n-1}$
Coefficient Gini (Gini-approximation)	$R' = \frac{1}{n-x} \sum_{i=x}^n \left\{ (i-1) Fx_i - i Fx_{i-1} \right\}$	0	$\frac{n-1}{n}$
Indice Linda	$Lx^*_{x^*} 100 = \frac{1}{n^* (n^*-1)} \sum_{i=1}^{n^*-1} \left\{ \frac{n^*-i}{i} \frac{Fx_i}{x^* - Fx_1} \right\}$	$\frac{1}{n^*}$	∞
Ratios de concentration	$CR_{n^*} = \frac{100}{x} \sum_{i=1}^{n^*} x_i$	> 0	100
Indice Herfindahl-Hirschman	$H = \frac{v^2+1}{n} = \frac{1}{x^2} \sum_{i=1}^n x_i^2$	$\frac{1}{n}$	1
Indice Entropie	$E = \sum_{i=1}^n \frac{x_i}{x} \log \frac{x_i}{x}$	$-\log n$	0

a) Les définitions des indicateurs sont données pour des séries statistiques simples. Il est donc supposé que la valeur de la variable soit connue pour chaque unité de l'ensemble.

b) La classification est celle du schéma d'exploitation des résultats des analyses de concentration dans la direction générale de la concurrence.

- n = nombre d'unités dans un ensemble,
- x = valeur totale de la variable dans un ensemble
- i = unité i,
- x_i = valeur de la variable pour l'unité i,
- Fx_i = valeur cumulée de la variable jusqu'à l'unité i.

Les symboles pourvus d'un* représentent des ensembles partiels dans un ensemble général.

3. Définitions des ensembles et des unités retenus

Dans la mesure du possible, nous avons essayé de rapprocher au maximum les définitions retenues de celles recommandées dans les analyses de concentration de la Direction Générale de la Concurrence de la C.E.E.

Cependant, dans un but d'homogénéité avec les définitions adoptées par les statistiques officielles belges, ainsi que pour obtenir les informations valables de la part des entreprises analysées individuellement, nous avons été obligés de modifier ou de préciser certaines définitions.

3.1. Définition des ensembles

La définition des différentes branches d'activité s'est faite d'après la classification N.I.C.E. dans laquelle le regroupement sur la base des statistiques existantes a pu se faire.

Cependant, certaines branches d'activité font l'objet d'un recensement global en Belgique. Il s'agit du tissage pour lequel il n'existe pas de chiffres globaux précis concernant le tissage de laine et celui du coton.

La raison en est la suivante : l'évolution des matières textiles et le développement extrêmement rapide des matières synthétiques ne permettent plus de distinguer nettement les entreprises qui tissent exclusivement la laine ou le coton.

Il y a de plus en plus d'interférences entre les matières et les produits dont la classification devient impossible.

L'expérience permet cependant de se faire une idée approximative de la part de chaque sous-secteur de l'industrie textile.

	<u>Entreprises</u>
Coton + matières synthétiques	60 %
Tapis + tissus d'ameublement	15 %
Laine	11 %
Jute, lin....	14 %
Total du tissage	100 % (x)

3.2. Définition des unités

3.2.1. Entreprise

Un ou plusieurs établissements dépendant d'une même personne ou d'une même raison sociale constituent une entreprise industrielle.

On considère comme établissement toute mine, minière ou carrière, toute usine, tout atelier ou autre lieu de travail ou tout ensemble composé de plusieurs de ces unités situé sur un terrain d'un seul tenant et où une ou plusieurs personnes travaillent pour le compte d'une seule autorité dirigeante, d'un seul patron, d'une seule société, etc... ayant une activité industrielle.

C'est l'établissement qui constitue l'unité de la statistique sectorielle en Belgique pour toutes les variables.

3.2.2. Unité d'activité économique

Elle ne tient pas compte de la définition de l'unité d'activité économique au sens de la Division de la Concurrence de la C.E.E.

(x) d'après l'Association Nationale des Tisseurs de Coton.

Cependant, l'unité "Etablissement" employée dans les statistiques de l'O.N.S.S. (1) se rapprochant très fort de la définition de l'unité d'activité économique, la structure du secteur basée sur la répartition de l'emploi pourrait être considérée comme comparable avec les données des autres pays membres qui seraient basées, elles, sur des unités d'activité économique.

Notons cependant que si la base statistique est restée inchangée de 1962 à 1968, les changements introduits en 1969 rendent les résultats incomparables à ceux des années antérieures.

3.3. Définition des variables

Dans les analyses de concentration, les valeurs des variables sont les totaux des valeurs individuelles quantifiables des caractères envisagés dans les unités de référence et au moyen desquels la concentration est étudiée.

Les définitions des variables retenues sont présentées dans l'ordre du plan d'exploitation des résultats des analyses de concentration.

(1) "L'employeur "ou l'établissement" correspond à l'employeur ressortissant à l'O.N.S.S. et immatriculé à ce titre, qui a occupé, au cours de la période considérée des travailleurs assujettis à la sécurité sociale en vertu...

Ce concept implique aussi bien les personnes morales (Sociétés, etc...) que les personnes physiques ayant qualité d'employeur...

L'employeur, considéré comme unité de compte, est la règle générale. ...Par contre certaines grandes entreprises qui possèdent plusieurs sièges d'exploitation ou succursales renvoient, à la demande de l'O.N.S.S. des renseignements statistiques distincts pour chacun d'eux au sujet des effectifs occupés afin d'éviter les inconvénients d'une distribution des travailleurs selon le siège social des entreprises.

(Ceci vaut pour les années 1962 à 1968).

3.3.1. Personnes occupées_(total)

Pour les sous-secteurs, le nombre de personnes occupées est défini dans cette étude comme le total du personnel assujetti à la sécurité sociale pour ouvriers et employés, y compris les chefs d'établissements liés par un contrat d'emploi et les apprentis employés excepté les ouvriers à domicile ne figurant pas sur les listes de paie de l'établissement.

3.3.2. Capitaux propres

Il n'existe pas à notre connaissance d'information sur les capitaux propres des sous-secteurs analysés.

Les renseignements individuels précis que nous avons obtenus concernent le capital social de l'entreprise ainsi que les réserves de toute nature.

Les données s'écartent sensiblement de la définition arrêtée par la division de la concurrence, notamment du fait de la dimension des entreprises étudiées.

3.3.3. Salaires et traitement bruts.

Comme décidé précédemment, sont incluses dans le montant des salaires et traitements bruts, les cotisations de sécurité sociale dues par l'employeur.

Cette variable contient donc les éléments suivants :
montants non plafonnés des appointements bruts qui ont été déclarés par l'employeur à l'Office National de la Sécurité Sociale (y compris les avantages en nature déclarés à cet organisme à titre d'appointements et salaires) :

- a) appointements,
- b) salaires (non compris ceux des ouvriers à domicile),
- c) salaires des ouvriers à domicile figurant sur les listes de paie de l'établissement.

Montants des cotisations à la sécurité sociale à charge de l'employeur pour :

- a) le personnel assujetti à la sécurité sociale pour employés (y compris les apprentis employés),
- b) le personnel assujetti à la sécurité sociale pour ouvriers (non compris les ouvriers à domicile mais y compris les apprentis-ouvriers),
- c) les ouvriers à domicile figurant sur les listes de paie de l'établissement.

Montants des autres dépenses de personnel :

- a) montant des primes d'assurance contre les accidents de travail,
- b) montant des primes d'assurance contre les maladies professionnelles,
- c) montant des autres dépenses de personnel.

3.3.4. Chiffre d'affaires

On entend par chiffre d'affaires par sous-secteur, la valeur des produits livrés y compris les emballages facturés au client et les transports effectués par l'entreprise elle-même.

En général, dans l'entreprise individuelle, la valeur des produits livrés est assimilée à celle des produits facturés. La différence entre les deux est difficile à établir.

3.3.5. Résultats nets

En fonction de la situation économique dans l'industrie textile et particulièrement dans le sous-secteur étudié, on entend par résultat net, le profit net ou la perte nette tels qu'ils apparaissent au bilan de l'entreprise.

3.3.6. Cash_flow

Nous avons analysé le cash flow brut.

Il se compose schématiquement des postes suivants du bilan :

- résultat de l'exercice
- + amortissements
- + dotations aux réserves
- + postes extraordinaires
- + provisions sur impôts divers de l'entreprise.

3.3.7. Investissements bruts

Il s'agit dans notre étude des investissements de l'exercice, c'est-à-dire de la variation pendant cet exercice de la valeur des terrains, immobilisations, équipements, y compris la variation des stocks de matières premières et produits 1/2 finis.

3.3.8. Importations - exportations

Celles-ci sont données en valeur sur la base des statistiques de l'U.E.B.L.

4. Unités d'activité économique

Les études statistiques relatives à l'évolution de la dimension des entreprises dans un sous-secteur de l'industrie textile, se heurtent à certaines difficultés.

Si l'on désire mesurer le degré de concentration sur base du personnel occupé, les chiffres disponibles sont divergents.

Ceux de l'Institut National de Statistiques (I.N.S.) se rapportent à des unités techniques; quant aux données de l'Office National de la Sécurité Sociale, elles ont pour objet les unités géographiques.

En outre l'I.N.S. prend en considération les ouvriers et non les employés, alors que de plus en plus d'ouvriers sont classés dans les rubriques "employés".

Il nous semble cependant intéressant d'examiner des chiffres globaux.

Ils ont pour objet plusieurs sous-secteurs de l'industrie textile car l'on ne peut dissocier la laine et le coton des autres sous-secteurs.

Cependant, ces renseignements sont significatifs de l'évolution du nombre des entreprises et de celui des unités économiques répertoriées sous l'aspect géographique.

Il n'est pas tenu compte de l'année 1969 dont la base statistique différente fausserait toute comparaison valable des résultats

Les tableaux qui suivent ont pour objet :

- la préparation des matières textiles,
- la filature,
- le tissage.

La source d'information est différente de la source habituelle (I.N.S.). C'est pourquoi le nombre total d'entreprises ne correspond pas à celui sur lequel nous nous sommes basés, car il tient compte de toutes les entreprises du secteur même les plus petites (- de 5 travailleurs).

o

o o

✓
•
~
~

-
>
~
*

FACTEURS DOMINANTS DE

L'EVOLUTION DE LA STRUCTURE

DU SECTEUR TEXTILE

1
2
3
4

5
6
7
8

FACTEURS DOMINANTS DE L'EVOLUTION DE LA STRUCTURE

DU SECTEUR TEXTILE

Quelles que soient les perspectives d'expansion du secteur textile, l'évolution de sa structure dépend d'un certain nombre de facteurs.

1. L'évolution technologique.

1.1. Intensité des investissements.

Le premier et le plus important de ces facteurs est incontestablement le progrès technique.

A titre d'exemple, l'indice de la production par heure de filatures de coton analogues qui auraient été créées respectivement en 1955, 1962, 1964 et 1968 avec un matériel considéré chaque fois comme moderne, aurait évolué de la manière suivante :

1955	indice	100
1962		133
1964		155
1968		166

La vitesse, la technicité et la plus grande complexité des machines qui ont permis d'obtenir de tels résultats influencent considérablement le montant des immobilisations nécessaires.

Il est difficile de citer des chiffres précis car la valeur des immobilisations est fonction du coût des machines et des équipements et de celui des terrains, mais en tout état de cause, le montant de 1 million de francs par ouvrier est une approximation raisonnable du montant nécessaire à de nouveaux investissements.

Si à cet égard, l'industrie cotonnière est la plus évoluée, c'est à dire qu'elle détient aujourd'hui le degré le plus élevé d'investissement de capital par poste d'emploi, elle est néanmoins suivie de près par les autres secteurs.

1.2. Obsolescence rapide des machines.

Chacun sait que les machines subissent un vieillissement technologique très rapide. Les machines installées aujourd'hui seront dépassées dans 10 ans. L'augmentation constante des charges salariales incite en outre à accélérer le rythme de remplacement du matériel.

D'ici peu, les machines devront être amorties en 5 ou 10 ans.

1.3. Surcapacité de production.

Etant donné que, d'une part, la demande ne croît que lentement dans le secteur textile et que, d'autre part, la productivité s'accroît très rapidement, alors qu'un matériel moderne et très coûteux incite en outre à travailler en deux ou trois équipes successives, le danger de surcapacité naît facilement.

1.4. Nouveaux produits.

Le développement technique est également à l'origine de la mise de nouveaux produits sur le marché.

On prévoit qu'en 1983, 35 % des ventes en textile consisteraient en articles encore inconnus 10 ans auparavant.

Cette multiplicité du nombre de matières premières disponibles aboutit à l'usage d'un matériel plus polyvalent et à une organisation plus complexe de la production, la délimitation des spécialisations devant moins stricte que dans l'industrie traditionnelle.

1.5. Recherche scientifique et formation professionnelle.

Une industrie qui subit en permanence et de manière profonde l'influence du progrès technique se doit de prendre conscience de l'importance et de la nécessité de la recherche scientifique et de la formation professionnelle.

Indépendamment du besoin croissant d'un encadrement de haut niveau, la formation professionnelle des travailleurs devient toujours plus importante. Un ouvrier pour lequel un investissement en capital d'un million est nécessaire doit répondre à de hautes exigences de qualification.

2. Aspects commerciaux.

2.1. Distribution.

Un secteur industriel exigeant des investissements massifs de capitaux nécessite une distribution adéquate.

Jusqu'à présent le degré d'évolution commercial était inférieur à celui de l'évolution technique, mais aujourd'hui la distribution exige une organisation rationnelle et des investissements importants qui entraînent inévitablement des répercussions sur la politique de la production et des ventes.

2.2. La C.E.E.

Quoique la création de la C.E.E. joue un rôle considérable dans la commercialisation dans le secteur textile, ses effets ne sont pas encore suffisamment connus à ce jour.

Le solde favorable de la balance commerciale depuis plusieurs années montre que le secteur textile rencontre un succès croissant dans ce marché à économie développée et revenus élevés.

2.3. Structure de la chaîne textile.

Les études approfondies récemment entreprises montrent que la structure de la chaîne textile joue un rôle important.

La demande de produits textiles est peut-être un peu plus sensible aux variations du pouvoir d'achat que celles des autres biens de consommation parce que leur durée est susceptible d'être allongée plus aisément et que l'achat ne s'effectue pas souvent en recourant à des facilités de crédit.

Si maintenant, la vente au détail augmente, le détaillant fera auprès de son fournisseur (le tisseur, par exemple) les commandes qui ne correspondent pas seulement au volume accru de ses ventes et à la perspective de prévoir des stocks supplémentaires en vue de satisfaire à une demande accrue. Si ces demandes accrues provoquent une hausse de prix de la part des fabricants, le détaillant sera incité à forcer davantage ses commandes, de sorte que le tisseur détiendra une image plus accentuée de l'accroissement de la demande.

De son côté, celui-ci réagira de la même manière que le détaillant, il fera chez le filateur de plus fortes commandes qui correspondront à l'accroissement réel et prévu de sa production, à la nécessité de constituer des stocks plus importants et aussi le cas échéant à des considérations d'ordre spéculatif.

Dans la chaîne de production, chaque stade fonctionnera finalement à un rythme plus élevé que ne le justifierait en soi la consommation réelle et cela d'autant plus qu'il sera plus éloigné de la consommation finale.

Il est évident que ce processus fonctionnera en sens contraire si l'accroissement de la consommation se ralentit ou s'arrête.

On constate donc que de légères modifications dans la consommation finale provoquent des fluctuations considérables dans la production et que les stocks n'y jouent pas leur rôle régulateur normal mais au contraire un rôle d'accentuation. Au fond, le cycle est donc, pour une large part, attribuable à un manque d'information et de coordination dans la chaîne textile. Par la dispersion et le nombre élevé d'échelons, par l'allongement des circuits de production et de distribution, les variations sont renforcées d'une manière directement proportionnelle à la distance qu'il y a entre les premières phases de la production et le stade final de la consommation.

CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE
L'EVOLUTION STRUCTURELLE DU
SOUS-SECTEUR.

Tous ces facteurs influencent les choix qui déterminent sa structure. Celui de la dimension des entreprises est le plus important.

1. Concentration.

Tout indique que le secteur du textile s'oriente vers la formation d'unités plus grandes et mieux structurées.

Les entreprises de plus grande dimension sont mieux à même que les autres de suivre l'évolution technologique et de tirer la meilleure productivité des investissements de plus en plus coûteux.

Leur capacité d'autofinancement et leur possibilité de faire appel au marché des capitaux permettent de faire les investissements nécessaires et de mener une politique d'investissement à long terme.

Chacun sait que le niveau des investissements et des amortissements est beaucoup plus important dans les très grosses entreprises.

Entreprises de TissageEvolution des investissements et des amortissementsPar travailleurs.

(Moyenne 1953-1959 - milliers de francs).

Classe de grandeur	Investissements	Amortissements
< 200	6	8
200 - 499	7	9
500 - 999	8	8
> 1.000	14	11
	<hr/> 7	<hr/> 8

Le groupe très vaste des tissages comporte plusieurs espèces d'entreprises qui ont chacune leur spécialité et par conséquent leur dimension optimal propre. Elles présentent également des exigences spécifiques en matière d'équipement.

C'est pourquoi ces chiffres ne doivent pas donner lieu à des conclusions trop hâtives. Ils sont cependant éloquentes puisque le niveau des investissements et des amortissements des plus grandes entreprises atteint le double de celui des plus petites.

Cette évolution vers la concentration du secteur textile ne signifie pas nécessairement une tendance vers la constitution d'unités gigantesques parce que les grosses entreprises ne présentent pas nécessairement des avantages au seul point de vue technique mais plutôt une dimension optimale qui est difficile à apprécier en fonction de la diversité des productions.

Dans le secteur du textile, la concentration signifie moins une coordination technique qu'une coordination sur d'autres plans : financier et commercial.

C'est pourquoi une seule unité juridique qui conduit à un regroupement commercial ne suppose pas nécessairement un regroupement technique qui se traduirait par une concentration géographique des moyens de production.

2. Coopération.

Le problème de la concentration et de son degré varie pour chaque sous-secteur du textile et la question de la spécialisation joue un rôle important.

Il apparaît ainsi que les entreprises de plus petite dimension ont un rendement du capital investi supérieur aux entreprises plus grosses tel qu'il apparaît au tableau suivant :

Rendement des Sociétés par actions 1952-1961Secteur du textile

	1952/1956	1957/1961
	%	%
> 0,5 Mil	5,2	6,0
0,5 Mil - 1 Mil	3,9	4,7
1 Mil - 5 Mil	2,0	3,0
5 Mil - 10 Mil	1,5	3,9
10 Mil - 20 Mil	2,0	4,0
20 Mil - 50 Mil	1,7	2,5
50 Mil - 100 Mil	2,9	2,7
< 100 Mil	2,5	3,5
<hr/>	<hr/>	<hr/>
Moyenne	2,2	3,2

Les plus petites entreprises recherchent la production d'articles de luxe, originaux, qui nécessitent des équipements très techniques et une main d'oeuvre très spécialisée. Une structure commerciale importante n'est pas nécessaire. C'est pourquoi ce genre d'entreprise peut atteindre un rendement optimum sans obligation de concentration.

Dans ces conditions, et tenant compte du caractère individualiste des dirigeants de ce genre d'entreprise, sont mis petit à petit sur pied des accords de coopération dans certains domaines sans aliéner pour autant l'indépendance de chacune.

Ce genre de coopération ne se développera à l'avenir que dans une mesure modeste. C'est pourquoi, la restructuration du secteur du textile se fera par la concentration, qu'il s'agisse de l'élimination pure et simple des entreprises plus faibles ou de la fusion consentie en des groupes plus puissants.

3. Intégration horizontale ou verticale.

Il est difficile de prendre position dans ce domaine d'une manière définitive et théorique.

Traditionnellement, l'intégration horizontale prédomine dans le secteur dans le but d'obtenir des prix de revient plus avantageux.

Mais aujourd'hui l'intégration verticale se développe également.

Notons que cette recherche d'une forme de collaboration met davantage l'accent sur des considérations d'organisation et de coordination que sur des avantages purement techniques, telle que la réduction des frais de transport, de manipulation et de vente.

La libre circulation des marchandises dans la C.E.E. et la pression de la concurrence des pays qui pratiquent des prix beaucoup moins élevés obligent aujourd'hui l'entreprise textile à commercialiser elle-même ses produits et ne pas compter uniquement sur un tiers dont les intérêts ne sont pas toujours convergents.

Il est bien difficile de prendre position sur le type de concentration qui va se développer en Belgique mais l'on peut affirmer, notamment au vu de l'évolution du secteur du textile dans d'autres pays, que la structure du secteur tend vraisemblablement vers la constitution d'un noyau de grosses entreprises et d'un grand nombre d'entreprises de petite et moyenne dimension agissant en qualité de sous-traitants des premières.

L'intégration et la concentration restent des données assez floues qui se heurtent à des résistances de nature beaucoup plus psychologique que financière ou technique.

Les unités techniques ne doivent pas nécessairement avoir le même propriétaire légal pour être intégrés en fait.

Il suffit qu'elles appartiennent à une seule et même unité de décision et ce résultat peut provenir du jeu des participations matérielles ou simplement du fait que plusieurs entreprises ont des administrateurs communs.

Quoi qu'il en soit, il est bien difficile d'apprécier l'évolution du phénomène de la concentration.

Si l'on désire mesurer la concentration sur base du personnel employé, les chiffres disponibles se rapportent à des unités techniques (I.N.S.) ou des unités géographiques (O.N.S.S.). L'I.N.S. ne tient pas compte des employés mais uniquement des ouvriers alors que de plus en plus d'ouvriers sont considérés comme employés. Un certain nombre d'entreprises font également appel à la sous-traitance pour lui confier un nombre toujours plus grand de travaux. Le critère du capital ne s'applique qu'aux sociétés anonymes.

Il est cependant évident que le nombre d'entreprises du secteur du textile a diminué et que leurs dimensions se sont accrues par des fusions et des fermetures.

Evolution du nombre d'établissements

Sous-secteur	1962	1968
Lavage et carbonisage de la laine	8	8
Peignage de la laine	13	12
Filature de laine cardée	48	39
Filature de laine peignée	44	42
Filature de coton	65	44
Bonneterie	420	408

Il est malaisé de déterminer les règles précises qui ont présidé à cette réduction indéniable du nombre d'entreprises, mais en fonction de l'évolution de la technologie, de la concurrence croissante entre les pays de la C.E.E., de l'implantation des firmes étrangères, notamment les américaines, et de l'évolution vers une industrie "all fibres", "all processes" on peut conclure que ce mouvement va en s'accroissant.

Notons enfin que le phénomène de la concentration s'élargit au delà des frontières nationales ; elles sont d'ailleurs les plus utiles.

Des entraves d'ordre juridique et économique subsistent cependant, qui rendent difficiles les fusions et les participations internationales ou la création d'entreprises filiales communes.

DONNEES NUMERIQUES SUR LE SECTEUR TEXTILE.

Il est difficile d'obtenir des informations intéressantes sur les établissements dans le sous-secteur étudié .

Cependant, certaines informations sont disponibles à l'échelle du secteur textile global.

Nous les reprenons ci-après car elles constituent une tendance indiscutable des mouvements structurels du secteur.

Les tableaux suivants concernent :

- préparation des matières textiles ;
 - établissements et travailleurs,
 - moyenne des travailleurs par établissement,
 - établissements les plus importants en %.

- filatures textiles ;
 - établissements et travailleurs,
 - moyenne des travailleurs par établissement,
 - établissements les plus importants en %.

- tissages textiles ;
 - établissements et travailleurs,
 - moyenne des travailleurs par établissement,
 - établissements les plus importants en %.

o

o o

PREPARATION DES MATIERES TEXTILES

ETABLISSEMENTS ET TRAVAILLEURS. (1)

		1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
<99	E.	719	675	658	649	608	529	443	393
	T.	5.180	5.015	5.106	4.952	4.812	4.057	3.455	3.250
100-199	E.	6	5	7	7	3	3	3	3
	T.	820	640	1.021	863	452	373	441	372
200-499	E.	4	6	4	7	6	7	5	5
	T.	1.519	1.744	1.335	2.608	2.407	2.517	1.499	1.499(x)
500-999	E.	-	3	3	2	2	2	3	3
	T.	-	2.198	2.220	1.564	1.540	1.444	41.925	1.925(x)
>1000	E.	2	-	-	-	-	-	-	-
	T.	2.197	-	-	-	-	-	-	-
Total général	E.	731	689	672	659	619	541	454	464
	T.	9.716	9.597	9.682	9.987	9.211	8.391	7.320	7.810

(x) estimation.

Source : I.N.S.

(1) E = établissements
T = travailleurs

PREPARATION DES MATIERES TEXTILES

MOYENNE DES TRAVAILLEURS PAR ETABLISSEMENT (1)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
<99 T.	8,08	7,42	7,75	7,70	7,91	7,66	7,79	8,26
100-199 T.	136,66	128,00	145,85	123,28	150,66	124,33	147,00	124,00
200-499 T.	379,75	290,66	333,75	372,57	401,16	359,57	299,80	(x) 299,80
500-999 T.	-	732,66	740,00	782,00	770,00	722,00	962,50	(x) 641,70
>1.000 T.	1.098,50	-	-	-	-	-	-	-
Total général	13,29	13,92	14,40	15,15	14,88	15,51	16,12	19,33

(x) Estimation.

Source : I.N.S.

(1) T = travailleurs

PREPARATION DES MATIERES TEXTILES

ETABLISSEMENTS LES PLUS IMPORTANTS (%). (1)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
100-199 T.	8,43	6,66	10,54	8,64	4,90	4,44	6,02	4,76
200-499 T.	15,63	18,17	13,78	26,11	26,13	29,99	20,47	34,54
> 500 T.	22,63	22,90	22,92	15,66	16,71	17,20	26,29	19,07
Total partiel	46,69	47,73	47,24	50,41	47,74	51,63	52,78	58,37
< 99 T.	53,31	52,27	52,76	49,59	52,26	48,37	47,22	49,63
Total général	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : I.N.S.

(1) T = travailleurs

		FILATURES TEXTILES							1969(*)
		ETABLISSEMENTS ET TRAVAILLEURS (1)							
		1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	
<99 T.	E.	84	78	73	75	76	79	82	-
	T.	2.776	2.638	2.604	1.904	2.608	2.790	2.469	-
100-199 T.	E.	24	27	28	32	32	27	28	-
	T.	4.030	3.688	3.853	4.395	4.286	3.575	3.846	-
200-499 T.	E.	33	37	38	33	36	32	30	-
	T.	12.340	11.678	11.519	10.738	12.113	10.241	9.597	-
500-999 T.	E.	10	14	13	12	11	10	9	-
	T.	6.542	8.665	7.750	7.163	6.932	5.945	5.333	-
>1000 T.	E.	3	3	3	3	2	2	2	-
	T.	4.656	4.931	4.839	4.462	3.547	2.406	2.222	-
Total général	E.	154	159	155	155	157	150	151	-
	T.	30.344	31.600	30.565	28.662	29.486	24.957	23.467	-
(*)		Chiffres indisponibles							(1) E = établissements
		source : I.N.S.							T = travailleurs

FILATURES TEXTILES.

MOYENNE DES TRAVAILLEURS PAR ETABLISSEMENT. (1)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969(*)
< 99 T.	33,04	33,82	35,67	25,38	34,31	35,31	30,10	-
100-199 T.	167,91	136,59	137,60	137,34	133,93	132,40	137,35	-
200-499 T.	373,93	315,62	303,13	325,39	336,47	320,03	319,90	-
500-999 T.	654,20	618,92	596,15	596,91	630,18	594,50	592,55	-
> 1000 T.	1.552,00	1.643,60	1.616,00	1.487,33	1.773,50	1.203,00	1.111,00	-
Total général	197,03	198,74	197,19	184,91	187,80	166,38	155,41	-

(*)

Chiffres indisponibles

Source : I.N.S.

(1) T = travailleurs

FILATURES TEXTILES.

ETABLISSEMENTS LES PLUS IMPORTANTS. (%) (1)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969(*)
100-199 T.	13,28	11,67	12,60	15,33	14,53	14,32	16,38	-
200-499 T.	40,66	36,95	37,68	37,46	41,08	41,03	40,89	-
> 500 T.	36,90	43,02	41,18	40,55	35,53	33,46	32,19	-
Total partiel	90,84	91,64	91,46	93,34	91,14	88,81	89,46	-
< 99 T.	9,16	8,36	8,54	6,66	8,86	11,19	10,54	-
Total général	100	100	100	100	100	100	100	-

(*)

Chiffres indisponibles

Source : I.N.S.

(1) T = travailleurs

TISSAGES TEXTILES.

ETABLISSEMENTS ET TRAVAILLEURS. (1)

		1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969(*)
<99	E.	576	569	551	521	499	478	459	-
	T.	11.462	10.981	11.167	10.629	10.324	10.123	9.463	-
100-199	E.	51	53	55	57	57	56	52	-
	T.	8.179	7.504	7.916	7.984	8.160	8.129	7.296	-
200-499	E.	32	41	40	35	37	30	26	-
	T.	11.885	12.229	12.168	10.899	11.180	9.553	8.062	-
500-999	E.	9	11	10	8	8	8	10	-
	T.	7.015	7.506	6.553	5.084	5.780	5.302	6.299	-
>1000	E.	4	4	4	3	2	2	1	-
	T.	7.418	6.831	6.870	5.661	4.603	4.058	4.113	-
Total général	E.	672	678	660	624	603	574	548	-
	T.	45.959	45.051	44.674	40.257	40.047	37.165	35.233	-

(*)

Chiffres indisponibles.

(1) E = établissements
T = travailleurs

Source : I.N.S.

TISSAGES TEXTILES

MOYENNE DES TRAVAILLEURS PAR ETABLISSEMENTS. (1)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969(*)
< 99 T.	19,89	19,29	20,26	20,40	20,68	21,17	20,61	-
100-199 T.	160,37	141,58	143,92	140,07	143,15	145,16	140,30	-
200-499 T.	371,40	298,26	304,20	311,40	302,16	318,43	310,07	-
500-999 T.	779,44	682,36	655,30	655,30	722,50	662,75	629,90	-
> 1000 T.	1.854,50	1.707,75	1.717,50	1.415,25	2.301,50	2.029,00	4.113,00	-
Total général	68,39	66,44	67,68	64,51	66,41	64,74	64,29	-

(*)

Chiffres indisponibles

Source : I.N.S.

(1) T = travailleurs

TISSAGES TEXTILES.

ETABLISSEMENTS LES PLUS IMPORTANTS. (1)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969(*)
100-199 T.	7,58	7,81	8,33	9,13	9,45	9,75	9,48	-
200-499 T.	4,76	6,04	6,06	5,60	6,13	5,22	4,74	-
> 500 T.	1,93	2,21	2,12	1,76	1,65	1,74	2,00	-
Total partiel	14,27	16,06	14,51	16,49	17,23	16,71	16,22	-
< 99 T.	85,73	83,94	85,49	83,51	82,77	83,29	83,78	-
Total général	100	100	100	100	100	100	100	-

(*)

Chiffres indisponibles

Source : I.N.S.

(1) T = travailleurs

GROUPE SECTORIEL 232 N.I.C.E.

TRANSFORMATION DE MATIERES TEXTILES

SUR MATERIEL LAINIER

Conclusion.

L'examen des données numériques traditionnelles d'un secteur économique et plus particulièrement celui de l'évolution du nombre d'entreprises et de l'effectif même si l'analyse est faite par classe d'entreprise ne donne que des informations peu significatives dans le domaine de la concentration et l'on pourrait conclure superficiellement, comme c'est souvent le cas, qu'aucun mouvement de ce genre n'existe actuellement.

Or il n'en est rien, comme le montreront plus loin les analyses approfondies du phénomène de la concentration sur la base d'un grand nombre de variables.

EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE

L'INDUSTRIE LAINIERE

Comme c'est le cas dans les autres pays lainiers de la C.E.E., le problème des structures dans ce secteur ne concerne à proprement parler ni la dimension des unités techniques de production, ni leur intégration aux différents stades de la production.

En Belgique, l'industrie lainière est encore surtout représentée par des entreprises familiales, ce qui pose de graves problèmes de réorganisation vu la concurrence qui sévit au sein du Marché Commun.

A l'opposé de l'industrie cotonnière où, par suite d'un certain nombre de fusions, les entreprises intégrées verticalement sont prédominantes, les entreprises non intégrées sont les plus nombreuses dans l'industrie lainière.

Les possibilités d'intégration verticale se trouvent réduites parce que les dimensions techniques optimales diffèrent en fonction de chaque stade de production.

La Belgique connaît cependant quelques très grandes sociétés lainières. La plupart d'entre elles sont des entreprises intégrées verticalement, qui exécutent toutes les opérations, depuis le lavage et le peignage jusqu'au tissage.

Il ne fait aucun doute, cependant, que pour la plupart des entreprises intégrées, l'équilibre n'est pas réalisé entre les différents stades en ce sens que les entreprises intégrées sont dans la majorité des cas obligées de vendre à l'extérieur les excédents de production de leur filature et d'acheter également à l'extérieur une grosse partie des filés utilisés par leur tissage.

Il semble cependant que les faiblesses structurelles du sous-secteur lainier se situent davantage sur le plan commercial et financier.

Bien plus que l'unité technique d'exploitation, c'est la dimension de l'unité de vente et de l'unité financière qui va s'accroître.

Il est malaisé de dresser un tableau général du sous-secteur lainier car il est constitué en réalité d'un certain nombre de branches incomparables en fonction de leurs conditions d'activité, de la nature de leur commerce et de leur concurrence.

1. Lavage - carbonisage de la laine.

Ce secteur a connu un assainissement très poussé pendant la période considérée.

Après la seconde guerre mondiale, l'industrie du traitement de la laine se trouvait dans une situation difficile en raison du fait que les grands pays exportateurs de laine en suint avaient encouragé l'établissement de lavoirs dans leurs propres pays.

Il faut observer qu'il s'agit principalement de travail à façon. Dans ces conditions, une grande partie de la production est destinée à l'exportation et la quote-part utilisée par les stades ultérieurs de la production nationale est relativement peu importante.

La rationalisation opérée ces dernières années a conduit à un degré de concentration important et satisfaisant.

Lavage - carbonisage de la laineEvolution de la structure

Année	Entreprises	Personnes occupées.	P.O./Ent.	Ch.d'affaires /P.O. (millions francs)
1962	8	1342	167,7	0,199
1963	8	1447	143,3	0,226
1964	8	1274	159,2	0,227
1965	8	1150	143,7	0,241
1966	6	958	159,6	0,313
1967	8	964	120,5	0,345
1968	8	968	121,0	0,344
1969	9	945	105,0	0,370

2. Délainage.

L'industrie du délainage est assez peu importante dans l'industrie textile belge mais il semble qu'elle a connu ces derniers temps une expansion assez marquée.

Le manque de données ne permet cependant pas de se faire une idée suffisante de son importance.

3. Peignage.

De nombreux regroupements ont eu lieu récemment dans ce sous-secteur. Quelques entreprises importantes ont fermé leurs portes et d'autres ont été reprises par des sociétés étrangères. Outre les peignages intégrés à des filatures ou à des tissages, il existe encore quelques importants peignages indépendants.

Toutes les entreprises spécialisées ou intégrées (les entreprises intégrées à une filature de laine peignée sont au nombre de 4) possèdent un département lavage, cardage et généralement un département finissage.

Peignage de laine

Evolution de la structure

Année	Entreprises	Personnes occupées	Ouv./Ent.	Ch.d'affaires/P.O. (millions francs)
1962	13	3493	268,6	0,742
1963	12	3417	284,7	0,809
1964	14	3504	250,2	0,741
1965	14	3382	241,5	0,737
1966	13	2985	229,6	0,835
1967	13	2656	204,3	0,707
1968	12	2653	221,0	0,685
1969	12	2582	215,1	0,695

4. Filature de laine peignée.

Ce secteur compte moins d'entreprises que celui de la filature de laine cardée, mais elles sont généralement plus importantes. Certaines comptent plus de mille ouvriers et il y en a une trentaine qui occupent chacune plus de cent ouvriers.

Il faut souligner la stabilité structurelle de cette activité puisqu'aucune disparition d'entreprises n'a été enregistrée durant ces dernières années, les modifications intervenues depuis 1965 dans leur nombre total étant le résultat de deux fusions.

Filature de laine peignée

Evolution de la structure

Année	Entreprises	Personnes occupées	P.O./Ent.	Ch.d'affaires/P.O. (millions francs)
1962	44	10.067	228,7	0,625
1963	42	10.483	249,5	0,653
1964	44	9.996	227,1	0,712
1965	47	9.822	208,9	0,742
1966	48	10.330	215,2	0,748
1967	47	9.140	194,4	0,753
1968	42	9.407	223,9	0,786
1969	42(*)	9.400(x)	223,8	0,820(*)

(x) Estimation

Suivant la nature et le degré de l'intégration, les 42 entreprises du secteur se répartissent comme suit :

	1966	1968
a) Entreprises non intégrées	11	29
b) Entreprises intégrées (verticalement)	25	13
c) Entreprises intégrées (horizontalement et verticalement)	8	-
	<u>44</u>	<u>42</u>

Pour les entreprises (b), l'intégration est la suivante :

	<u>1966</u>	<u>1968</u>
- avec un tissage d'habillement + un département d'achèvement :	2	3
- avec un tissage d'habillement + un département d'achèvement + une filature de cardé :	3	2
- avec un peignage + un tissage d'habillement + un département d'achèvement :	2	1
- avec un tissage d'habillement :	4	3
- avec un peignage :	-	4
- avec un département tissage + cardage :	1	-
- avec un tissage :	13	-
Total :	<u>25</u>	<u>13</u>

5. Filature de laine cardée.

Il existe une différence sensible entre le sous-secteur de la filature de laine peignée et celui de la filature de laine cardée. Les entreprises sont plus nombreuses et généralement moins grandes. Certaines des plus importantes filatures de laine cardée sont des départements d'entreprises de tissage ou de peignage intégrés.

Si le nombre d'entreprises s'est maintenu autour d'une quarantaine ces dernières années, il faut cependant rappeler que le nombre a été réduit de moitié en 25 ans.

Filature de laine cardéeEvolution de la structure

Année	Entreprises	Personnes occupées	P.O./Ent.	Ch.d'affaires/ P.O. (million francs)
1962	48	3100	64,5	0,372
1963	48	3329	69,3	0,423
1964	48	3376	70,3	0,458
1965	48	3320	69,1	0,445
1966	44	3177	72,2	0,456
1967	42	2449	58,3	0,271
1968	39	2539	65,1	0,296
1969	39(*)	2500(*)	64,1	0,300(*)

(*) estimation

Suivant le degré et la nature de l'intégration, les entreprises se répartissent comme suit :

	<u>1966</u>	<u>1968</u>
a) Etablissements non intégrés	14	20
b) Etablissements intégrés verticalement à un ou plusieurs autres établissements	23	19
- avec une filature de peigné :	7	1
- avec une filature de peigné + un tissage :	1	1
- avec une filature de peigné + un tissage + un département de teinturerie :	-	1
- avec un tissage de tapis :	3	3
- avec un tissage d'habillement :	1	2
- avec un tissage de couvertures + un département d'achèvement :	7	5
- avec un département d'achèvement :	3	6
- avec un lavage - carbonisage :	1	-
Total :	<u>23</u>	<u>19</u>

6. Tissage de laine.

Tissage d'habillement.

Cette branche connaît d'importantes difficultés qui proviennent de la C.E.E.- la pression concurrentielle des importations italiennes -, sans parler de l'apparition des fibres de synthèse qui prennent une place de plus en plus grande sur le marché.

Aussi, l'adaptation des structures est devenue indispensable. Nombreuses sont les entreprises de tissage qui ont disparu.

D'une manière générale, l'on constate un abaissement des cloisons qui séparent les différentes branches de cette industrie par suite notamment de l'utilisation croissante de fibres chimiques. Il en résulte que la division selon le produit final l'emportera de plus en plus sur la division selon la nature de la fibre utilisée comme critère de distinction entre les diverses activités.

Il est très difficile de se faire une idée précise du sous-secteur du tissage parce que les chiffres officiels ne font pas de distinction entre le tissage de coton et celui de la laine.

C'est pourquoi il faut recourir à des estimations. Selon les milieux professionnels, il y aurait environ cinquante entreprises de tissage de laine en Belgique dont les principales sont intégrées. Il reste cependant encore quelques grands tissages non intégrés.

Sur base des chiffres disponibles, l'on peut estimer le sous-secteur du tissage de laine de la manière suivante :

Tissage de laineEvolution de la structure

Année	Entreprises	Personnes occupées	P.O./Ent.	Ch.d'affaires/P.O. (millions francs)
1962	51	4305	84,4	0,469
1963	49	4192	85,5	0,524
1964	48	4137	86,1	0,574
1965	48	3927	81,8	0,618
1966	47	3982	84,7	0,662
1967	45	3596	79,9	0,685
1968	43	3536	82,2	0,789
1969	43	3536	82,2	0,907

Selon d'autres sources, sur base du degré et de la nature de l'intégration, les entreprises de tissage de laine se répartissent de la manière suivante :

	<u>1966</u>	<u>1969</u>
a) Entreprises intégrées :	59	36
b) Entreprises intégrées (verticalement)	18	16
dont		
- avec une filature de peigné :	4	4
- avec une filature de peigné + un département d'achèvement :	2	1
- avec un peignage + une filature de peigné + un département d'achèvement :	2	1
- avec une filature de cardé + un département d'achèvement :	1	3

	1966	1969
- avec une filature de peigné + une filature de cardé + un département d'achèvement :	4	3
- avec un département d'achèvement :	5	4
Total :	18	16

Les 12 tissages intégrés avec une filature de laine peignée ou cardée représentent 40 % environ de la production totale du secteur ; les 12 tissages intégrés avec un département d'achèvement réalisent 60 % de la production globale.

Tissage de couvertures.

Il est difficile d'apprécier l'importance de cette branche car les données sont généralement confondues avec celles du tissage d'habillement.

En 1969, il ne restait plus que 6 entreprises de tissage de couvertures, toutes intégrées à une filature de laine cardée et à un département d'achèvement.

o
o o

STRUCTURE SECTORIELLE

DE L'INDUSTRIE LAINIERE

DE 1962 A 1969.

SECTEUR LAINIER : PERSONNES OCCUPÉES.

Activités.	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Délainage (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Préparation des fibres	4.835	4.864	4.774	4.532	3.943	3.620	3.621	3.527
Filature	13.466	14.232	13.651	13.400	13.466	13.135	13.272	13.749 (3)
Retorderie et pelotonnage (2)	-	-	-	-	-	-	-	-
Tissage	5.835	5.828	5.616	5.827	4.333	4.596	4.210	4.500 (3)
Total	24.136	24.924	24.041	23.759	21.742	21.351	21.103	21.776 (3)

(1) Activité disparue pratiquement en Belgique.

(2) Compris dans filature.

(3) Estimation.

SECTEUR LAINIER : REMUNERATIONS SALARIALES BRUTES

(millions de francs)

Activités	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Délainage (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Préparation des fibres	445,3	485,0	532,2	550,1	556,6	551,3	553,8	583,9
Filature	1.176,9	1.394,3	1.548,5	1.652,1	1.827,9	1.744,3	1.960,9	1.800,0 (3)
Retorderie et pelotonnage (2)	-	-	-	-	-	-	-	-
Tissage	3.950,0	4.421,0	4.967,0	5.200,0	5.881,0	5.796,0	6.086,0	6.500,0 (3)
Total	5.572,2	6.300,3	7.047,7	7.402,2	8.265,5	8.091,6	8.600,7	8.883,9 (3)

(1) Activité pratiquement disparue en Belgique.

(2) Compris dans filature.

(3) Estimation.

SECTEUR LAINIER : CHIFFRE D'AFFAIRES

(millions de francs)

Activités	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Délainage (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Préparation des fibres	2.760	3.094	2.887	2.771	2.316	2.211	2.150	2.143
Filature	7.447	8.264	8.569	8.772	9.177	8.027	8.556	8.700 (3)
Retorderie et pelotonnage (2)	-	-	-	-	-	-	-	-
Tissage	2.123	2.000	2.646	2.428	2.939	3.884	4.342	4.014
Total	12.330	13.358	14.102	13.971	14.432	14.122	15.048	14.857 (3)

(1) Activité pratiquement disparue en Belgique.

(2) Compris dans filature.

(3) Estimation.

SECTEUR LAINIER : INVESTISSEMENTS BRUTS

(millions de francs)

Activités	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Délainage (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Préparation des fibres	133,3	79,5	114,4	76,7	62,1	63,9	72,3	56,0
Filature	289,2	366,4	352,9	365,5	407,9	308,8	410,9	400,0 (3)
Retorderie et pelotonnage (2)	-	-	-	-	-	-	-	-
Tissage	67,4	98,9	86,6	84,2	118,0	114,3	114,2	114,0 (3)
Total	489,9	544,8	553,9	526,4	588,0	487,0	597,4	570,0 (3)

(1) Activité pratiquement disparue en Belgique.

(2) Compris dans filature.

(3) Estimation.

1. PREPARATION DES FIBRES DE LAINE1.1. NOMBRE D'ENTREPRISES ET EFFECTIF

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Effectif	4.835	4.864	4.774	4.532	3.943	3.620	3.621	3.527
Entreprises	21	20	22	22	19	21	20	21
Moyenne par entreprise	230,20	243	217	206	207	172	181	167
			< 99	Travailleurs				
Effectif	285	370	370	517	393	374	574	583
Entreprises	8	8	9	11	10	12	12	10
Moyenne par entreprise	35,62	46,25	41,55	47,00	39,30	31,16	47,83	58,30
			>	100 Travailleurs				
Effectif	4.550	4.494	4.404	4.015	3.550	3.246	3.047	2.944
Entreprises	13	12	13	11	9	9	8	11
Moyenne par entreprise	350,00	374,50	338,76	365,00	394,44	360,66	380,87	267,63

Source I.N.S.

1. PREPARATION DES FIBRES DE LAINE

1.2. CHIFFRE D'AFFAIRES ET MASSE SALARIALE

(Millions de francs)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Chiffre d'Affaires	2.760,0	3.094,0	2.887,0	2.771,0	2.316,0	2.211,0	2.150,0	2.143,0
Masse Salariale	445,3	485,0	532,2	550,1	556,6	551,3	553,8	583,9
Masse Salariale / Chiffre d'Affaires	16,13	15,67	18,46	19,85	24,03	24,91	25,74	27,22

Source : I.N.S.

1. PREPARATION DES FIBRES DE LAINE
1.3. CHIFFRE D'AFFAIRES PAR OUVRIER
 (Millions de francs)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Chiffre d'Affaires	2.760,0	3.094,0	2.887,0	2.771,0	2.316,0	2.211,0	2.150,0	2.143,0
Effectif	4.835	4.864	4.774	4.532	3.943	3.620	3.621	3.527
Chiffre d'Affaires/ Ouvrier	0,507	0,636	0,604	0,611	0,587	0,611	0,593	0,606

Source : I.N.S.

2. FILATURE DE LAINE

2.1. NOMBRE D'ENTREPRISES ET EFFECTIF

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969(*)
Effectif	13.466	14.232	13.651	13.400	13.466	13.135	13.272	-
Entreprises	92	90	92	95	92	89	81	-
Moyenne par entreprise	146,36	158,13	148,38	141,05	146,36	147,58	163,85	-
			< 99 T.					
Effectif	3.108	2.267	2.018	2.539	2.273	2.706	2.136	-
Entreprises	60	53	49	56	51	50	49	-
Moyenne par entreprise	51,80	42,77	41,18	45,33	44,56	54,12	43,59	-
			> 100 T.					
Effectif	10.358	11.965	11.633	10.861	11.193	10.429	11.136	-
Entreprises	32	37	43	39	41	39	34	-
Moyenne par entreprise	323,68	323,37	270,53	278,48	273,00	267,41	327,52	-
	(*) Chiffres indisponibles - Estimation Source : I.N.S.							

2. FILATURE DE LAINE
2.3. CHIFFRES D'AFFAIRES PAR OUVRIER
(Millions de francs)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Chiffre d'Affaires	7.447	8.264	8.569	8.772	9.177	8.027	8.556	8.700 (1)
Effectif	13.466	14.232	13.651	13.400	13.466	13.135	13.272	13.749 (1)
Chiffre d'Affaires/ Ouvrier	0,553	0,580	0,627	0,654	0,681	0,611	0,644	0,632 (1)

(1) Estimation.

3. TISSAGE DE LAINE

3.1. CHIFFRE D'AFFAIRES ET MASSE SALARIALE

(Millions de francs)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
CHIFFRE D'AFFAIRES	2.123	2.000	2.646	2.428	2.939	3.884	4.342	4.014
MASSE SALARIALE	3.950	4.421	4.967	5.200	5.881	5.796	6.086	6.500
MASSE SALARIALE CHIFFRE D'AFFAIRES	18,60	22,10	18,77	21,41	20,01	14,92	14,01	16,19

	<u>3. TISSAGE DE LAINE</u> <u>3.2. CHIFFRE D'AFFAIRES PAR OUVRIER</u> (Millions de francs)							
	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
CHIFFRE D'AFFAIRES	2.123	2.000	2.646	2.488	2.939	3.884	4.342	4.014
EFFECTIF	5.835	5.828	5.616	5.827	4.333	4.596	4.120	4.500
CHIFFRE D'AFFAIRES/ OUVRIER	0,363	0,343	0,471	0,426	0,678	0,845	1,053	0,892

ANALYSE DES ENTREPRISES LES PLUS IMPORTANTES.

Cette analyse a pour objet la recherche de la part absolue et relative des entreprises les plus importantes du sous-secteur.

Nous nous sommes attachés à la définition de la part des 4, 8, 10, 12, 20 et 30 premières entreprises suivant les variables :

- personnes occupées,
- rémunérations salariales brutes,
- chiffre d'affaires,
- résultats nets,
- cash flow,
- capitaux propres,
- investissements bruts.

o

o o

PART ABSOLUE DES ENTREPRISES LES PLUS IMPORTANTES

Les tableaux qui suivent ont pour objet de mettre en évidence non seulement l'évolution de la part absolue prise par les entreprises les plus importantes du sous-secteur, mais également la variation de la position individuelle de chaque entreprise par rapport aux autres.

Remarque

Nous ne disposons pas encore aujourd'hui des chiffres de plusieurs variables au niveau du secteur global. C'est pourquoi ils font l'objet d'une estimation raisonnée.

Cependant, peut apparaître une légère rupture de la tendance en 1969. Elle est probablement due au fait qu'il s'agit d'estimations.

Dans le cas des variables qualifiées de "variables financières", c'est-à-dire les résultats nets, le cash flow, et les investissements bruts apparaissent des chiffres négatifs à la fin de chaque tableau.

Il s'agit dans ce cas de pertes et de désinvestissements. Ces chiffres ont bien entendu une influence négative sur la part des entreprises les plus importantes.

Entreprises par ordre d'importance	<u>PERSONNES OCCUPEES</u>							
	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1	1) 1.800	1) 1.800	1) 1.800	1) 2.000	1) 2.000	1) 2.200	1) 2.200	1) 2.200
2	2) 1.700	2) 1.700	2) 1.700	2) 1.700	2) 1.700	2) 1.700	2) 1.700	2) 1.700
3	3) 1.500	3) 1.500	3) 1.500	3) 1.500	3) 1.500	3) 1.500	3) 1.500	3) 1.500
4	4) 1.300	4) 1.300	4) 1.300	4) 1.500	4) 1.500	4) 1.500	4) 1.500	4) 1.500
Total 1-4	6.300	6.300	6.300	6.700	6.700	6.900	6.900	6.900
5	5) 900	5) 900	5) 900	19) 1.000	19) 1.000	19) 1.025	19) 1.025	19) 1.025
6	6) 800	6) 800	6) 800	5) 900	5) 900	5) 900	5) 900	5) 900
7	7) 800	7) 800	7) 800	6) 800	6) 800	6) 800	6) 800	6) 800
8	8) 600	8) 600	8) 600	7) 800	7) 800	7) 800	7) 800	7) 800
Total 1-8	9.400	9.400	9.400	10.200	10.200	10.425	10.425	10.425
9	9) 600	9) 600	9) 600	8) 700	8) 700	8) 700	8) 700	8) 700
10	10) 500	10) 500	11) 500	9) 600	9) 600	9) 600	9) 600	9) 600
Total 1-10	10.500	10.500	10.500	11.500	11.500	11.725	11.725	11.725
11	11) 500	11) 500	19) 500	11) 580	11) 580	11) 580	11) 580	11) 580
12	12) 450	19) 500	10) 480	10) 500	10) 500	10) 500	10) 500	10) 500
Total 1 - 12	11.450	11.500	11.480	12.580	12.580	12.805	12.805	12.805
13	13) 440	12) 450	12) 450	16) 500	16) 500	16) 500	16) 500	16) 500
14	14) 400	13) 440	13) 440	13) 480	13) 480	13) 480	13) 480	13) 480
15	15) 400	14) 400	14) 400	12) 450	12) 450	12) 450	12) 450	12) 450
16	16) 400	15) 400	15) 400	14) 400	14) 430	14) 430	14) 430	14) 430
17	17) 380	16) 400	16) 400	15) 400	15) 400	15) 400	15) 400	15) 400
18	18) 350	17) 380	17) 380	17) 350	28) 400	28) 400	28) 400	28) 400
19	19) 300	18) 350	18) 350	18) 350	18) 350	18) 350	18) 350	18) 350
20	20) 300	20) 300	20) 300	20) 300	17) 300	17) 300	17) 300	17) 300
Total 1-20	14.420	14.620	14.600	15.810	15.890	16.115	16.115	16.115

REMUNERATIONS SALARIALES BRUTES

(Millions de francs)

Entreprises par ordre d'importance	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1	1) 158,9	1) 158,9	1) 187,9	1) 215,2	1) 245,8	1) 265,5	1) 316,8	1) 342,1
2	2) 150,1	2) 150,1	2) 177,5	2) 182,9	2) 211,6	2) 225,7	2) 244,8	2) 264,3
3	3) 132,4	3) 132,4	3) 156,6	3) 180,7	3) 208,9	3) 206,3	3) 222,3	3) 237,8
4	4) 102,3	4) 124,9	4) 145,9	4) 161,4	4) 184,3	4) 199,1	4) 216,0	4) 233,2
Total 1 - 4	543,7	566,3	667,9	740,2	850,6	896,6	999,9	1.077,4
5	5) 79,4	5) 79,4	5) 93,9	5) 114,0	5) 132,0	5) 138,5	5) 149,7	5) 160,9
6	6) 70,6	6) 70,6	6) 83,5	6) 96,8	6) 110,6	6) 119,4	6) 129,6	6) 139,9
7	7) 70,6	7) 70,6	7) 83,5	7) 86,0	7) 98,3	7) 106,2	7) 115,2	7) 124,4
8	8) 52,9	8) 52,9	8) 62,6	8) 86,0	8) 98,3	8) 106,2	8) 115,2	8) 124,4
Total 1 - 8	817,2	839,8	991,4	1.123,0	1.289,8	1.366,9	1.509,6	1.627,0
9	9) 52,9	9) 52,9	9) 62,6	9) 75,3	9) 86,4	9) 92,9	9) 100,8	9) 108,8
10	10) 44,1	10) 46,4	10) 54,1	10) 64,5	10) 73,7	10) 79,6	10) 86,4	10) 93,3
Total 1 - 10	914,2	939,1	1.108,1	1.262,8	1.449,9	1.539,4	1.696,8	1.829,1
11	11) 41,7	11) 46,1	11) 53,1	11) 63,5	11) 71,2	11) 77,3	11) 83,5	11) 90,2
12	12) 40,3	12) 46,1	12) 52,2	12) 62,4	12) 70,9	12) 77,0	12) 82,6	12) 88,4
Total 1 - 12	996,2	1.031,3	1.213,4	1.388,7	1.592,0	1.693,7	1.862,9	2.007,7
13	13) 39,7	13) 44,1	13) 52,0	13) 57,0	13) 66,0	13) 67,5	13) 73,0	13) 77,7
14	14) 35,3	14) 40,0	14) 46,9	14) 53,0	14) 61,4	14) 66,3	14) 66,3	14) 69,9
15	15) 35,3	15) 39,7	15) 45,8	15) 48,4	15) 59,7	15) 59,7	15) 64,8	15) 67,5
16	16) 34,8	16) 36,9	16) 43,3	16) 46,3	16) 56,7	16) 58,1	16) 61,8	16) 64,4
17	17) 33,4	17) 36,8	17) 42,2	17) 46,3	17) 51,6	17) 56,4	17) 60,2	17) 62,2
18	18) 32,1	18) 35,3	18) 41,7	18) 45,6	18) 49,1	18) 53,1	18) 57,6	18) 62,2
19	19) 26,4	19) 35,3	19) 41,7	19) 43,0	19) 49,1	19) 53,1	19) 57,6	19) 58,5
20	20) 26,4	20) 26,9	20) 31,4	20) 36,1	20) 44,3	20) 48,3	20) 51,6	20) 55,2
Total 1 - 20	1.259,6	1.326,3	1.558,4	1.764,4	2.029,9	2.156,2	2.355,8	2.525,3

Entreprises par ordre d'importance	REMUNERATIONS SALARIALES BRUTES							
	(Millions de francs)							
	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
21	21) 25,0	19) 26,4	19) 31,3	24) 33,1	22) 42,3	22) 41,2	22) 44,4	24) 55,2
22	22) 22,0	20) 26,4	20) 31,3	31) 33,1	24) 36,9	24) 40,3	19) 43,2	22) 47,5
23	23) 21,1	24) 23,7	28) 31,3	19) 32,2	31) 36,9	31) 40,3	20) 43,2	19) 46,6
24	24) 20,6	23) 22,1	23) 27,7	20) 32,2	19) 36,8	19) 39,8	24) 43,0	20) 46,6
25	25) 18,5	26) 21,0	24) 27,1	28) 32,2	20) 36,8	20) 39,8	31) 43,0	31) 46,0
26	26) 18,3	27) 21,0	26) 24,1	23) 30,4	23) 33,9	23) 37,0	23) 39,5	23) 42,3
27	27) 18,3	29) 19,2	27) 24,1	30) 26,9	25) 30,7	25) 33,1	25) 36,0	25) 38,8
28	28) 17,6	25) 18,5	29) 21,9	27) 26,6	30) 30,7	30) 33,1	30) 36,0	30) 38,8
29	29) 15,7	28) 17,6	25) 21,9	26) 26,4	26) 29,5	26) 32,2	26) 34,4	26) 36,8
30	30) 15,4	31) 15,8	30) 20,8	23) 24,2	27) 29,5	27) 32,2	27) 34,4	27) 36,8
Total 1 - 30	1.452,1	1.538,0	1.819,9	2.061,7	2.373,9	2.525,2	2.752,9	2.960,7
Solde des Entreprises	4.120,1	4.762,3	5.227,8	5.340,5	5.891,5	5.566,4	5.847,8	6.193,2
Total du sous-secteur	5.572,2	6.300,3	7.047,7	7.402,2	8.265,5	8.091,6	8.600,7	8.883,9

CHIFFRE D'AFFAIRES
(Millions de francs)

Entreprises par ordre d'importance	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1	1) 1.125	1) 1.175	1) 1.282	1) 1.485	1) 1.646	1) 1.658	1) 1.730	1) 1.737
2	2) 1.062	2) 1.103	2) 1.211	2) 1.262	2) 1.272	2) 1.281	2) 1.337	2) 1.342
3	3) 937	3) 979	3) 1.068	3) 1.113	3) 1.122	3) 1.130	6) 1.179	3) 1.184
4	4) 562	4) 587	4) 641	6) 688	6) 684	6) 698	3) 709	6) 720
Total 1 - 4	3.686	3.844	4.202	4.548	4.724	4.767	4.955	4.983
5	5) 500	6) 550	6) 596	5) 668	4) 673	4) 678	4) 707	4) 710
6	6) 484	5) 522	10) 570	22) 600	22) 602	22) 620	22) 645	22) 650
7	7) 375	7) 392	7) 427	4) 594	5) 598	5) 602	5) 629	5) 631
8	8) 375	8) 392	8) 427	7) 519	7) 523	7) 527	7) 559	7) 552
Total 1 - 8	5.420	5.700	6.222	6.929	7.120	7.194	7.495	7.526
9	9) 312	10) 338	14) 392	8) 445	8) 448	8) 452	8) 471	8) 473
10	10) 297	22) 326	5) 367	9) 430	9) 434	9) 437	9) 456	9) 458
Total 1 - 10	6.029	6.364	6.981	7.804	8.002	8.083	8.422	8.457
11	11) 281	11) 294	2) 356	13) 371	13) 374	13) 376	13) 393	13) 404
12	12) 250	14) 269	11) 320	10) 367	10) 365	10) 372	10) 378	13) 394
Total 1 - 12	6.560	6.927	7.657	8.542	8.741	8.831	9.193	9.255
13	13) 250	13) 261	22) 292	11) 334	11) 336	11) 339	15) 378	10) 384
14	14) 249	17) 261	12) 285	14) 299	15) 318	15) 328	11) 353	11) 355
15	15) 206	15) 231	17) 285	17) 297	14) 301	14) 304	12) 314	14) 317
16	16) 206	12) 214	15) 252	15) 296	12) 299	12) 301	14) 314	12) 315
17	17) 199	20) 199	13) 235	12) 240	17) 259	24) 301	24) 314	24) 315
18	18) 187	18) 196	20) 218	27) 223	21) 232	17) 262	21) 275	21) 294
19	19) 187	19) 196	24) 214	19) 223	19) 224	21) 240	17) 271	17) 272
20	20) 178	21) 183	18) 214	31) 223	20) 224	19) 226	19) 236	19) 252
Total 1 - 20	8.222	8.668	9.652	10.677	10.934	11.132	11.648	11.759

ESTIMATION DES RESULTATS NETS DU SOUS-SECTEUR

Afin d'avoir une idée du montant global des résultats nets du sous-secteur, nous avons procédé de la manière suivante : en recherchant le rapport entre les résultats nets et les capitaux propres des entreprises les plus importantes. Le rapport a ensuite été appliqué au montant des capitaux propres du secteur.

RAPPORT RESULTATS-NETS-CAPITAUX PROPRES

DES ENTREPRISES LES PLUS IMPORTANTES

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Résultats nets (1)	189,2	165,8	130,3	138,0	192,6	42,7	65,0	80,1
Capitaux propres (1)	3.642,7	3.792,7	4.197,8	4.240,0	4.408,6	3.969,8	3.983,3	4.070,1
%	5,1	4,3	3,1	3,2	4,5	1,07	1,6	1,9

(1) Millions de francs.

L'on peut se faire également une idée des résultats nets du sous-secteur lainier sur base des données suivantes : (1).

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Nombre de sociétés	145	144	141	142	142	135	126	127
En bénéfice	106	107	112	94	98	82	70	88
En perte	39	37	29	48	44	53	56	38
Bénéfices nets (*)	214,4	251,2	304,3	196,9	289,0	348,0	160,9	234,0
Pertes nettes (*)	62,8	48,3	108,9	119,8	313,5	87,3	228,6	67,0

(*) Millions de francs.

(1) Source = I.N.S.

Entreprises par ordre d'importance	RESULTATS NETS							
	(millions de francs)							
	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1	1) 39,9	9) 16,6	1) 38,9	1) 29,9	28) 53,3	1) 29,5	1) 21,9	1) 18,6
2	2) 22,9	2) 14,3	21) 24,6	3) 14,5	1) 28,5	23) 11,1	9) 10,5	3) 9,3
3	3) 13,7	5) 12,8	3) 12,5	9) 14,2	9) 20,6	9) 10,9	3) 9,4	4) 8,7
4	4) 12,1	4) 12,7	5) 5,5	5) 12,2	11) 19,9	11) 9,5	28) 8,0	9) 7,1
Total 1-4	88,6	56,4	81,5	70,8	122,3	61,0	49,8	43,7
5	5) 10,5	6) 12,3	29) 5,4	6) 11,8	3) 12,7	4) 3,7	23) 6,7	14) 7,0
6	6) 10,2	7) 10,2	6) 5,3	7) 9,8	5) 8,3	13) 2,8	14) 6,2	23) 6,8
7	7) 8,4	13) 9,9	9) 4,8	10) 8,6	6) 7,9	9) 2,1	4) 4,4	5) 5,0
8	8) 7,8	19) 8,4	11) 4,6	4) 6,9	7) 6,6	29) 1,8	21) 3,3	28) 4,9
Total 1-8	125,5	97,2	101,6	107,9	157,8	71,4	70,4	67,4
9	9) 7,4	16) 7,8	7) 4,4	11) 4,2	10) 5,8	17) 1,7	11) 3,1	6) 4,8
10	10) 6,8	10) 7,4	13) 3,9	28) 3,5	4) 4,7	5) 1,5	27) 2,0	7) 4,1
Total 1-10	139,7	112,4	109,9	115,6	168,3	74,6	75,5	76,3
11	11) 6,8	11) 6,7	10) 3,8	13) 3,2	30) 4,3	6) 1,4	20) 1,9	13) 3,6
12	12) 5,9	8) 5,5	4) 3,4	16) 2,9	29) 3,8	30) 1,4	6) 1,4	10) 3,5
Total 1-12	152,4	124,6	117,1	121,7	176,4	77,4	78,8	83,4
13	13) 4,7	21) 5,3	8) 2,8	12) 2,7	24) 3,8	7) 1,3	5) 1,4	21) 3,2
14	14) 4,6	2) 4,5	14) 2,6	15) 2,7	14) 3,3	10) 1,0	30) 1,2	11) 2,8
15	15) 4,5	15) 4,1	12) 2,4	22) 2,4	17) 3,2	2) 0,6	7) 1,1	12) 2,1
16	16) 4,3	12) 4,1	30) 2,1	24) 2,3	16) 2,2	19) 0,6	29) 1,0	30) 1,5
17	17) 4,1	24) 4,0	16) 1,8	14) 2,2	21) 2,1	14) 0,5	19) 0,9	22) 1,1
18	18) 2,9	20) 3,8	25) 1,8	27) 2,2	13) 2,0	16) 0,0	24) 0,6	18) 0,9
19	19) 2,6	28) 3,4	18) 1,4	25) 1,5	20) 1,5	22) -0,2	14) 0,5	17) 0,8
20	20) 2,4	18) 3,0	23) 1,3	31) 1,5	25) 1,1	24) -0,6	13) 0,1	19) 0,8
Total 1-20	182,5	156,8	135,3	139,2	195,6	80,6	85,6	96,6

Entreprises par ordre d'importance	RESULTATS NETS (millions de francs)								
	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	
21	21) 2,2	14) 2,7	17) 0,5	18) 1,2	18) 0,9	25) -0,7	22) 0,0	16) 0,6	
22	23) 1,9	25) 1,7	19) 0,4	21) 0,9	12) 0,9	20) -1,7	12) 0,0	24) 0,4	
23	23) 0,9	29) 1,5	28) 0,4	19) 0,4	23) 0,5	8) -2,4	16) 0,0	27) 0,2	
24	24) 0,9	17) 1,5	22) 0,2	22) 0,2	19) 0,4	18) -3,3	18) -0,3	20) 0,1	
25	25) 0,8	22) 1,3	24) 0,1	29) 0,2	22) 0,2	27) -3,3	2) -0,9	29) 0,1	
26	26) 0,8	26) 0,9	2) 0,0	8) 0,1	22) 0,0	31) -4,1	25) -1,4	2) -0,7	
27	27) 0,7	27) 0,1	20) 0,0	30) 0,0	26) -0,1	28) -4,4	17) -2,2	25) -1,4	
28	28) 0,3	1) 0,0	27) -1,0	26) -0,1	18) -1,4	26) -4,9	8) -4,8	8) -4,8	
29	29) -0,2	23) -0,3	15) -1,8	17) -0,3	31) -2,1	15) -6,5	31) -5,3	15) -5,3	
30	30) -1,6	31) -0,4	26) -1,8	23) -3,8	27) -2,3	21) -6,6	15) -5,7	31) -5,7	
I Bénéfice net 1 - 30	191,0	166,5	134,9	142,2	198,5	81,4	85,6	98,0	
II Pertes	<u>1,8</u>	<u>0,7</u>	<u>4,6</u>	<u>4,2</u>	<u>5,9</u>	<u>38,7</u>	<u>20,6</u>	<u>17,9</u>	
III Solde 1-30	189,2	165,8	130,3	138,0	192,6	42,7	65,0	80,1	
IV Autres entr.	<u>30,9</u>	<u>32,3</u>	<u>23,1</u>	<u>56,6</u>	<u>75,4</u>	<u>19,4</u>	<u>36,9</u>	<u>47,5</u>	
V Solde s-sect.	<u><u>220,1</u></u>	<u><u>198,1</u></u>	<u><u>153,4</u></u>	<u><u>194,6</u></u>	<u><u>268,0</u></u>	<u><u>62,1</u></u>	<u><u>101,9</u></u>	<u><u>127,6</u></u>	
VI. Total Bén. net (I+IV)	221,9	198,8	158,0	198,8	273,9	100,8	122,5	145,5	

ESTIMATION DU CASH FLOW DU SOUS-SECTEUR

Le montant global du cash flow du sous-secteur de la laine est estimé de la manière suivante : sur la base du rapport entre le cash flow et le résultat net des entreprises les plus importantes du sous-secteur, on a appliqué ce rapport aux résultats nets du sous-secteur.

Les coefficients obtenus sont les suivants :

Entreprises les plus importantes	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1979
Cash flow (1)	452,2	522,2	507,3	476,5	447,1	304,7	398,3	476,5
Résultats nets (1)	189,2	165,8	130,3	138,0	192,6	42,7	65,0	80,1
C.F./R.N.	2,36	3,14	3,89	3,45	2,20	7,15	6,13	5,75

(1) Millions de francs.

CASH FLOW

(Millions de francs)

Entreprises par ordre d'importance	CASH FLOW							
	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1	1) 89,3	1) 113,0	2) 125,6	1) 108,0	1) 80,5	1) 85,0	1) 81,4	1) 69,3
2	2) 51,7	2) 78,7	1) 85,4	4) 41,1	7) 71,6	4) 35,7	7) 44,0	10) 54,2
3	3) 33,1	4) 41,5	6) 39,7	6) 34,4	4) 44,1	2) 34,3	2) 33,5	4) 41,9
4	4) 32,7	5) 32,8	9) 36,0	2) 34,3	2) 36,7	7) 23,6	4) 31,4	7) 36,6
Total 1 - 4	206,8	266,0	286,7	217,8	232,9	178,6	190,3	202,0
5	5) 31,5	3) 30,9	4) 33,9	3) 27,2	5) 32,7	3) 21,2	5) 27,5	6) 34,3
6	6) 28,5	6) 29,7	7) 26,9	7) 24,3	8) 24,7	6) 18,6	9) 25,9	3) 33,7
7	7) 27,6	7) 28,2	3) 26,2	8) 24,2	3) 22,6	26) 18,1	8) 25,6	9) 25,7
8	8) 22,9	10) 24,9	5) 19,2	5) 24,0	6) 19,8	10) 15,9	6) 24,1	2) 24,8
Total 1 - 8	317,3	379,7	392,9	317,5	332,7	252,4	293,4	320,5
9	9) 21,0	15) 19,6	6) 16,2	12) 21,0	9) 18,5	12) 14,4	3) 15,9	5) 22,4
10	10) 16,8	9) 18,0	14) 14,8	10) 20,5	12) 18,2	8) 12,5	15) 13,3	8) 22,3
Total 1 - 10	355,1	417,3	423,9	359,0	369,4	279,3	322,6	365,2
11	11) 14,7	12) 16,5	11) 13,7	9) 15,1	10) 15,0	5) 12,1	12) 13,0	12) 22,1
12	12) 14,3	11) 12,9	23) 12,9	11) 13,7	15) 12,1	15) 10,0	26) 13,0	20) 17,4
Total 1-12	384,1	446,7	450,5	387,8	396,5	301,4	348,6	404,7
13	13) 8,9	13) 9,9	8) 11,9	11) 12,9	21) 10,5	9) 8,4	10) 12,0	21) 17,4
14	14) 8,9	23) 8,1	14) 7,4	28) 9,3	26) 9,0	20) 7,1	14) 11,2	26) 14,1
15	15) 8,6	14) 7,9	20) 7,1	29) 9,3	11) 8,8	21) 7,1	11) 10,2	14) 11,3
16	16) 8,0	8) 7,9	21) 7,1	25) 8,4	14) 7,9	25) 5,4	23) 8,5	11) 10,7
17	17) 4,5	25) 6,8	15) 6,7	20) 7,3	21) 7,2	23) 3,9	20) 6,9	15) 10,0
18	18) 4,5	16) 6,7	26) 6,3	21) 7,3	21) 7,2	19) 1,7	21) 6,9	23) 9,0
19	19) 4,1	17) 4,1	13) 4,7	14) 6,3	13) 6,0	14) 0,7	13) 6,4	25) 8,7
20	20) 3,7	18) 4,1	16) 4,2	23) 5,9	19) 5,0	13) 0,1	25) 4,7	27) 4,1
Total 1-20	435,3	502,2	505,9	454,5	458,1	335,8	415,5	490,0

Entreprises par ordre d'importance	CASH FLOW							
	(Millions de francs)							
	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
21	21) 3,7	20) 3,3	27) 2,6	26) 3,5	30) 1,9	24)- 0,2	28) 2,0	24) 1,1
22	22) 2,9	21) 3,3	22) 1,4	19) 3,4	23) 1,6	27)- 0,7	29) 2,0	13) 1,0
23	23) 2,3	22) 3,0	24) 1,2	31) 2,8	27) 1,1	30)- 1,9	24) 0,0	22) 0,9
24	24) 1,9	26) 2,5	31) 0,9	17) 2,7	22) 0,9	16)- 2,3	22)-0,3	19) 0,8
25	25) 1,7	26) 2,2	19) 0,5	18) 2,7	24) 0,0	31)- 3,2	27)-1,2	28) 0,2
26	26) 1,6	27) 1,9	23) 0,4	24) 2,5	31)-0,9	23)- 3,2	19)-2,2	29) 0,2
27	27) 0,8	30) 1,8	28)-1,0	16) 1,6	28)-2,3	28)- 3,3	16)-2,3	30)- 3,2
28	28) 0,7	19) 1,6	29)-1,0	27) 1,5	29)-2,3	29)- 3,3	30)-4,2	31)- 4,7
29	29) 0,7	31) 0,5	17)-1,8	22) 1,2	17)-5,5	17)- 6,5	31)-5,3	16)- 4,8
30	30) 0,6	28) 0,0	18)-1,8	13) 0,1	18)-5,5	18)- 6,5	17)-5,7	17)- 5,2
I Cash flow 1 - 30	452,2	522,3	512,9	476,5	463,6	335,8	419,5	494,2
II Valeur nég.	-	-	5,6	-	16,5	31,1	21,2	17,9
III solde 1-30	452,2	522,3	507,3	476,5	447,1	304,7	398,3	476,3
IV Autres entr.	71,7	100,7	89,4	194,8	164,0	138,6	226,0	272,9
V Solde s-sect.	<u>523,9</u>	<u>623,0</u>	<u>596,7</u>	<u>671,3</u>	<u>611,1</u>	<u>443,3</u>	<u>624,3</u>	<u>749,2</u>
VI Total cash flow (I + IV)	<u>523,9</u>	<u>623,3</u>	<u>602,3</u>	<u>671,3</u>	<u>607,6</u>	<u>474,4</u>	<u>645,5</u>	<u>767,1</u>

ESTIMATION DES CAPITAUX PROPRES DU SOUS-SECTEUR

Il est difficile de se faire une idée précise des capitaux propres du sous-secteur et les estimations donnent des résultats différents.

Cependant, certains chiffres ont pu être rassemblés sur base du dépouillement des bilans de plus d'une centaine de sociétés anonymes du sous-secteur.

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Entreprises	145	144	141	142	142	135	126	126
Capital social + réserves(1)	4.317	4.615	4.951	6.082	6.176	6.209	6.370	6.768
Capital + réserves par entreprise	0,029	0,032	0,035	0,042	0,043	0,045	0,050	0,053

(1) en millions de francs.

Entreprises par ordre d'importance	CAPITAUX PROPRES							
	(en millions de francs)							
	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1	1) 831,21	1) 911,41	1) 1.182,01	1) 1.182,01	1) 1.237,01	1) 698,31	1) 699,01	1) 702,31
2	2) 449,52	2) 478,23	2) 367,63	2) 367,83	2) 403,83	2) 429,03	2) 434,83	2) 442,13
3	3) 367,03	3) 367,62	3) 304,52	3) 304,52	3) 326,62	3) 346,82	3) 356,32	3) 359,52
4	4) 213,34	4) 213,313	4) 230,05	4) 241,05	4) 265,55	4) 287,15	4) 307,85	4) 329,05
Total 1-4	1.861,0	1.970,5	2.084,1	2.095,3	2.232,9	1.761,2	1.797,9	1.832,9
5	5) 187,95	5) 196,95	5) 214,813	5) 230,013	5) 230,03	5) 230,013	5) 230,013	5) 230,013
6	6) 165,56	6) 169,24	6) 213,04	6) 213,04	6) 213,04	6) 213,04	6) 225,04	6) 225,04
7	7) 146,87	7) 154,29	7) 187,69	7) 187,89	7) 188,69	7) 189,49	7) 189,49	7) 190,09
8	8) 140,48	8) 144,46	8) 171,66	8) 171,86	8) 172,66	8) 173,16	8) 163,26	8) 167,46
Total 1-8	2.501,6	2.635,2	2.871,1	2.897,9	3.037,1	2.566,7	2.605,5	2.645,3
9	9) 131,69	9) 131,97	9) 160,77	9) 161,37	9) 162,57	9) 162,57	9) 151,86	9) 165,57
10	10) 104,711	10) 107,38	10) 145,68	10) 147,78	10) 149,38	10) 149,58	10) 149,68	10) 151,96
Total 1-10	2.737,9	2.874,4	3.177,4	3.206,9	3.348,9	2.878,7	2.906,9	2.962,7
11	11) 104,510	11) 93,211	11) 112,811	11) 115,711	11) 122,911	11) 127,811	11) 128,311	11) 150,08
12	12) 83,612	12) 90,512	12) 97,812	12) 103,412	12) 110,812	12) 111,912	12) 116,312	12) 118,412
Total 1-12	2.926,0	3.058,1	3.388,0	3.426,0	3.582,6	3.118,4	3.151,5	3.231,1
13	13) 70,013	13) 70,010	13) 94,710	13) 96,810	13) 98,010	13) 98,318	13) 102,318	13) 106,718
14	14) 69,414	14) 69,914	14) 75,914	14) 81,514	14) 87,114	14) 97,014	14) 98,314	14) 101,514
15	15) 63,716	15) 64,018	15) 70,218	15) 77,014	15) 86,314	15) 91,614	15) 95,914	15) 98,310
16	16) 61,115	16) 63,815	16) 64,115	16) 65,315	16) 65,415	16) 75,515	16) 75,515	16) 75,615
17	17) 54,217	17) 54,416	17) 63,816	17) 64,517	17) 54,817	17) 54,517	17) 54,817	17) 46,316
18	18) 52,818	18) 52,817	18) 54,517	18) 54,519	18) 49,519	18) 47,916	18) 46,312	18) 46,012
19	19) 43,219	19) 45,419	19) 46,319	19) 46,316	19) 46,216	19) 46,312	19) 45,717	19) 44,917
20	20) 37,020	20) 39,526	20) 41,726	20) 43,812	20) 45,612	20) 45,727	20) 38,931	20) 41,031
Total 1-20	3.377,4	3.517,9	3.899,2	3.955,7	4.115,9	3.675,2	3.709,2	3.791,4

INVESTISSEMENTS BRUTS

(Millions de francs)

Entreprises par ordre d'importance	INVESTISSEMENTS BRUTS							
	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1	1) 51,7	1) 49,6	1) 49,9	1) 55,1	1) 56,4	1) 57,3	1) 72,1	1) 72,1
2	2) 48,8	2) 46,8	2) 25,0	2) 48,2	6) 49,0	11) 34,6	6) 40,0	6) 42,5
3	3) 28,7	3) 15,2	6) 17,2	6) 47,9	2) 27,3	2) 28,3	11) 34,6	11) 25,2
4	4) 23,9	7) 13,3	11) 13,2	2) 25,0	7) 16,2	17) 13,5	17) 26,1	2) 18,2
Total 1 - 4	153,1	124,9	105,3	176,2	148,9	133,7	172,8	158,0
5	5) 21,8	5) 11,0	8) 6,8	11) 16,4	22) 11,8	4) 7,2	14) 16,9	17) 16,5
6	6) 15,2	29) 10,6	4) 6,1	14) 13,3	14) 10,6	9) 6,4	13) 8,6	14) 16,0
7	7) 13,0	8) 6,3	7) 5,0	8) 8,3	4) 7,2	13) 5,8	11) 7,4	29) 9,2
8	8) 7,0	9) 5,9	13) 4,5	10) 7,7	17) 7,0	10) 5,2	2) 6,5	3) 9,0
Total 1 - 8	210,1	158,7	127,7	221,9	185,5	158,3	212,2	208,7
9	9) 6,0	4) 5,7	30) 3,2	27) 6,6	9) 6,4	26) 2,5	9) 6,4	9) 6,4
10	10) 4,8	13) 5,6	27) 3,0	28) 6,6	12) 4,1	12) 1,5	16) 6,1	16) 6,0
Total 1 - 10	220,9	170,0	133,9	235,1	196,0	162,3	224,7	221,1
11	11) 4,6	10) 5,0	28) 3,0	4) 5,3	10) 3,5	8) 1,1	21) 6,0	21) 6,0
12	12) 3,7	11) 4,7	25) 2,9	21) 4,3	18) 3,3	18) 0,2	10) 5,8	5) 5,8
Total 1 - 12	229,2	179,7	139,8	244,7	202,8	163,6	236,5	232,9
13	13) 3,3	15) 4,3	15) 2,3	30) 2,8	21) 3,1	15) 0,0	19) 4,7	10) 5,0
14	14) 2,2	27) 3,5	12) 2,3	22) 1,7	8) 1,9	30) - 0,1	20) 4,0	4) 4,7
15	15) 1,3	28) 3,5	10) 1,4	13) 1,3	22) 1,7	23) - 1,0	22) 3,8	19) 4,7
16	16) 1,0	6) 3,4	3) 0,8	25) 1,2	13) 1,4	24) - 1,0	29) 3,3	20) 4,0
17	17) 1,0	25) 2,8	18) 0,5	15) 0,3	16) 0,5	20) - 1,2	24) 3,3	22) 3,8
18	18) 1,0	18) 1,1	9) 0,3	12) 0,3	25) 0,4	29) - 1,3	25) 3,0	12) 3,4
19	19) 0,6	17) 1,1	16) 0,1	5) 0,2	19) 0,4	19) - 1,5	12) 2,7	23) 3,3
20	20) 0,6	23) - 0,4	17) 0,1	9) 0,0	20) 0,3	25) - 1,7	26) 2,5	24) 3,3
Total 1 - 20	240,2	199,0	153,6	252,5	212,5	155,8	263,8	265,1

INVESTISSEMENTS BRUTS

(Millions de francs)

Entreprises par ordre d'importance								
	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
21	21) 0,6	24)- 0,4	19) 0,0	18) 0,0	23) 0,3	7) - 1,8	27) 1,9	25) 3,0
22	22) 0,5	22)- 0,5	20) 0,0	23)- 0,1	24) 0,3	16)- 1,9	28) 1,9	26) 2,5
23	23) 0,4	21)- 0,6	23) 0,0	24)- 0,1	11) 0,2	27)- 2,0	15) 0,9	13) 2,4
24	24) 0,4	19)- 0,6	24) 0,0	17)- 0,1	27) 0,0	28)- 2,0	18) 0,2	27) 1,9
25	25)- 1,0	20)- 0,6	22)-0,4	19)- 0,1	15) 0,0	26)- 2,0	7) 0,1	28) 1,9
26	26)- 3,5	17)- 0,9	21)-1,2	16)- 0,1	30)-0,1	3) - 3,6	29) 0,0	8) 0,7
27	27)- 3,8	16)- 1,0	14)-3,4	29)- 0,7	29)-0,9	21)- 4,9	30)-0,1	18) 0,2
28	28)- 3,8	14)- 2,2	29)-4,0	7) - 1,8	28)-0,9	5) - 5,7	8) -1,3	30)-0,0
29	29)-10,6	3) - 2,9	7) -5,1	3) - 2,0	3) -1,4	14)-11,3	5) -7,8	5) -0,1
30	30)-16,0	26)-33,8	26)-33,8	26)- 3,7	5) -6,1	6) -17,3	3)-12,5	15)-0,9
I. Invest.bruts (1-30)	242,1	199,0	153,6	252,5	213,3	155,8	268,8	277,7
II. Valeurs négatives	38,7	43,9	47,9	8,7	9,4	52,5	21,7	1,0
III. Total (1-30)	203,4	155,1	105,7	243,8	203,9	103,3	247,1	276,7
IV. Autres entrep	286,5	389,7	448,2	282,6	384,1	383,7	350,3	293,3
V. Total secteur	489,9	544,8	553,9	526,4	588,0	487,0	597,4	570,0
VI. Total inv. brut. (I+IV)	528,6	588,7	601,8	535,1	597,4	539,5	619,1	571,0

PART RELATIVE DES ENTREPRISES LES PLUS IMPORTANTES.

Les tableaux suivants ont pour objet de faire apparaître l'évolution de la part relative des entreprises par ordre d'importance.

Il est bien entendu que ces résultats sont obtenus sur base de renseignements disponibles en valeur absolue.

En ce qui concerne l'analyse de la part relative des entreprises les plus importantes du sous-secteur qui se rapporte aux "variables financières", notons que le pourcentage le plus élevé ne correspond pas nécessairement à l'ordre d'importance 1-30, mais plus généralement à celui 1-20.

Ceci est dû au fait que certains chiffres sont négatifs comme il a été dit antérieurement.

CLASSIFICATION DES VARIABLES PAR CLASSES DE GRANDEUR
DE LA VARIABLE.

Généralement, la classification des variables par classes de grandeur n'est réalisée que pour les personnes occupées.

Les résultats obtenus sont insuffisants. C'est pourquoi nous nous sommes efforcés d'analyser les autres variables par classes de grandeur afin de dégager une évolution comparative par variable.

PERSONNES OCCUPEES PAR CLASSE DE GRANDEUR.

NOMBRE D'ENTREPRISES.

CL. DE GRANDEUR.	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 1000	4	4	4	5	5	5	5	5
500 - 999	7	7	7	8	8	8	8	8
250 - 499	11	11	12	13	14	14	14	14
< 249	142	137	139	139	131	128	117	117
Total	164	159	162	165	158	155	144	144(*)

CL. DE GRANDEUR	<u>PERSONNES OCCUPEES (total)</u>							1969
	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	
> 1000	6.300	6.300	6.300	7.700	7.000	7.925	7.925	7.925
500 - 999	4.700	5.200	4.700	5.380	5.380	5.380	5.380	5.380
250 - 499	4.000	3.700	4.400	3.580	4.710	4.610	4.710	4.710
< 249	9.136	9.724	8.641	7.099	4.652	3.436	3.088	3.761
Total	24.136	24.924	24.041	23.759	21.742	21.351	21.103	21.776

(*)	Estimation
-----	------------

REMUNERATIONS SALARIALES BRUTES PAR CLASSE DE
GRANDEUR (en Millions de F.)

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 150	2	2	3	4	4	4	4	5
100-149	2	2	1	0	2	4	5	4
50-99	5	5	9	9	11	11	11	12
< 49	153	150	149	152	139	146	124	123
TOTAL	162	159	162	165	156	165	144	144(*)

REMUNERATIONS SALARIALES BRUTES (total)

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 150	309,0	309,0	522,0	740,2	850,6	896,2	999,9	1.238,3
100-149	234,7	257,3	145,9	0	242,6	470,3	610,5	497,5
50-99	326,4	326,4	567,5	645,0	794,2	741,0	745,4	844,7
< 49	4.702,1	5.407,6	5.812,3	6.017,0	6.378,1	5.984,1	6.244,9	6.703,4
TOTAL	5.572,2	6.300,3	7.047,7	7.402,2	8.265,5	8.091,6	8.600,7	9.283,9*

(*) Estimation

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR CLASSE DE GRANDEUR (en Millions de F.)

NOMBRE D'ENTREPRISES

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 1.000	2	2	3	3	3	3	3	3
500-999	3	4	3	5	5	5	5	5
200-499	11	10	16	14	12	14	14	15
< 200	146	143	140	143	136	143	122	122
TOTAL	162	159	162	165	156	165	144	144(*)

CHIFFRE D'AFFAIRES (total)

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 1.000	2.187	2.278	3.561	3.860	4.040	4.569	4.746	4.692
500-999	1.999	2.638	1.807	3.069	2.980	3.346	3.433	3.263
200-499	3.284	2.978	4.698	4.180	3.812	4.669	4.925	4.959
< 200	4.860	5.464	4.036	2.862	3.600	1.538	1.944	1.943
TOTAL	12.330	13.358	14.102	13.971	14.432	14.122	15.048	14.857

(*) Estimation

RESULTATS NETS PAR CLASSE DE GRANDEUR (en Millions de F.)

NOMBRE D'ENTREPRISES

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 20	2	0	2	1	3	1	1	0
10-19	4	6	1	4	2	2	1	1
5-9	6	7	3	3	4	1	4	6
< 5	150	146	156	159	147	161	138	137
TOTAL	162	159	162	165	156	165	144	144(*)

RESULTATS NETS (total)

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 20	62,8	0	63,5	29,9	92,5	24,5	21,9	0
10-19	46,5	30,9	12,5	52,7	32,6	18,0	10,5	18,6
5-9	43,1	51,0	16,2	25,3	28,6	9,5	30,3	43,9
< 5	67,7	66,2	61,2	86,7	114,3	10,1	39,2	66,0
TOTAL	220,1	198,1	153,4	194,6	268,0	62,1	101,9	127,6*

(*) Estimation

CASH FLOW PAR CLASSE DE GRANDEUR (en Millions de F.)

NOMBRE D'ENTREPRISES

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 50	2	2	2	1	2	1	1	2
20-49	7	6	5	9	5	4	7	9
< 19	153	151	155	155	149	160	136	133
TOTAL	162	159	162	165	156	165	144	144 (*)

CASH FLOW (total)

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 50	141,0	191,7	211,0	108,0	152,1	85,0	81,1	128,9
20-49	197,3	188,1	162,7	251,0	160,3	114,8	212,0	261,8
< 19	185,6	243,2	223,0	312,5	298,7	243,5	331,2	358,5
TOTAL	523,9	623,0	596,7	671,3	611,3	443,3	624,3	749,2

(*) Estimation

CAPITAUX PROPRES PAR CLASSE DE GRANDEUR (en Millions de F.)

NOMBRE D'ENTREPRISES

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 500	1	1	1	1	1	1	1	1
200-499	3	3	5	5	5	5	5	5
< 199	158	155	156	159	160	159	138	138
TOTAL	162	159	162	165	156	165	144	144(*)

CAPITAUX PROPRES (total)

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 500	831,2	911,4	1.182,0	1.182,0	1.237,0	698,3	699,0	702,3
200-499	1.029,8	1.059,1	1.329,9	1.356,3	1.438,9	1.505,9	1.553,9	1.585,6
< 199	2.456,0	2.645,0	2.439,7	3.544,5	3.500,6	4.005,6	4.117,4	4.480,2
TOTAL	4.317,0	4.615,0	4.951,6	6.082,8	6.176,5	6.209,8	6.370,3	6.768,1*

(*) Estimation

INVESTISSEMENTS BRUTS PAR CLASSE DE GRANDEUR(en millions de F)

NOMBRE D'ENTREPRISES

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 25	3	2	2	4	3	3	4	3
10-24	4	4	2	2	3	1	1	3
< 10	155	153	158	159	150	161	139	138
TOTAL	162	159	162	165	156	165	144	144(*)

INVESTISSEMENTS BRUTS (total)

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 25	129,2	96,4	74,9	176,0	132,7	120,2	172,9	139,8
10-24	73,9	50,2	36,4	39,1	38,6	13,5	16,9	50,7
< 10	286,8	398,2	442,6	311,3	416,7	353,3	407,6	379,5
TOTAL	489,9	544,8	553,9	526,4	588,0	487,0	597,4	570,0(*)

(*) Estimation

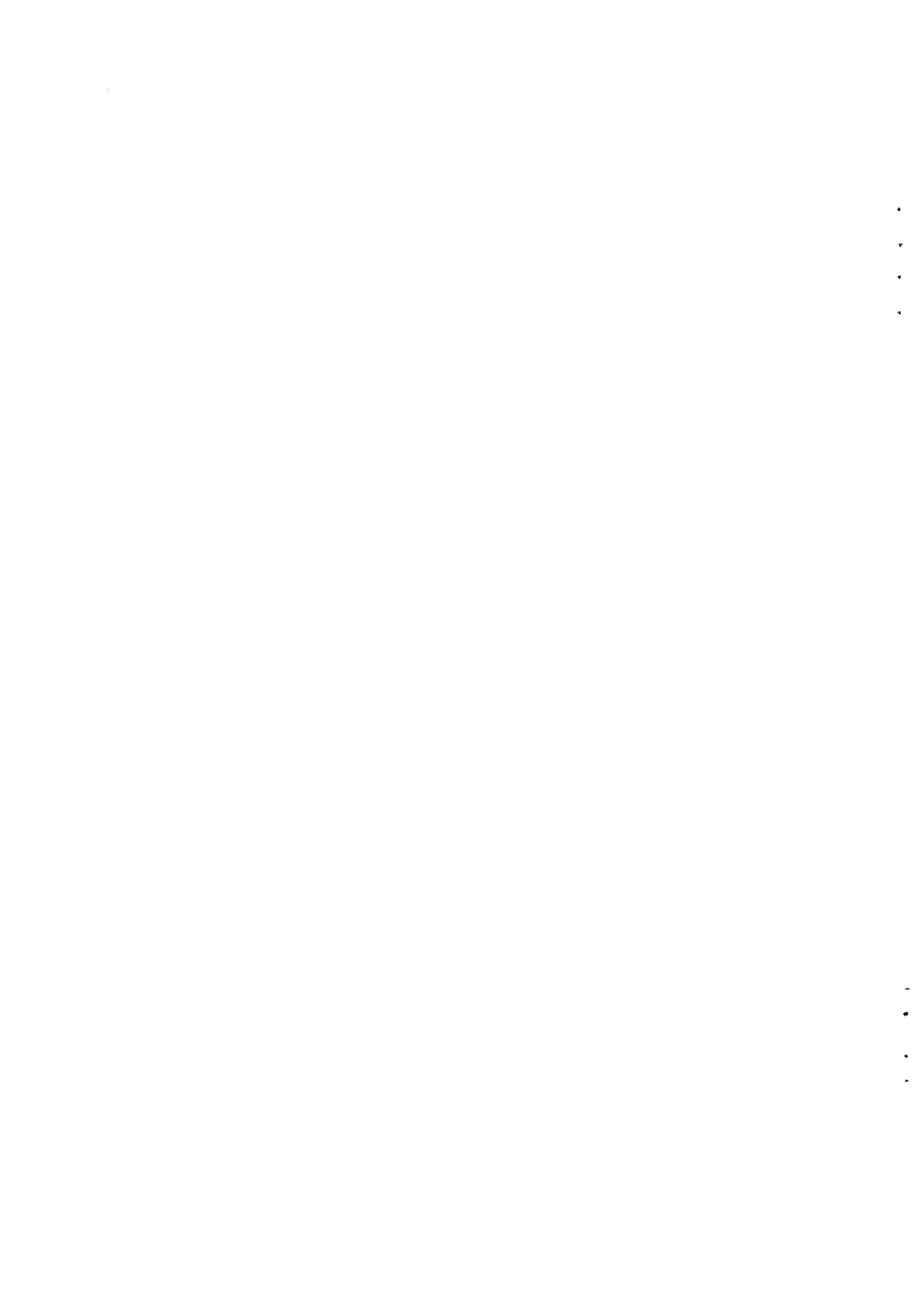
IMPORTATIONS - EXPORTATIONS TOTALES
DANS LA C.E.E. ET PAR PAYS MEMBRE DE
LA C.E.E.

Les Statistiques du Commerce Extérieur des produits lainiers restent sujettes à caution et peuvent présenter en ce qui concerne les exportations, des divergences avec les chiffres d'affaires du secteur.

Ces divergences peuvent se justifier en considérant les facteurs suivants :

1. Les statistiques de l'U.E.B.L. tiennent compte des chiffres spécifiques au Grand Duché de Luxembourg.
2. Il existe probablement des produits répertoriés dans les rubriques "Produits-lainiers" mais qui ne sont pas repris dans la production,
3. Enfin les statistiques du Commerce Extérieur comprennent également des chiffres concernant le négoce proprement dit.

C'est pourquoi, nous donnons ci-après le montant des livraisons à l'étranger des entreprises du secteur que l'on peut assimiler à l'exportation.



VALEUR POSITIVE DE LA VARIABLE POUR LES 30

PREMIERES ENTREPRISES.

▼
▼
▼
▲

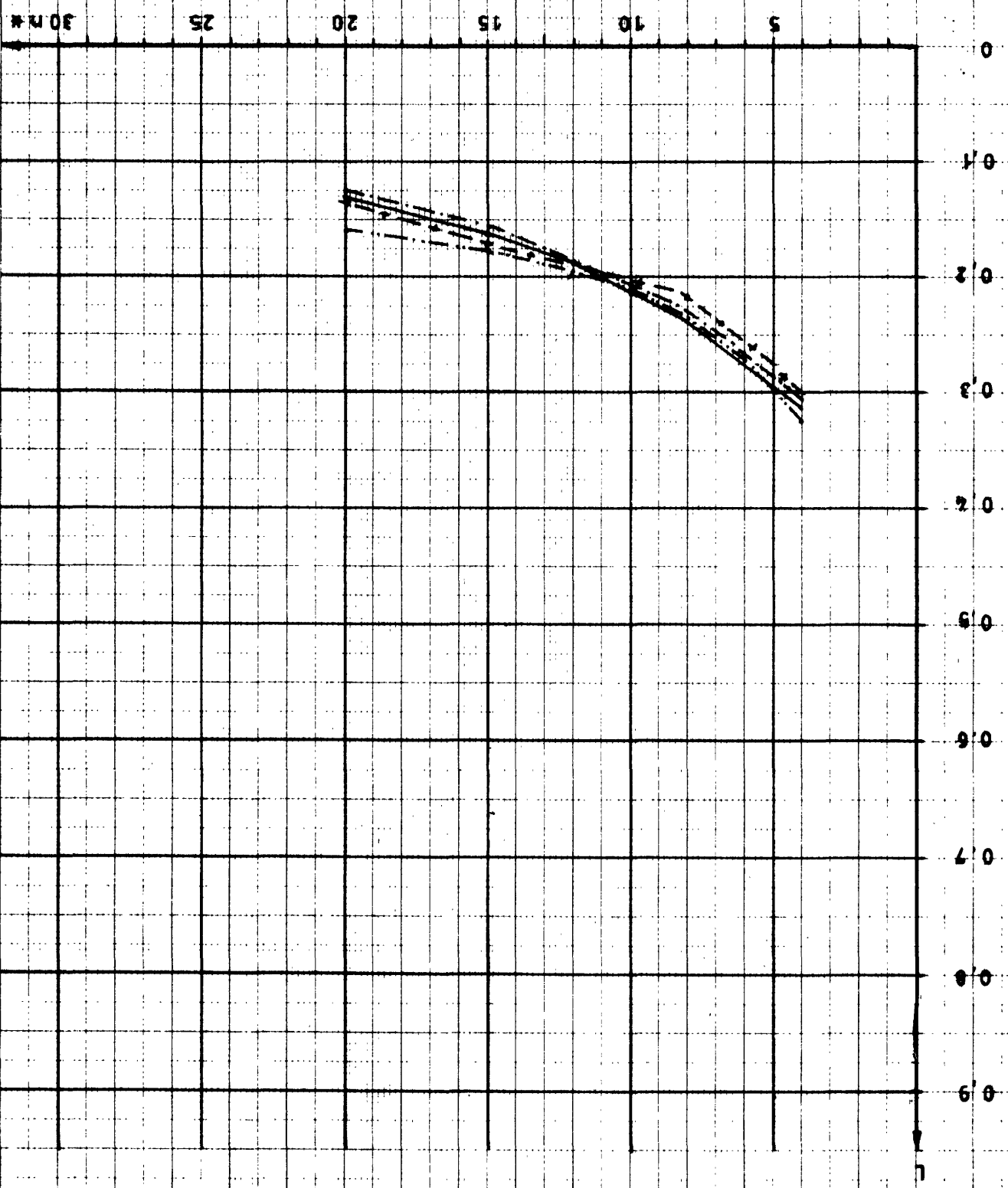
▲
▼
▼
▲

COMMENTAIRES SUR L'INDICE DE LINDA

Graphique N°1 : Effectif

L'indice de Linda L présente une évolution parallèle pour les années observées. Il passe pour les 20 premières entreprises de 0,32 en 1962 à 0,15 en 1969 approximativement.

Il faut noter qu'en fonction de la situation économique du sous-secteur de la laine, l'accroissement de l'effectif des entreprises les plus importantes reste faible sur une période de 9 ans, c'est-à-dire un peu plus de 10 %, alors que l'effectif total est estimé en régression.



INDICE DE LINDA L

GRAPHIQUE N°1 EFFECTIFS DES 20 PREMIERES ENTREPRISES

1962
1964
1967
1969

Graphique N°2 : Chiffre d'affaires

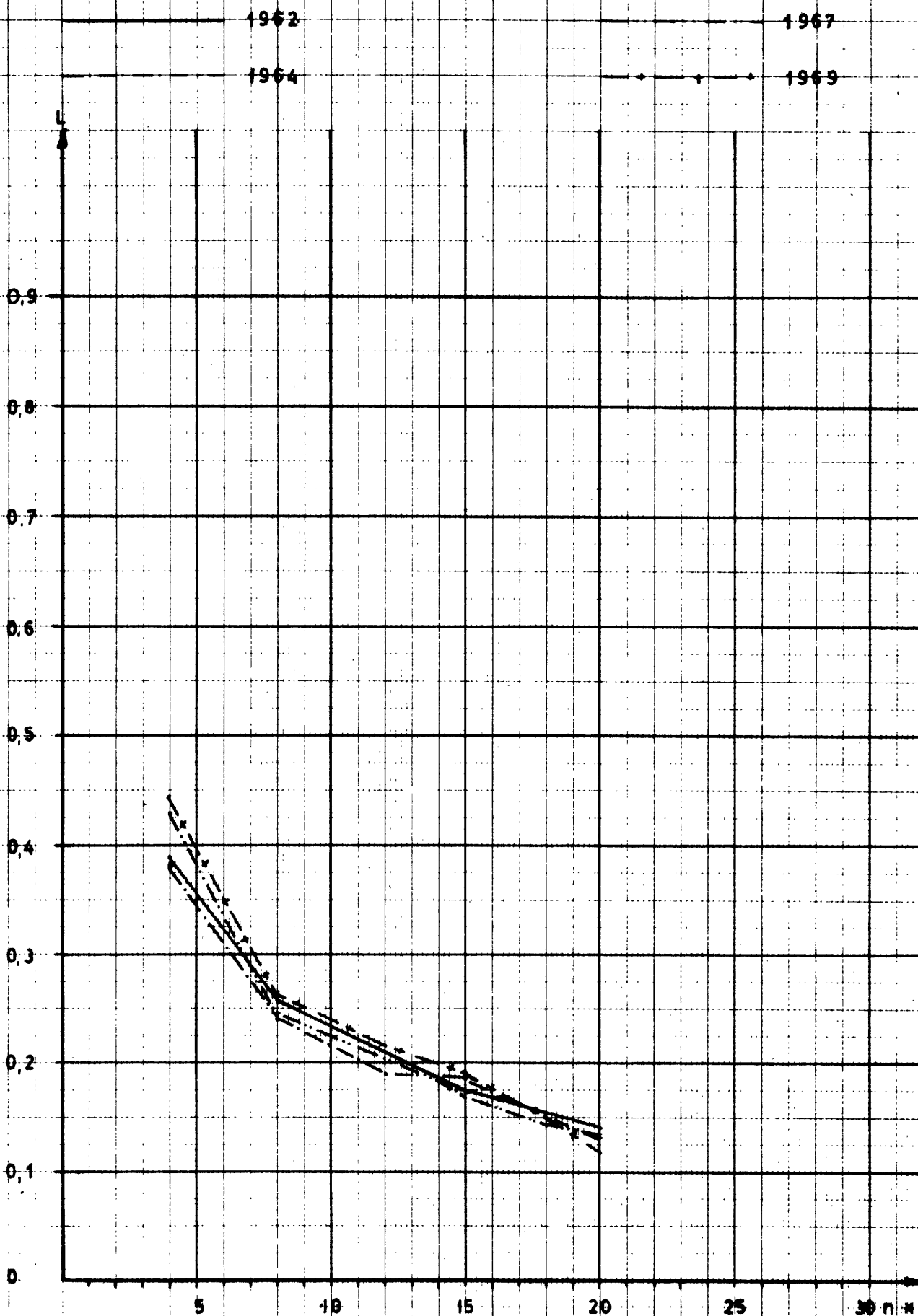
En fait, l'indice Linda L du chiffre d'affaires, passe de 45 en 1962 à 0,15 en 1969 et son évolution chronologique reste parallèle.

Il faut considérer que cette évolution est estimative parcequ'elle est basée sur celle du chiffre d'affaires de la filature et du tissage qui sont différents.

La corrélation qui apparaît entre l'indice Linda L de l'effectif et du chiffre d'affaires est en partie issue des estimations basées sur le chiffre d'affaires effectif.

INDICE DE LINDA L

GRAPHE N°2 CHIFFRE D'AFFAIRE DES 20 PREMIERES ENTREPRISES



Graphique N° 3 : Résultats nets

L'indice Linda L des résultats nets présente des variations passant de 0,58 à 0,23 en 1962, il passe de 0,48 à 0,47 en 1969.

En tout état de cause, il faut remarquer que les résultats nets des premières entreprises comme d'ailleurs de tout le secteur soit en régression permanente d'environ 50 % pour la période considérée.

INDICE DE LINDA L

GRAPHE N°3 - RESULTATS NETS DES 25 PREMIERES ENTREPRISES



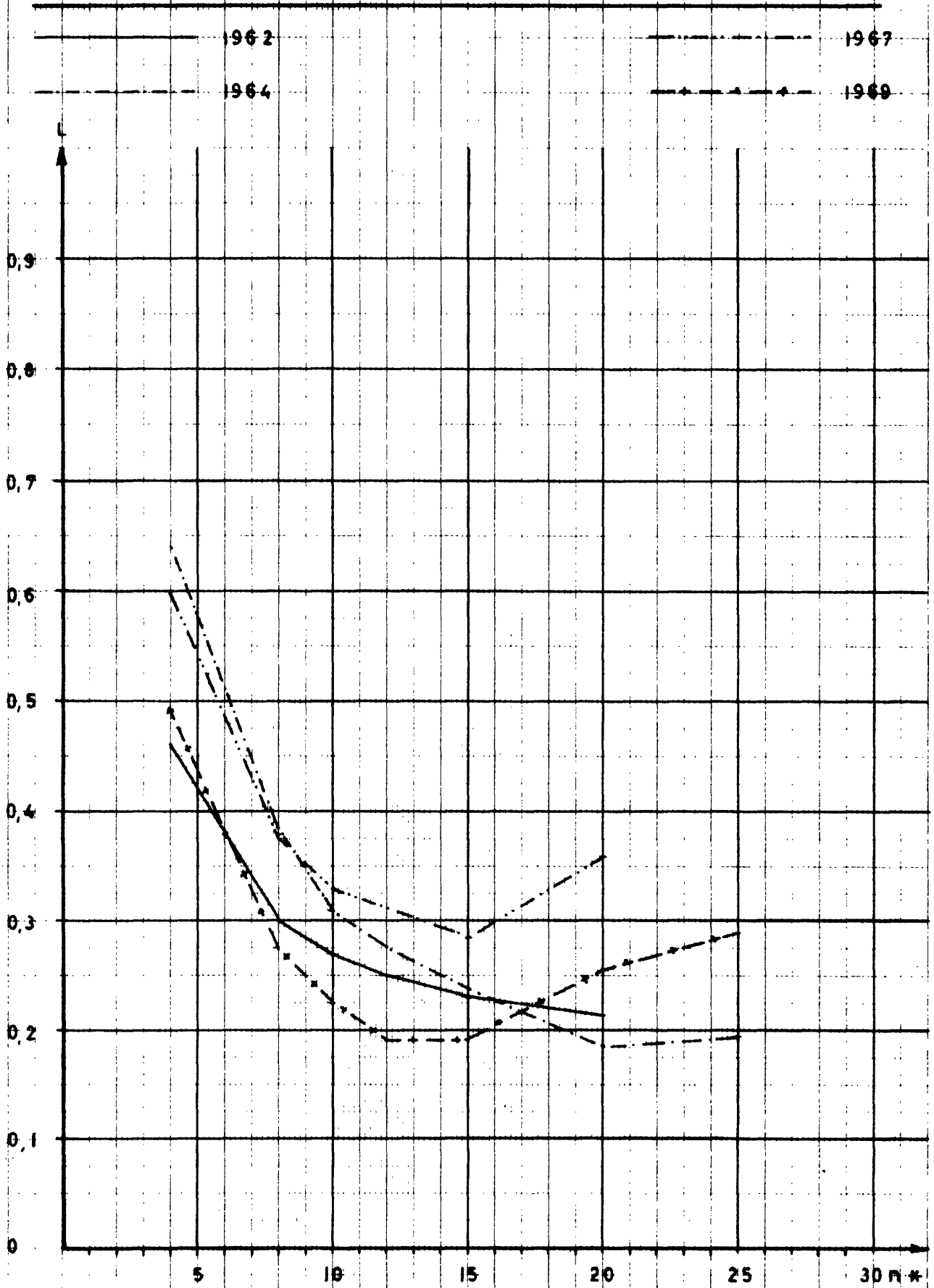
Graphique N°4 : Investissements Bruts

L'indice Linda L passe de 0,41 - 0,22 en 1962 à 0,50 - 0,29 en 1969.

Il faut noter que la variation de cet indice suit, pour certaines années en tout cas, approximativement les mêmes tendances que celui des résultats nets.

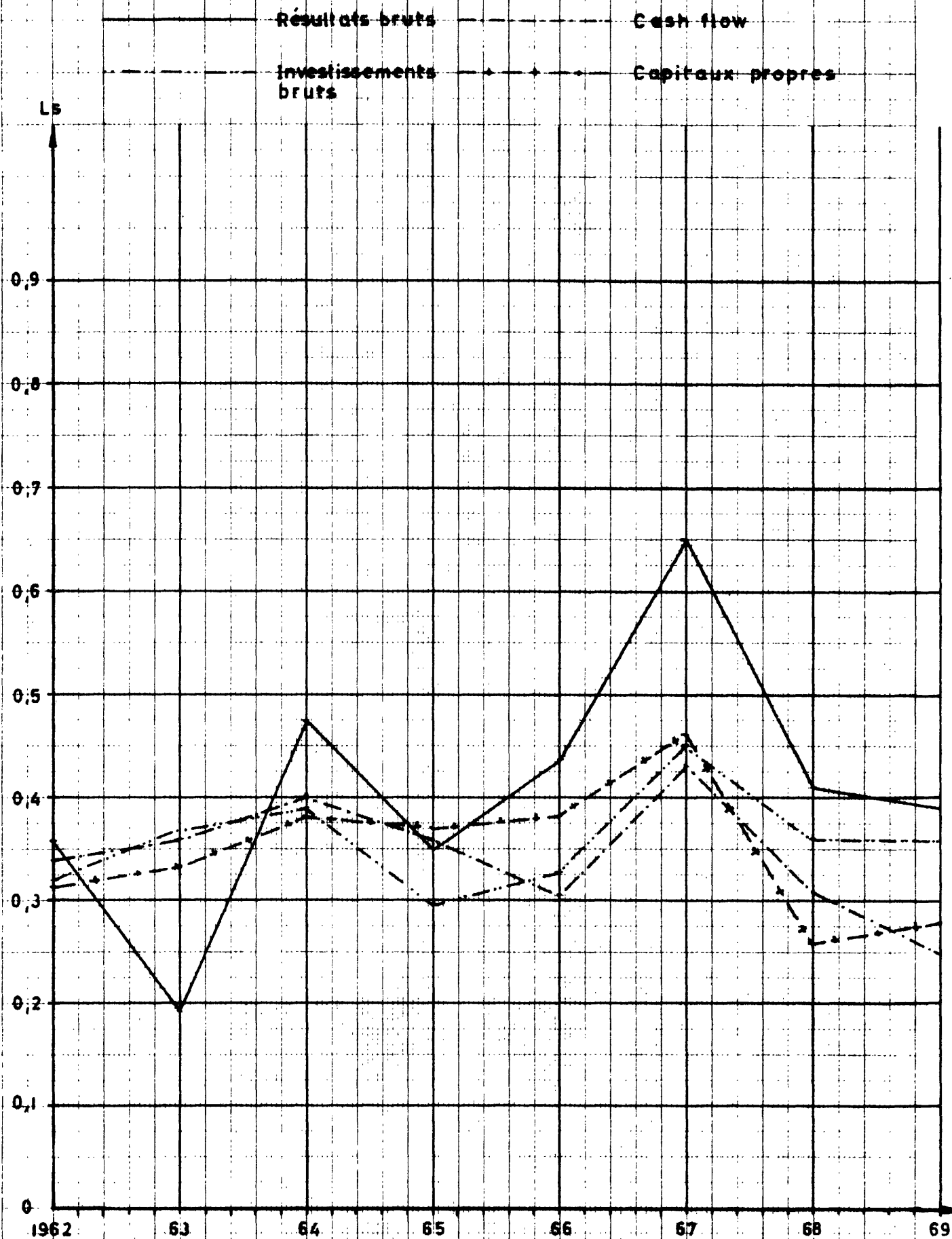
INDICE DE LINDA L

GRAPHIQUE N°4 INVESTISSEMENTS BRUTS DES 25 PREMIERES ENTREPRISES



INDICE Ls

GRAPHIQUE N°5



STUDIA v.z.w.d.
Terkamerenlaan, 74
1050 BRUSSEL

Réf. 2.20/134.03
P.040/325

COMMISSION DES COMMUNAUTES
EUROPEENNES.
Direction Générale de la
Concurrence.
200, rue de la Loi,
1040 BRUXELLES

L'EVOLUTION DE LA CONCENTRATION ECONOMIQUE DANS LE
GROUPE TEXTILE 233 N.I.C.E.

TRANSFORMATION DE MATIERES TEXTILES SUR MATERIEL
COTONNIER

Bruxelles, Mars 1973.

J. HALLET,
Economiste

S O M M A I R E

	<u>Pages</u>
<u>PORTEE DE L'ETUDE</u>	1
<u>CONTENU DE LA CLASSIFICATION N.I.C.E.</u>	2
<u>REMARQUE PREALABLE</u>	3
<u>FACTEURS DOMINANTS DE L'EVOLUTION DE LA STRUCTURE DU SECTEUR TEXTILE.</u>	5
1. L'évolution technologique	5
2. Aspects commerciaux	7
<u>CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE L'EVOLUTION STRUCTURELLE DU SOUS-SECTEUR</u>	10
1. Concentration	10
2. Coopération	12
3. Intégration horizontale ou verticale	14
<u>STRUCTURE SECTORIELLE DE L'INDUSTRIE COTONNIERE DE 1962 A 1969</u>	25
Nombre d'entreprises	26
Personnes occupées	27
Rémunérations salariales brutes	28
Chiffre d'affaires	29
Filature de coton. Nombre d'entreprises et effectif	30
Chiffre d'affaires par ouvrier	31
Chiffre d'affaires et rémunérations salariales brutes	32
Chiffre d'affaires par ouvrier	33
Tissage de coton. Chiffre d'affaires et rémunérations salariales brutes	34
<u>ANALYSE DES ENTREPRISES LES PLUS IMPORTANTES</u>	35
<u>PART ABSOLUE DES ENTREPRISES LES PLUS IMPORTANTES</u>	36

	<u>Pages</u>
Personnes occupées	38-39
Rémunérations salariales brutes	40-41
Chiffre d'affaires	42-43
<u>ESTIMATION DES RESULTATS NETS DU SOUS-SECTEUR</u>	44
Résultats nets	46-47
<u>ESTIMATION DU CASH-FLOW DU SOUS-SECTEUR</u>	48
Cash-Flow	49-50
Capitaux propres	51-52
Investissements bruts	53-54
<u>PART RELATIVE DES ENTREPRISES LES PLUS IMPORTANTES</u>	55
Personnes occupées	56
Rémunérations salariales brutes	57
Chiffre d'affaires	58
Résultats nets	59
Cash-Flow	60
Capitaux propres	61
Investissements bruts	62
<u>CLASSIFICATION DES VARIABLES PAR CLASSES DE GRANDEUR</u>	
<u>DE LA VARIABLE</u>	63
Nombre d'entreprises	64
Personnes occupées	65
Nombre d'entreprises - Rémunérations salariales brutes	66-67
Chiffre d'affaires	68-69
Résultats nets	70-71
Cash-Flow	72-73
Capitaux propres	74-75
Investissements bruts	76-77
<u>IMPORTATIONS-EXPORTATIONS TOTALES DANS LA C.E.E. ET PAR</u>	
<u>ET PAR PAYS MEMBRE DE LA C.E.E.</u>	78

	<u>Pages</u>
<u>REMARQUE PREALABLE</u>	79
Importations	80
Exportations	81
<u>INDICE DE LINDA (L)</u>	83
Graphique n° 1 : Effectif	
Graphique N° 2 : Chiffre d'affaires	
Graphique N° 3 : Résultats nets	
Graphique N° 4 : Investissements Bruts	
Graphique N° 5 : Indice Ls	

PORTEE DE L'ETUDE

Cette étude a pour objet l'analyse quantitative de l'évolution de la concentration économique et de ses effets de 1962 à 1969 en Belgique dans le sous-secteur suivant:

GROUPE SECTORIEL 23 - N.I.C.E. - INDUSTRIE TEXTILE :

2.3.3. Transformation de matières textiles sur matériel cotonnier.

CONTENU DE LA CLASSIFICATION N.I.C.E.

Le sous-secteur 232 du groupe sectoriel 23 - N.I.C.E. - INDUSTRIE TEXTILE se compose des activités suivantes :

233. Transformation de matières textiles sur matériel cotonnier

233.3. Filature de coton

233.3.1. Filature à trois ou quatre cylindres non intégrés au tissage,

233.3.2. Filature sur carde fileuse ou sollancop non intégrés au tissage.

233.4. Retorderie - Filterie

233.5. Tissage du coton (sauf tapis)

233.6. Filature - Tissage de coton

REMARQUE PREALABLE

Cette étude de l'évolution de la concentration économique dans le groupe textile 233 N.I.C.E. - transformation des matières textiles sur matériel cotonnier - fait partie d'un ensemble composé d'un certain nombre d'études sur d'autres secteurs industriels.

C'est pourquoi, dans le souci d'alléger la manipulation de ces études, nous n'avons pas repris quelques chapitres communs à savoir :

- la définition des indices de concentration,
- les difficultés documentaires en cours d'étude,
- la nomenclature des résultats obtenus c'est-à-dire les variables analysées, les indices de concentration calculés et la définition des ensembles et des unités retenus.

Nous engageons donc le lecteur, s'il le souhaite, à bien vouloir se référer aux études similaires et notamment à celle qui a pour objet l'évolution de la concentration économique dans le groupe textile 232 N.I.C.E. - transformation des matières textiles sur matériel lainier -

Cette étude contient le texte complet des chapitres visés.

o
o o

FACTEURS DOMINANTS DE

L'EVOLUTION DE LA STRUCTURE

DU SECTEUR TEXTILE

FACTEURS DOMINANTS DE L'EVOLUTION DE LA STRUCTURE DU SECTEUR

TEXTILE

Quelles que soient les perspectives d'expansion du secteur textile, l'évolution de sa structure dépend d'un certain nombre de facteurs.

1. L'évolution technologique

1.1. Intensité des investissements

Le premier et le plus important de ces facteurs est incontestablement le progrès technique.

A titre d'exemple, l'indice de la production par heure de filatures de coton analogues qui auraient été créées respectivement en 1955, 1962, 1964 et 1968 avec un matériel considéré chaque fois comme moderne, aurait évolué de la manière suivante :

1955	indice 100
1962	133
1964	155
1968	166

La vitesse, la technicité et la plus grande complexité des machines qui ont permis d'obtenir de tels résultats influencent considérablement le montant des immobilisations nécessaires.

Il est difficile de citer des chiffres précis car la valeur des immobilisations est fonction du coût des machines et des équipements et de celui des terrains, mais en tout état de cause, le montant de 1 million de francs par ouvrier est une approximation raisonnable du montant nécessaire à de nouveaux investissements.

Si à cet égard, l'industrie cotonnière est la plus évoluée, c'est-à-dire qu'elle détient aujourd'hui le degré le plus élevé d'investissement de capital par poste d'emploi, elle est néanmoins suivie de près par les autres secteurs.

1.2. Obsolescence rapide des machines

Chacun sait que les machines subissent un vieillissement technologique très rapide. Les machines installées aujourd'hui seront dépassées dans 10 ans.

L'augmentation constante des charges salariales incite en outre à accélérer le rythme de remplacement du matériel.

D'ici peu, les machines devront être amorties en 5 ou 10 ans.

1.3. Surcapacité de production

Etant donné que, d'une part, la demande ne croît que lentement dans le secteur textile et que, d'autre part, la productivité s'accroît très rapidement, alors qu'un matériel moderne et très coûteux incite en outre à travailler en deux ou trois équipes successives, le danger de surcapacité naît facilement.

1.4. Nouveaux produits

Le développement technique est également à l'origine de la mise de nouveaux produits sur le marché.

On prévoit qu'en 1983, 35 % des ventes en textile consisteraient en articles encore inconnus 10 ans auparavant.

Cette multiplicité du nombre de matières premières disponibles aboutit à l'usage d'un matériel plus polyvalent et à une organisation plus complexe de la production, la délimitation des spécialisations devenant moins stricte que dans l'industrie traditionnelle.

1.5. Recherche scientifique et formation professionnelle

Une industrie qui subit en permanence et de manière profonde l'influence du progrès technique se doit de prendre conscience de l'importance et de la nécessité de la recherche scientifique et de la formation professionnelle.

Indépendamment du besoin croissant d'un encadrement de haut niveau, la formation professionnelle des travailleurs devient toujours plus importante. Un ouvrier pour lequel un investissement en capital d'un million est nécessaire doit répondre à de hautes exigences de qualification.

2. Aspects commerciaux

2.1. Distribution

Un secteur industriel exigeant des investissements massifs de capitaux nécessite une distribution adéquate.

Jusqu'à présent le degré d'évolution commerciale était inférieur à celui de l'évolution technique, mais aujourd'hui, la distribution exige une organisation rationnelle et des investissements importants qui entraînent inévitablement des répercussions sur la politique de la production et des ventes.

2.2. La C.E.E.

Quoique la création de la C.E.E. joue un rôle considérable dans la commercialisation dans le secteur textile, ses effets ne sont pas encore suffisamment connus à ce jour.

Le solde favorable de la balance commerciale depuis plusieurs années montre que le secteur textile rencontre un succès croissant dans ce marché à économie développée et revenus élevés.

2.3. Structure de la chaîne textile

Les études approfondies récemment entreprises montrent que la structure de la chaîne textile joue un rôle important.

La demande de produits textiles est peut-être un peu plus sensible aux variations de pouvoir d'achat que celles des autres biens de consommation parce que leur durée est susceptible d'être allongée plus aisément et que l'achat ne s'effectue pas souvent en recourant à des facilités de crédit.

Si maintenant, la vente au détail augmente, le détaillant fera auprès de son fournisseur (le tisseur, par exemple) les commandes qui ne correspondent pas seulement au volume accru de ses ventes et à la perspective d'un accroissement ultérieur, mais qui tiennent compte également de la nécessité de prévoir des stocks supplémentaires en vue de satisfaire une demande accrue.

Si ces demandes accrues provoquent une hausse de prix de la part des fabricants, le détaillant sera incité à forcer davantage ses commandes, de sorte que le tisseur détiendra une image encore plus accentuée de l'accroissement de la vente.

De son côté, celui-ci réagira de la même manière que le détaillant il fera chez le filateur de plus fortes commandes qui correspondront à l'accroissement réel et prévu de sa production, à la nécessité de constituer des stocks plus importants et aussi, le cas échéant à des considérations d'ordre spéculatif.

Dans la chaîne de production, chaque stade fonctionnera finalement à un rythme plus élevé que ne le justifierait en soi la consommation réelle et cela d'autant plus qu'il sera plus éloigné de la consommation finale.

Il est évident que ce processus fonctionnera en sens contraire si l'accroissement de la consommation se ralentit ou s'arrête.

On constate donc que de légères modifications dans la consommation finale provoquent des fluctuations considérables dans la production et que les stocks n'y jouent pas leur rôle régulateur normal mais au contraire un rôle d'accentuation. Au fond, le cycle est donc pour une large part, attribuable à un manque d'information et de coordination dans la chaîne textile. Par la dispersion et le nombre élevé d'échelons, par l'allongement des circuits de production et de distribution, les variations sont renforcées d'une manière directement proportionnelle à la distance qu'il y a entre les premières phases de la production et le stade final de la consommation.

CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE
L'EVOLUTION STRUCTURELLE DU SOUS-SECTEUR

Tous ces facteurs influencent les choix qui déterminent sa structure. Celui de la dimension des entreprises est le plus important.

1. Concentration

Tout indique que le secteur du textile s'oriente vers la formation d'unités plus grandes et mieux structurées.

Les entreprises de plus grande dimension sont mieux à même que les autres de suivre l'évolution technologique et de tirer la meilleure productivité des investissements de plus en plus coûteux.

Leur capacité d'autofinancement et leur possibilité de faire appel au marché des capitaux permettent de faire les investissements nécessaires et de mener une politique d'investissements à long terme.

Chacun sait que le niveau des investissements et des amortissements est beaucoup plus important dans les très grosses entreprises.

Entreprises de TissageEvolution des investissements et des amortissementsPar travailleur

(Moyenne 1953 - 1959 - Milliers de francs)

Classe de grandeur	Investissements	Amortissements
< 200	6	8
200 - 499	7	9
500 - 999	8	8
> 1.000	14	11
	<hr/> 7	<hr/> 8

Le groupe très vaste des tissages comporte plusieurs espèces d'entreprises qui ont chacune leur spécialité et par conséquent leur dimension optimale propre. Elles présentent également des exigences spécifiques en matière d'équipement.

C'est pourquoi ces chiffres ne doivent pas donner lieu à des conclusions trop hâtives. Ils sont cependant éloquentes puisque le niveau des investissements et des amortissements des plus grandes entreprises atteint le double de celui des plus petites.

Cette évolution vers la concentration du secteur textile ne signifie pas nécessairement une tendance vers la constitution d'unités gigantesques parce que les grosses entreprises ne présentent pas nécessairement des avantages au seul point de vue technique mais plutôt une dimension optimale qui est difficile à apprécier en fonction de la diversité des productions.

Dans le secteur du textile, la concentration signifie moins une coordination technique qu'une coordination sur d'autres plans : financier et commercial.

C'est pourquoi une seule unité juridique qui conduit à un regroupement commercial ne suppose pas nécessairement un regroupement technique qui se traduirait par une concentration géographique des moyens de production.

2. Coopération

Le problème de la concentration et de son degré varie pour chaque sous-secteur du textile et la question de la spécialisation joue un rôle important.

Il apparaît ainsi que les entreprises de plus petite dimension ont un rendement du capital investi supérieur aux entreprises plus grosses tel qu'il apparaît au tableau suivant :

Rendement des Sociétés par actions 1952 - 1961

Secteur du textile

	1952/1956	1957/1961
> 0,5 Mil	5,2 %	6,0 %
0,5 Mil - 1 Mil	3,9 %	4,7 %
1 Mil - 5 Mil	2,0 %	3,0 %
5 Mil - 10 Mil	1,5 %	3,9 %
10 Mil - 20 Mil	2,0 %	4,0 %
20 Mil - 50 Mil	1,7 %	2,5 %
50 Mil - 100 Mil	2,9 %	2,7 %
< 100 Mil	2,5 %	3,5 %
<hr/> Moyenne	<hr/> 2,2 %	<hr/> 3,2 %

Les plus petites entreprises recherchent la production d'articles de luxe, originaux, qui nécessitent des équipements très techniques et une main d'oeuvre très spécialisée. Une structure commerciale importante n'est pas nécessaire. C'est pourquoi ce genre d'entreprise peut atteindre un rendement optimum sans obligation de concentration.

Dans ces conditions, et tenant compte du caractère individualiste des dirigeants de ce genre d'entreprise, sont mis petit à petit sur pied des accords de coopération dans certains domaines sans aliéner pour autant l'indépendance de chacune.

Ce genre de coopération ne se développera à l'avenir que dans une mesure modeste. C'est pourquoi, la restructuration du secteur du textile se fera par la concentration, qu'il s'agisse de l'élimination pure et simple des entreprises plus faibles ou de la fusion consentie en des groupes plus puissants.

3. Intégration horizontale ou verticale

Il est difficile de prendre position dans ce domaine d'une manière définitive et théorique.

Traditionnellement, l'intégration horizontale prédomine dans le secteur dans le but d'obtenir des prix de revient plus avantageux.

Mais aujourd'hui, l'intégration verticale se développe également.

Notons que cette recherche d'une forme de collaboration met davantage l'accent sur des considérations d'organisation et de coordination que sur des avantages purement techniques, telle que la réduction des frais de transport, de manipulation et de vente.

La libre circulation des marchandises dans la C.E.E. et la pression de la concurrence des pays qui pratiquent des prix beaucoup moins élevés obligent aujourd'hui l'entreprise textile à commercialiser elle-même ses produits et ne pas compter uniquement sur un tiers dont les intérêts ne sont pas toujours convergents.

Il est bien difficile de prendre position sur le type de concentration qui va se développer en Belgique mais l'on peut affirmer, notamment au vu de l'évolution du secteur textile dans d'autres pays, que la structure du secteur tend vraisemblablement vers la constitution d'un noyau de grosses entreprises et d'un grand nombre d'entreprises de petite et moyenne dimension agissant en qualité de sous-traitants des premières.

L'intégration et la concentration restent des données assez floues qui se heurtent à des résistances de nature beaucoup plus psychologique que financière ou technique.

Les unités techniques ne doivent pas nécessairement avoir le même propriétaire légal pour être intégrées en fait.

Il suffit qu'elles appartiennent à une seule et même unité de décision et ce résultat peut provenir du jeu des participations matérielles ou simplement du fait que plusieurs entreprises ont des administrateurs communs.

Quoi qu'il en soit, il est bien difficile d'apprécier l'évolution du phénomène de la concentration.

Si l'on désire mesurer la concentration sur base du personnel employé, les chiffres disponibles se rapportent à des unités techniques (I.N.S.) ou des unités géographiques (O.N.S.S.). L'I.N.S. ne tient pas compte des employés mais uniquement des ouvriers alors que de plus en plus d'ouvriers sont considérés comme employés. Un certain nombre d'entreprises font également appel à la sous-traitance pour lui confier un nombre toujours plus grand de travaux. Le critère du capital ne s'applique qu'aux sociétés anonymes.

Il est cependant évident que le nombre d'entreprises du secteur du textile a diminué et que leurs dimensions se sont accrues par des fusions et des fermetures.

ConclusionsFilatures de coton

Il est incontestable que la tendance à la fusion et à la concentration entraîne une rationalisation très poussée de cette branche d'activité, au détriment des petites et moyennes entreprises.

	<u>1962</u>	<u>1968</u>
Nombre d'entreprises	65	44
Nombre de travailleurs	15.706	10.066
Effectif moyen	241,6	228,7
Valeur de la production	5.273 Mil.F.	3.952 Mil.F.
Valeur production/travailleur	0,335 Mil.F.	0,389 Mil.F.

En 1967, la répartition du nombre total d'entreprises en entreprises intégrées ou non intégrées était la suivante :

	Fila- tures fines	Fila- tures cardés	Fila- tures fils
Non intégrées	12	3	11
Intégration verticale avec un ou plusieurs établissements intégrés	15	2	-
Intégration horizontale avec d'autres établissements intégrés d'activité similaire	4	4	-
Intégration horizontale et verticale avec d'autres établis- sements intégrés	16	2	1
TOTAL	47	11	12

Dans cette branche, à peu près la moitié de la capacité de production est intégrée verticalement et horizontalement.

Répartition de la capacité de production des filatures de coton
(1966)

Filatures non intégrées ou intégrées verticalement	38 %
Filatures intégrées verticalement	17 %
Filatures intégrées verticalement et horizontalement	45 %
TOTAL	100 %

L'intégration verticale (filatures-tissages ou filatures-bonneterie) est surtout avantageuse pour certains tissus standardisés.

Elle est plus difficile à réaliser dans le cas d'une production de fantaisie qui nécessite l'utilisation de fils variés.

C'est pourquoi, on peut considérer qu'une intégration verticale plus poussée n'offrira plus d'avantages économiques sensibles à moins d'être précédée d'une intégration horizontale, qui permet une meilleure répartition des risques inhérents à la spécialisation et la répartition des frais de commercialisation sur une production plus importante.

Il faut également noter l'évolution dans la destination des fils.

Livraison des fils sur le marché belge

	1965	1.1.1968- 30.9.1969
Aux départements intégrés	34,5 %	35,5 %
Aux tiers	65,5 %	64,5 %
TOTAL	100 %	100 %

Tissage de coton

La structure du tissage belge est nettement distincte de celle du tissage des autres pays car elle présente un moindre degré d'intégration.

En outre il est extrêmement difficile de faire aujourd'hui une distinction entre le "tissage de coton" et l'ancien "tissage de soie", qui fusionne de plus en plus avec le tissage de coton.

Nous venons de voir que les livraisons des filatures à leurs propres départements intégrés représente 35,5 % du total de leurs livraisons sur le marché intérieur.

Notons aussi que les "tissages cotonniers" intégrés à une filature ne représentent que 9 % en nombre d'entreprises.

Structure du tissage cotonnier suivant
l'intégration en filature (1967)

Nombre total d'entreprises	Entreprises intégrées	% du total
159	14	9

Il est malaisé d'obtenir des chiffres concernant le tissage du coton proprement dit eu égard aux entreprises polyvalentes.

Cependant en 1966, la répartition des entreprises en fonction de l'intégration était la suivante :

- entreprises non intégrées	71
- entreprises intégrées verticalement	36
- avec une filature	
dont : 3 avec un département filature	
4 avec un atelier de confection	
16 avec un département d'achèvement	
13 avec simultanément un département filature, achèvement et confection.	

- avec des établissements autres que filatures	47
dont : 17 avec un atelier de confection	
27 avec un département d'achèvement	
3 avec simultanément un département d'achèvement et un atelier de confection.	
- entreprises intégrées horizontalement sans intégration verticale.	0
- entreprises intégrées horizontalement <u>et</u> verticalement	29
dont : 4 avec un département d'achèvement	
13 simultanément avec une filature et un département d'achèvement	
2 simultanément avec une filature et un atelier de confection	
10 simultanément avec une filature et un département d'achèvement.	
Total général :	183

En résumé, une grande majorité d'utilisateurs belges de fils de coton est "non intégrée" pour des motifs économiques et techniques.

Cependant, une structure adéquate de la branche des filatures est indispensable pour maintenir l'harmonie du sous-secteur tout entier.

T i s s a g e

Année	Entreprises	Ouvriers	Ouv./Ent.	Ch.d'affaires/Ouv. (millions francs)
1962	280	23.487	83,8	0,469
1963	268	22.866	85,3	0,524
1964	261	22.566	86,4	0,574
1965	259	21.421	82,7	0,618
1966	255	21.718	85,1	0,662
1967	246	19.615	79,7	0,685
1968	234	19.288	82,4	0,789
1969	222(*)	18.960(*)	85,4	0,907(*)

(*) Estimation.

Le processus de fusion et de concentration dans l'industrie cotonnière s'est amplifié depuis quelques années au point qu'aujourd'hui, les sociétés issues de ces fusions peuvent être considérées comme importantes, même à l'échelle du marché commun.

1. Filature.

Environ 35 entreprises belges disposent actuellement d'une ou de plusieurs divisions de filature de coton ou des fibres assimilées au coton. On compte ainsi au total une cinquantaine de filatures auxquelles il faut ajouter + 12 filatures de fil cardé et + 8 filatures de fil cocon (à base de déchets de coton).

Le nombre d'entreprises a tendance à diminuer et ce mouvement s'accroît, de même que celui du personnel occupé parce que quelques entreprises parmi les plus grandes ont mis fin à leur exploitation. Notons cependant que les fermetures ont été les plus nombreuses dans les catégories des entreprises de petite et de moyenne dimension. Cette tendance reflète l'assainissement en cours. En effet, la réduction du nombre d'entreprises et du personnel n'a pas affecté pour autant la production.

Filature de coton

Année	Entreprises	Ouvriers	Ouv/Ent.	Ch.d'affaires/Ouv. (millions francs)
1962	65	15.706	241,6	0,335
1963	61	15.009	246,0	0,311
1964	62	14.886	240,0	0,315
1965	62	13.659	220,3	0,341
1966	53	12.237	222,4	0,367
1967	51	10.460	205,0	0,357
1968	44	10.066	242,2	0,392
1969	40(*)	9.500(*)	240,0(*)	0,415

(*) Estimation

2. Tissage.

Un nombre croissant de tissages de coton utilisent des fibres artificielles et synthétiques, de sorte qu'il n'est plus possible de répartir les fabricants, d'une part en fabricants de tissus de coton, et d'autre part, en fabricants de tissus de rayonne, de fibranne et de fibres synthétiques.

Il est possible de classer les entreprises en se basant sur les produits qu'elles fabriquent.

C'est ainsi que des entreprises produisant des tissus-éponge, des draps de lit, de la toile à bâche et de la flanelle appartiennent au secteur cotonnier.

A l'opposé de la filature qui est fortement concentrée une grande partie du secteur du tissage se compose d'entreprises familiales plus nombreuses mais moins grandes.

La Belgique compte aujourd'hui quelque 250 entreprises industrielles d'importance inégale. Il semblerait aussi que plus des 3/4 de la production est assurée par une cinquantaine d'entreprises seulement.

Par contre, la production globale de 60 % des entreprises ne représente que 6,5 % de toute la consommation de fils. Ces chiffres datent de 1963 mais la tendance à la concentration s'est encore renforcée depuis lors.

3. Filterie.

Il existe en Belgique une quinzaine de filteries. Sous cette dénomination, il y a lieu de ranger les entreprises qui produisent du fil à tous les usages.

En 1965, elles occupaient quelque 750 ouvriers.

STRUCTURE SECTORIELLE DE

L'INDUSTRIE COTONNIERE

DE 1962 A 1969.

NOMBRE D'ENTREPRISES.

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969(*)
Filature	65	61	62	62	55	51	44	40
Retorderie filterie (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Tissage	280	268	261	259	255	245	233	223
Total	345	329	323	321	310	296	277	263

(1)

(*)

Compris dans filature

Estimation

PERSONNES OCCUPEES.

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969 (*)
Filature	15.706	15.009	14.886	13.659	12.237	10.460	10.066	10.000
Retorderie filterie (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Tissage (1)	25.313	24.131	23.531	21.502	21.563	20.066	20.490	26.795
	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	41.019	39.140	38.417	35.161	33.800	30.526	30.556	36.795

(1)

(*)

Compris dans filature

Estimation

Source : I.N.S.

REMUNERATIONS SALARIALES BRUTES

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969(*)
Filature	1.297,0	1.428,0	1.628,9	1.605,9	1.622,3	1.524,1	1.542,3	1.607,0
Retorderie filterie (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Tissage	1.824,0	2.121,0	2.288,1	2.292,1	1.751,7	2.688,9	3.241,7	2.804,0
Total	3.121	3.549	3.917	3.898	3.374	4.213	4.784	4.411

(1)

(*)

Compris dans filature

Estimation

Source : I.N.S.

FILATURE DE COTON.

NOMBRE D'ENTREPRISES ET EFFECTIF.

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969(*)
Effectif	15.706	15.009	14.886	13.659	12.237	10.460	10.006	10.000
Entreprises	65	61	62	62	55	51	44	40
Moyenne	241,65	246,04	240,09	220,30	222,49	205,09	242,27	250,00
			<u>< 200 TRAVAILLEURS</u>					
Effectif	2.761	2.860	3.033	3.142	2.534	2.088	2.056	-
Entreprises	42	40	42	45	39	36	38	-
Moyenne	65,73	71,50	72,21	69,82	64,97	58,00	54,10	-
			<u>200 - 499 TRAVAILLEURS</u>					
Effectif	3.915	3.456	3.433	2.683	2.485	2.780	1.725	-
Entreprises	14	12	12	9	8	9	6	-
Moyenne	279,64	288,00	286,08	291,11	310,62	308,88	287,50	-
			<u>> 500 TRAVAILLEURS</u>					
Effectif	9.030	8.693	8.420	7.834	7.318	5.592	6.395	-
Entreprises	9	9	8	8	8	6	5	-
Moyenne	1003,33	965,88	1052,50	979,25	914,75	932,00	1.279,0	-

(*) Estimation

(1) Chiffres indisponibles

Source I.N.S

FILATURE DE COTON.

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR OUVRIER (Millions de F.)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969(*)
Chiffre d'affaires.	5.273,0	4.682,7	4.700,1	4.669,2	4.496,5	3.736,2	3.952,5	4.000
Effectif ouvrier	15.706	15.009	14.886	13.659	12.237	10.460	10.066	10.000
Chiffre d'affaires / ouvrier	0,335	0,311	0,315	0,341	0,367	0,357	0,392	0,400

(*)

Estimation

Source : I.N.S.

FILATURE DE COTON.

CHIFFRE D'AFFAIRES ET REMUNERATION SALARIALES BRUTES (millions F').

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1978	1969(*)
Chiffre d'affaires	5.273,0	4.682,7	4.700,1	4.669,2	4.496,5	3.736,2	3.952,5	4.000
Rémunérations salariales brutes	1.297,0	1.428,0	1.628,9	1.605,9	1.622,3	1.524,1	1.542,3	1.607,0
Rémunérations Salariales brutes / Chiffre d'affaires	24,59	30,48	34,65	34,39	36,08	40,78	39,02	40,18
(*)	Estimation Source : I.N.S.							

ANALYSE DES ENTREPRISES LES PLUS IMPORTANTES

Cette analyse a pour but de rechercher la part absolue et relative des entreprises les plus importantes du sous-secteur. Nous avons recherché la part des 4, 8, 10, 12, 20 et 30

premières entreprises du sous-secteur suivant les variables :

- personnes occupées,
- rémunérations salariales brutes,
- chiffre d'affaires,
- résultats nets,
- cash flow,
- capitaux propres,
- investissements bruts.

PART ABSOLUE DES ENTREPRISES LES PLUS IMPORTANTES

Les tableaux qui suivent ont pour objet de mettre en évidence l'évolution de la part absolue prise par les entreprises les plus importantes du sous-secteur, mais également la variation de la position individuelle de chaque entreprise par rapport aux autres.

Remarque :

Nous ne disposons pas encore aujourd'hui des chiffres de plusieurs variables au niveau du sous-secteur global. C'est pourquoi, ils font l'objet d'une estimation raisonnée.

En outre, dans le sous-secteur, nous rencontrons un certain nombre de firmes qui ont différents types de production en fonction de la conjoncture économique et de la demande des marchés.

C'est notamment le cas des textiles synthétiques.

PERSONNES OCCUPEES ET MASSES SALARIALES

En fonction du caractère "multi products" de nombreuses entreprises et du manque de disponibilités de renseignements qui concernent le sous-secteur cotonnier exclusivement, nous nous sommes basés sur un chiffre variant autour de 35.000 personnes.

VARIABLES FINANCIERES

Dans le cas des variables financières, nous ne disposons pas de données globales à l'échelle du sous-secteur.

En ce qui concerne les variables financières individuelles, c'est-à-dire les résultats nets, le cash-flow et les investissements bruts, apparaissent des chiffres négatifs à la fin de chaque tableau.

Il s'agit dans ce cas de pertes et de désinvestissements.

C'est chiffres ont bien entendu une influence négative sur la part des entreprises les plus importantes.

IMPORTATIONS - EXPORTATIONS

Il faut rappeler ici que l'origine des chiffres du commerce extérieur est totalement différente de celle des données sectorielles.

En effet, les chiffres tiennent toujours compte de la matière du produit sans considérer la classification statistique du producteur.

En outre, ces données concernent en réalité l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

Il faut enfin avoir à l'esprit que ces statistiques tiennent compte du négoce pur.

o

o

o

Entreprises par ordre d'importance.	<u>PERSONNES OCCUPEES. (Unités)</u>							
	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1	1) 3.000	1) 3.000	1) 3.000	1) 3.500	1) 3.500	1) 6.350	1) 6.350	1) 7.250
2	2) 2.800	2) 2.800	2) 2.800	2) 2.850	2) 2.850	3) 1.500	3) 1.500	3) 1.500
3	3) 1.300	3) 1.300	3) 1.300	3) 1.500	3) 1.500	5) 800	5) 800	5) 800
4	4) 750	5) 800	5) 800	5) 800	5) 800	4) 700	4) 700	4) 700
Total 1 - 4	7.850	7.900	7.900	8.650	8.650	9.350	9.350	10.250
5	5) 700	4) 750	4) 750	4) 750	4) 700	6) 700	6) 700	6) 700
6	6) 700	6) 700	6) 700	6) 700	6) 700	7) 700	7) 700	7) 700
7	7) 700	7) 700	7) 700	7) 700	7) 700	8) 600	8) 600	8) 600
8	8) 600	8) 600	8) 600	8) 600	8) 600	9) 600	9) 600	9) 600
Total 1 - 8	10.550	10.650	10.650	11.400	11.350	11.950	11.950	12.850
9	9) 600	9) 600	9) 600	9) 600	9) 600	13) 600	13) 600	13) 600
10	10) 550	13) 600	13) 600	13) 600	13) 600	10) 550	10) 550	6) 550
Total 1 - 10	11.700	11.850	11.850	12.600	12.550	13.100	13.100	14.000
11	12) 550	10) 550	10) 550	10) 550	10) 550	11) 550	11) 550	12) 550
12	12) 550	11) 550	11) 550	11) 550	11) 550	12) 500	12) 550	18) 500
Total 1-12	12.800	12.950	12.950	13.700	13.650	14.150	14.200	15.050
14	14) 480	15) 480	15) 480	15) 480	15) 480	15) 480	15) 480	11) 450
15	15) 400	14) 400	14) 400	14) 400	14) 480	14) 400	14) 400	14) 400
16	16) 350	16) 350	16) 350	18) 400	18) 400	16) 350	16) 350	16) 350
17	17) 300	17) 300	17) 300	16) 350	16) 350	17) 350	17) 300	17) 300
18	18) 300	18) 300	18) 300	17) 300	17) 300	19) 260	19) 260	19) 260
19	19) 260	19) 260	19) 260	19) 260	19) 260	21) 250	21) 250	21) 250
20	20) 209	20) 180	22) 180	21) 250	21) 200	22) 180	22) 180	22) 180
Total 1 - 20	15.599	15.770	16.770	16.690	16.670	16.920	16.920	17.720

Entreprises par ordre d'importance.	REMUNERATIONS SALARIALES BRUTES (millions de F.).							
	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1	1) 254,2	1) 287,6	1) 334,4	1) 431,2	1) 491,5	1) 935,2	1) 972,3	1) 1.166,4
2	2) 217,6	2) 241,7	2) 286,2	2) 316,4	2) 372,9	2) 230,5	2) 231,5	2) 243,0
3	3) 110,3	3) 124,6	3) 144,9	3) 184,4	3) 210,6	4) 118,4	3) 123,4	4) 129,6
4	4) 59,3	4) 76,7	4) 89,2	4) 98,5	4) 112,3	5) 112,2	5) 120,4	5) 128,9
Total 1 - 4	641,4	730,6	854,7	1.030,5	1.187,3	1.396,3	1.447,6	1.667,9
5	5) 59,3	67,1	78,1	86,2	99,1	96,7	103,2	110,5
6	6) 58,2	64,7	6) 76,6	6) 84,7	6) 93,2	6) 94,9	6) 95,5	6) 98,0
7	7) 55,0	7) 63,2	7) 72,4	7) 80,0	8) 93,2	8) 94,9	8) 95,5	8) 98,0
8	8) 54,3	8) 60,4	8) 71,5	8) 79,1	8) 88,6	9) 89,0	9) 92,6	9) 97,2
Total 1 - 8	868,2	986,0	1.153,3	1.360,5	1.561,4	1.771,8	1.834,4	2.071,6
9	9) 50,8	9) 57,5	9) 66,8	9) 77,9	9) 84,2	13) 89,0	13) 92,6	13) 97,2
10	10) 46,6	13) 57,1	13) 66,8	13) 73,9	13) 84,2	10) 81,6	10) 84,8	14) 77,8
Total 1 - 10	965,6	1.101,0	1.286,9	1.512,3	1.729,8	1.942,4	2.011,8	2.246,6
11	11) 48,7	10) 52,7	10) 61,3	10) 67,7	10) 77,2	11) 74,6	11) 75,1	11) 77,0
12	12) 42,7	11) 47,4	11) 56,2	11) 62,1	11) 73,2	12) 74,6	12) 75,1	12) 77,0
Total 1-12	1.057,0	1.201,1	1.404,4	1.642,1	1.880,2	2.091,6	2.162,0	2.400,6
14	14) 40,6	14) 46,0	14) 53,5	14) 59,1	14) 67,1	19) 67,8	19) 68,2	19) 70,0
15	15) 31,0	15) 34,5	15) 40,8	15) 45,2	15) 53,2	15) 54,6	15) 54,6	15) 56,0
16	16) 27,1	16) 30,2	16) 35,7	19) 45,2	19) 53,2	16) 47,4	16) 47,8	16) 49,0
17	17) 24,0	17) 27,4	17) 31,3	16) 39,5	16) 46,6	18) 40,9	17) 44,7	17) 47,8
18	18) 23,3	18) 25,8	18) 30,6	17) 34,6	18) 39,9	17) 35,2	18) 40,9	18) 42,0
19	19) 23,3	19) 25,8	19) 30,6	18) 33,9	17) 34,6	20) 32,2	20) 34,4	20) 36,8
20	20) 18,3	23) 16,8	20) 19,5	20) 26,6	20) 29,5	21) 26,0	21) 27,0	21) 28,3
Total 1 - 20	1.286,9	1.455,0	1.702,6	1.988,3	2.277,5	2.466,9	2.553,6	2.803,4

Entreprises par ordre d'importance	CHIFFRE D'AFFAIRES (en millions de F.).							
	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1	1) 1.250,5	1) 1.252,5	1) 1.333,5	1) 1.678,2	1) 1.800,7	1) 3.282,3	1) 3.720,1	1) 4.320,0
2	2) 938,0	2) 870,0	2) 882,0	2) 954,8	2) 1.027,6	3) 782,1	3) 885,7	5) 900,0
3	3) 522,3	3) 542,7	3) 575,8	3) 719,2	3) 771,7	4) 416,8	4) 473,4	4) 480,0
4	4) 281,4	4) 334,0	4) 355,6	4) 383,6	4) 411,6	6) 411,6	4) 472,4	7) 480,0
Total 1 - 4	2.992,2	2.999,2	3.146,9	3.735,8	4.011,6	4.892,8	5.551,6	6.180,0
5	5) 286,4	6) 314,4	6) 344,4	6) 370,8	6) 397,2	5) 354,7	5) 413,3	5) 420,0
6	6) 281,4	5) 292,2	5) 311,1	5) 335,6	5) 360,1	8) 312,6	8) 354,3	8) 360,0
7	7) 251,2	8) 250,5	8) 266,7	7) 287,7	10) 312,6	10) 312,6	10) 354,3	10) 360,0
8	8) 248,2	10) 250,5	10) 266,7	8) 287,7	10) 306,9	14) 286,5	14) 324,7	11) 288,0
Total 1 - 8	4.059,4	4.106,8	4.335,8	5.017,6	5.388,4	6.159,2	6.998,2	7.608,0
9	9) 234,5	7) 233,2	14) 244,4	10) 263,7	14) 282,9	11) 250,0	11) 288,4	7) 280,0
10	10) 201,0	14) 229,0	7) 236,2	14) 255,7	7) 256,9	7) 249,9	7) 274,4	9) 280,0
Total 1 - 10	4.494,9	4.569,0	4.816,4	5.537,0	5.928,2	6.659,1	7.556,0	8.168,0
11	11) 192,9	9) 217,7	9) 220,5	9) 238,7	9) 256,9	9) 249,9	9) 274,4	14) 270,0
12	12) 184,2	11) 200,4	11) 213,3	11) 230,1	11) 246,9	12) 196,3	12) 215,6	12) 220,0
Total 1 - 12	4.872,0	4.987,1	5.250,2	6.005,8	6.432,0	7.105,3	8.046,0	8.658,0
14	14) 178,9	13) 171,0	13) 173,2	13) 187,5	13) 201,8	19) 178,5	16) 205,1	16) 208,0
15	15) 60,8	15) 124,4	18) 172,2	16) 154,5	16) 172,1	16) 178,1	19) 196,0	19) 200,0
16	16) 121,9	17) 108,8	16) 149,2	15) 136,4	15) 146,8	15) 142,8	20) 157,8	15) 160,0
17	17) 117,2	18) 93,3	15) 126,0	19) 136,4	19) 146,8	20) 157,0	15) 156,8	20) 160,0
18	18) 100,5	19) 93,3	17) 110,0	20) 123,6	20) 132,4	17) 124,9	17) 137,9	17) 140,0
19	19) 100,5	16) 80,8	19) 94,5	17) 119,3	17) 128,4	18) 107,1	15) 117,6	18) 120,0
20	20) 93,8	20) 78,6	20) 86,1	18) 102,3	18) 110,1	21) 91,3	21) 103,5	21) 105,0
Total - 1 - 20	5.829,8	5.908,3	6.334,6	7.153,3	7.672,2	8.261,3	9.336,3	9.971,0

ESTIMATION DES RESULTATS NETS DU SOUS-SECTEUR

Afin d'avoir une idée du montant global des résultats nets du sous-secteur, nous avons procédé de la manière suivante : en recherchant le rapport entre les résultats nets et les capitaux propres des entreprises les plus importantes.

Ce montant a ensuite été appliqué au montant des capitaux propres du secteur.

RAPPORT RESULTATS NETS - CAPITAUX PROPRES
DES ENTREPRISES LES PLUS IMPORTANTES

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Résultats nets (1)	127,6	162,9	148,1	173,4	157,7	63,8	134,4	182,4
Capitaux propres (1)	3.743	4.777	4.818	4.929	5.111	5.759	5.880	6.026
%	3,40	3,41	3,07	3,51	3,20	1,10	2,30	3,02

(1) Millions de francs.

L'on peut également se faire une idée des résultats nets du sous-secteur cotonnier sur base des données suivantes :

DONNEES ANALYSEES (1)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Nombre d'entreprises	239	233	216	223	220	216	215	205
En bénéfice	166	167	160	161	156	151	118	143
En perte	73	66	56	62	64	65	97	62
Bénéfices nets (*)	443,1	415,4	454,3	426,4	522,8	432,0	439,8	641,8
Pertes nettes (*)	172,0	173,0	159,0	161,1	282,0	325,7	185,2	181,4

(*) Millions de francs.

(1) Source I.N.S.

Entreprises les plus importantes	RESULTATS NETS (en Millions de F.)								
	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	
1	(1) 47,7	(2) 41,8	(2) 43,9	(1) 51,0	(1) 48,9	(3) 32,8	(5) 48,8	(3) 76,7	
2	(2) 29,2	(1) 40,5	(1) 43,7	(2) 40,6	(5) 36,4	(1) 31,1	(3) 43,7	(5) 57,4	
3	(3) 15,3	(3) 20,7	(3) 23,5	(3) 22,7	(2) 30,4	(5) 30,4	(1) 42,0	(1) 47,9	
4	(4) 10,5	(5) 17,2	(5) 15,3	(5) 17,1	(3) 27,4	(6) 16,3	(7) 10,9	(7) 14,1	
Total 1-4	102,7	120,2	126,4	131,4	143,1	110,6	145,4	196,1	
5	(5) 9,8	(4) 13,0	(17) 11,7	(6) 9,6	(4) 9,9	(4) 8,9	(4) 10,3	(4) 14,0	
6	(6) 9,0	(6) 9,0	(4) 9,1	(4) 9,3	(6) 9,6	(7) 7,4	(6) 9,5	(30) 12,6	
7	(7) 6,0	(7) 6,4	(6) 9,0	(17) 8,1	(14) 4,2	(17) 4,6	(30) 7,4	(7) 11,3	
8	(8) 3,0	(8) 4,1	(7) 6,3	(7) 7,0	(7) 4,1	(12) 3,4	(17) 3,9	(17) 9,7	
Total 1-8	130,5	152,7	162,5	165,4	170,9	134,9	176,5	243,7	
9	(9) 2,8	(9) 3,5	(14) 4,7	(14) 3,6	(13) 3,5	(11) 3,1	(11) 3,1	(11) 7,0	
10	(10) 2,8	(10) 3,5	(13) 4,1	(11) 3,4	(17) 3,4	(13) 2,7	(14) 1,6	(14) 3,7	
Total 1-10	136,1	159,7	171,3	172,4	177,8	140,7	181,2	254,4	
11	(11) 2,4	(14) 3,4	(8) 3,8	(13) 2,8	(11) 3,1	(14) 2,7	(13) 1,6	(13) 3,0	
12	(12) 1,9	(12) 3,2	(11) 3,2	(27) 2,7	(8) 3,1	(8) 1,5	(8) 1,5	(8) 1,7	
Total 1 - 12	140,4	166,3	178,3	177,9	184,0	144,9	184,3	259,1	
13	(13) 1,8	(11) 2,6	(15) 2,9	(8) 2,2	(12) 1,1	(15) 0,7	(15) 0,7	(27) 1,3	
14	(14) 1,8	(17) 2,0	(18) 2,9	(15) 1,8	(16) 0,9	(16) 0,7	(16) 0,7	(23) 0,7	
15	(15) 0,5	(13) 1,8	(10) 2,0	(16) 1,8	(15) 0,9	(27) 0,2	(26) 0,7	(24) 0,7	
16	(16) 0,5	(30) 0,4	(9) 2,0	(23) 1,3	(9) 0,7	(23) 0,1	(30) 0,4	(25) 0,7	
17	(17) 0,4	(19) 0,0	(26) 0,7	(24) 1,3	(10) 0,7	(24) 0,1	(28) 0,4	(15) 0,6	
18	(18) 0,2	(18) -0,0	(23) 0,3	(25) 1,3	(26) 0,7	(25) 0,1	(9) 0,2	(16) 0,6	
19	(19) 0,1	(21) -0,3	(24) 0,3	(12) 1,0	(23) 0,3	(28) 0,0	(10) 0,2	(28) 0,0	
20	(20) 0,0	(22) -0,3	(25) 0,3	(9) 0,6	(24) 0,3	(29) 0,0	(23) 0,0	(29) 0,0	
Total 1-20	145,7	172,5	189,7	189,2	189,6	146,8	187,6	263,7	

Entreprises les plus importantes	RESULTATS NETS (en Millions de F.)							
	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
21	(21) 0,0	(23) -0,3	(18) 0,2	(10) 0,6	(25) 0,3	(20) -0,1	(24) 0,0	(20)-0,5
22	(22) 0,0	(24) -0,3	(19) 0,0	(20) 0,5	(12) 0,0	(18) -3,6	(25) 0,0	(18)-7,2
23	(23) -0,4	(25) -0,3	(12) 0,0	(18) 0,0	(28) 0,0	(27) -3,6	(28) 0,0	(19)-8,7
24	(24) -0,4	(15) -0,4	(20)-0,7	(19) 0,0	(29) 0,0	(21) -6,9	(19) -0,1	(27)-9,2
25	(25) -0,4	(16) -0,4	(21)-0,9	(28) 0,0	(20)-0,8	(22) -6,9	(27) -7,2	(9)-10,8
26	(26) -0,8	(26) -0,5	(22)-0,9	(29) 0,0	(18)-2,2	(10) -8,7	(18) -7,3	(10)40,8
27	(27) -0,8	(20) -1,2	(28)-1,2	(21) -1,4	(21)-8,7	(9) -8,7	(21) -7,7	(21)-11,0
28	(28) -1,9	(28) -1,9	(21)-1,2	(22) -1,4	(22)-2,5	(19) -9,9	(22) -7,7	(22)41,0
29	(29) -1,9	(29) -1,9	(27)-2,2	(30) -5,3	(27)-3,6	(30)-34,6	(12)-23,2	(12)-12,1
30	(30)-11,5	(27) -2,4	(30)34,7	(27) -8,8	(30)44,4	-	-	-
RESULTATS NETS	145,7	173,1	189,9	190,3	189,9	146,8	187,6	163,7
Valeur négative	18,1	9,0	40,9	15,8	32,2	83,0	53,2	81,3
Total 1-30	127,6	162,1	148,1	174,5	157,7	63,8	134,4	82,4
AUTRES ENTRE- PRISES	143,5	79,4	147,2	91,8	76,9	42,5	120,2	278,0
Total secteur	<u>271,1</u>	<u>241,5</u>	<u>295,3</u>	<u>266,3</u>	<u>234,6</u>	<u>106,3</u>	<u>254,6</u>	<u>360,4</u>
RESULTATS NETS DU SECTEUR (IV) I + IV)	289,2	252,5	337,1	282,1	266,8	289,3	307,8	441,7
	<u>SUR BASE RESULTATS NETS / CAPITAUX PROPRES</u>							
Solde des entreprises	196,6	163,1	130,3	155,1	142,9	40,2	92,3	112,0
Total du sous-secteur	324,2	326,0	278,4	328,5	306,8	104,0	226,7	294,4

ESTIMATION DU CASH FLOW DU SOUS-SECTEUR

Le cash flow global du sous-secteur est estimé en se basant sur le rapport moyen entre le cash flow et les résultats nets des entreprises les plus importantes.

Les coefficients obtenus sont les suivants :

Entreprises les plus importantes	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Cash flow (1)	497,3	565,9	736,2	726,0	745,7	745,0	848,9	1028,9
Résultats nets (1)	127,6	162,9	148,1	173,4	157,7	63,8	134,4	182,4
C.F./R.N.	3,89	3,47	4,97	4,17	4,54	11,6	6,31	5,64

(1) Millions de francs.

**Entreprises
les plus
importantes**
CASH FLOW (en Millions de F.)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1	1) 144,7	1) 152,6	3) 183,3	1) 211,9	1) 240,7	3) 256,2	1) 276,5	3) 358,9
2	2) 73,9	2) 85,0	1) 177,8	3) 167,3	3) 130,1	1) 244,6	3) 256,8	1) 303,9
3	3) 49,0	3) 65,3	2) 78,5	2) 76,0	4) 85,6	4) 77,0	4) 117,5	4) 129,2
4	4) 40,9	4) 52,4	4) 43,3	4) 59,8	2) 82,2	5) 41,7	5) 42,4	5) 51,5
Total 1-4	308,5	355,3	482,9	515,0	538,6	619,5	693,2	843,5
5	5) 38,0	5) 40,6	5) 41,6	5) 41,1	5) 42,8	6) 23,6	8) 22,1	6) 35,0
6	6) 20,4	6) 22,0	6) 31,7	6) 28,1	7) 26,2	11) 20,6	5) 21,2	8) 23,9
7	7) 19,0	7) 20,9	14) 24,2	7) 25,3	6) 24,9	9) 16,2	3) 16,2	21) 22,0
8	8) 17,8	14) 20,4	7) 24,1	14) 14,2	11) 18,0	10) 16,0	10) 16,0	22) 22,0
Total 1-8	403,7	459,2	604,5	623,7	650,5	695,9	768,7	946,4
9	9) 11,5	8) 17,6	8) 17,4	11) 10,7	17) 10,3	7) 15,2	2) 13,9	7) 17,9
10	10) 11,0	9) 12,4	12) 13,1	12) 10,6	21) 10,3	12) 11,3	21) 11,1	9) 12,2
Total 1-10	426,2	489,2	635,0	645,0	671,1	722,4	793,0	976,5
11	11) 10,0	10) 12,0	13) 13,1	13) 10,6	22) 10,0	13) 11,3	22) 11,1	12) 12,1
12	12) 8,7	11) 10,0	17) 12,5	17) 10,3	9) 9,4	17) 7,7	12) 9,9	13) 12,0
Total 1-12	444,9	511,2	660,6	665,9	690,5	741,4	814,0	1.000,6
13	13) 8,7	15) 9,1	11) 10,0	24) 10,2	11) 9,0	24) 7,4	13) 9,9	10) 12,0
14	14) 8,3	17) 8,2	9) 9,0	9) 9,0	12) 8,4	8) 7,3	11) 9,5	11) 9,7
15	15) 6,6	12) 7,8	10) 9,0	10) 9,0	13) 8,4	15) 6,1	18) 8,1	14) 8,2
16	16) 6,5	13) 7,8	20) 8,9	16) 7,7	15) 8,3	27) 3,7	14) 8,0	17) 6,8
17	17) 6,4	16) 6,5	15) 8,1	8) 7,0	16) 7,2	28) 3,7	17) 6,1	15) 4,1
18	18) 4,5	18) 4,4	24) 7,0	15) 5,9	24) 5,3	29) 3,7	25) 4,9	25) 2,4
19	19) 4,0	24) 3,9	16) 5,6	26) 5,1	8) 4,1	25) 3,0	15) 3,2	23) 1,7
20	20) 2,6	19) 3,2	19) 3,9	27) 5,1	8) 3,6	23) 1,1	23) 1,6	24) 1,3
Total 1-20	492,5	562,1	722,1	724,9	744,8	776,4	865,3	1.046,8

Entreprises les plus importantes	CAPITAUX PROPRES (millions F.)							
	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1	1) 614	1) 1.617	1) 1.622	1) 1.624	1) 1.624	1) 2.646	1) 2.693	1) 2.791
2	2) 477	2) 481	2) 481	2) 496	2) 504	3) 434	3) 434	3) 434
3	3) 431	3) 431	3) 431	3) 434	3) 434	4) 263	4) 263	4) 263
4	4) 309	4) 269	4) 263	4) 263	4) 263	13) 257	13) 257	8) 262
Total 1 - 4	1.831	2.798	2.797	2.817	2.825	3.647		3.750
5	5) 227	5) 227	5) 227	5) 227	5) 229	5) 231	8) 242	13) 257
6	6) 207	6) 211	6) 211	6) 211	6) 211	8) 230	5) 231	5) 231
7	7) 180	7) 180	7) 190	7) 196	7) 203	6) 212	7) 218	7) 223
8	8) 164	8) 169	8) 175	8) 175	8) 185	7) 201	6) 212	6) 212
Total 1 - 8	2.609	3.585	3.600	3.626	3.653	4.474	4.550	4.673
9	9) 128	9) 132	9) 135	10) 140	10) 147	10) 152	10) 162	10) 172
10	10) 120	10) 120	10) 127	10) 138	9) 141	9) 144	9) 147	9) 150
Total 1 - 10		3.837	3.862	3.904	3.941	4.770	4.859	4.995
11	11) 116	11) 116	11) 123	11) 131	11) 136	11) 142	11) 147	11) 147
12	12) 96	15) 103	12) 110	12) 118	19) 134	12) 135	12) 140	12) 144
Total 1 - 12	3.069	4.056	4.095	4.159	4.211	5.047	5.146	5.286
13	13) 90	12) 97	15) 103	18) 106	12) 132	18) 114	18) 117	23) 118
14	14) 88	13) 93	13) 92	15) 103	18) 110	15) 103	15) 103	15) 103
15	15) 69	14) 88	14) 84	13) 88	13) 106	14) 83	14) 83	14) 83
16	16) 59	16) 59	16) 59	14) 84	15) 103	17) 60	17) 66	18) 66
17	17) 50	17) 52	17) 55	17) 57	14) 82	16) 53	16) 62	17) 65
18	18) 43	18) 51	18) 51	16) 56	17) 60	23) 53	23) 53	16) 53
19	19) 41	19) 43	19) 42	19) 44	16) 54	19) 46	19) 48	19) 48
20	20) 41	20) 41	20) 40	20) 40	23) 53	20) 40	20) 41	20) 41
Total 1 - 20	3.550	4.580	4.621	4.731	4.911	5.599	5.719	5.863

Entreprises les plus importantes	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1	1) 186,0	1) 228,7	1) 316,4	1) 297,3	1) 283,7	1) 330,2	1) 236,0	1) 292,6
2	2) 93,9	2) 98,3	2) 101,9	18) 86,0	3) 88,0	14) 167,6	3) 129,9	3) 157,6
TOTAL 1-2	279,9	327,0	418,3	383,3	371,7	497,8	365,9	450,2
3	5) 85,4	13) 71,7	3) 68,0	20) 86,0	4) 68,8	3) 84,9	5) 62,8	14) 134,0
4	4) 41,7	3) 70,8	13) 48,5	3) 83,8	2) 75,4	8) 49,7	14) 41,5	4) 44,2
TOTAL 1-4	407,0	469,5	534,8	553,1	515,9	632,4	470,2	628,4
5	5) 40,9	8) 39,8	11) 43,0	2) 63,4	8) 65,9	4) 32,5	13) 38,9	8) 34,4
6	6) 34,1	11) 38,2	8) 39,5	12) 54,1	10) 30,3	13) 28,2	4) 37,9	5) 29,5
7	7) 25,1	30) 29,1	10) 39,3	13) 46,5	5) 29,4	6) 20,1	8) 34,9	13) 29,1
8	8) 24,9	14) 25,6	30) 22,7	8) 43,7	12) 29,0	7) 20,1	6) 23,3	10) 28,9
TOTAL 1-8	532,0	602,2	679,3	760,8	670,5	733,3	605,2	750,3
9	9) 20,7	6) 23,2	6) 21,0	10) 39,5	13) 25,9	10) 18,6	7) 23,3	6) 28,4
10	10) 20,7	7) 23,2	7) 20,9	30) 33,9	7) 19,2	3) 17,7	9) 22,8	7) 28,4
TOTAL 1-10	573,4	648,6	721,2	834,2	715,6	769,6	651,7	807,1
11	11) 19,1	10) 20,4	12) 20,0	16,8	6) 19,2	9) 14,7	12) 15,3	20) 19,3
12	12) 19,1	9) 20,2	19) 17,3	19) 15,1	20) 17,2	11) 14,5	30) 15,2	9) 15,4
TOTAL 1-12	611,6	689,2	758,5	866,1	752,0	798,8	681,5	841,8
13	13) 16,5	12) 20,0	20) 15,7	7) 14,1	18) 17,2	15) 11,3	10) 14,5	12) 13,5
14	14) 10,7	21) 11,3	4) 12,2	6) 13,2	19) 12,6	12) 10,6	21) 7,4	21) 12,8
15	15) 9,6	19) 9,5	20) 11,3	14) 10,9	14) 10,2	18) 10,6	20) 7,4	18) 9,3
16	16) 7,5	26) 7,4	18) 9,4	21) 10,8	21) 8,6	20) 10,6	18) 7,4	20) 9,3
17	17) 7,5	4) 6,7	20) 9,4	9) 9,8	9) 7,6	21) 9,4	17) 6,6	19) 6,8
18	18) 5,6	15) 6,0	27) 9,1	25) 7,2	15) 6,6	17) 4,9	19) 6,0	19) 6,8
19	19) 5,3	14) 5,7	16) 8,3	15) 5,0	17) 5,7	19) 4,9	22) 3,7	28) 6,4
20	20) 3,6	27) 5,7	9) 7,7	4) 4,9	26) 4,7	25) 2,3	28) 3,7	29) 6,4
TOTAL 1-20	677,9	761,5	841,6	942,0	825,2	863,4	738,5	912,7

PART RELATIVE DES ENTREPRISES LES PLUS IMPORTANTES.

Les tableaux suivants ont pour objet de mettre en évidence l'évolution de la part relative des entreprises par ordre d'importance.

Les résultats sont obtenus sur base de renseignements disponibles en valeur absolue.

En ce qui concerne l'analyse de la part relative des entreprises les plus importantes du sous-secteur qui se rapporte aux variables financières, notons que le pourcentage le plus élevé ne correspond pas nécessairement à l'ordre d'importance 1-30, mais plus généralement à celui de 1-20.

Ceci est dû au fait que certains chiffres négatifs, comme il a été dit antérieurement, réduisent le total du sous-secteur.

CLASSIFICATION DES VARIABLES PAR CLASSES DE GRANDEUR DE LA
VARIABLE.

Généralement, la classification des variables par classes de grandeur n'est réalisée que pour les personnes occupées. Les résultats obtenus sont insuffisants. C'est pourquoi nous nous sommes efforcés d'analyser les autres variables de classes de grandeur afin de dégager une évolution comparative par variable.

PERSONNES OCCUPEES PAR CLASSES DE GRANDEUR

NOMBRE D'ENTREPRISES

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 1.000	3	3	3	3	3	2	2	2
500-999	10	10	10	10	10	11	11	10
250-499	6	6	6	7	7	6	6	7
< 250	326	310	304	301	290	227	258	246
TOTAL	345	329	323	321	310	296	277	265(*)

PERSONNES OCCUPEES

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 1.000	7.100	7.100	7.100	7.850	7.850	7.850	7.850	8.750
500-999	6.200	6.400	6.400	6.400	6.350	6.350	6.900	6.880
250-499	2.090	2.090	2.090	2.190	2.190	1.790	1.790	2.840
< 250	25.629	23.550	22.827	18.721	17.470	14.536	14.016	18.325
TOTAL	41.019	39.140	38.417	35.161	33.800	30.526	30.556	36.795

(*) Estimation

REMUNERATIONS SALARIALES BRUTES PAR CLASSE

DE GRANDEUR (en Millions de F.)

NOMBRE D'ENTREPRISES

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
>100	3	3	3	3	4	4	5	5
50-99	6	8	11	11	12	11	10	10
20-49	10	8	5	8	8	9	9	9
< 20	326	310	304	297	286	273	254	241
TOTAL	345	329	323	321	310	297	278	265(*)

REMUNERATIONS SALARIALES BRUTES

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 100	582,1	653,9	765,5	932,4	1.187,3	1.396,9	1.550,8	1.778,4
50-99	336,9	499,8	748,6	827,3	939,0	888,3	808,0	821,1
20-49	349,6	284,6	169,6	267,9	241,4	270,3	284,6	296,8
< 20	1.852,4	2.110,7	2.233,3	1.870,4	1.006,3	1.657,5	2.140,6	1.514,7
TOTAL.	3.121	3.549	3.917	3.898	3.374	4.213	4.784	4.411

(*) Estimation

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR CLASSE DE GRANDEUR (en Millions de F.)

NOMBRE D'ENTREPRISES

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 1.000	1	1	1	1	2	1	1	1
500-999	2	2	2	2	1	1	1	1
200-499	7	9	9	9	11	9	12	13
< 200	335	317	311	309	296	286	264	250
TOTAL	345	329	323	321	310	297	278	265(*)

CHIFFRE D'AFFAIRES

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 1.000	1.250,5	1.252,5	1.333,5	1.678,2	2.828,3	3.282,3	3.720,7	4.320,0
500-999	1.460,3	1.412,7	1.457,8	1.674,0	771,7	782,1	885,7	900,0
200-499	1.779,1	2.321,9	2.458,9	2.653,6	3.231,7	2.844,6	3.860,9	4.066,0
< 200	11.853,1	11.735,9	12.296,8	11.744,2	11.923,3	10.254,0	10.692,7	10.227,0
TOTAL	16.347	16.723	17.547	17.750	18.755	17.163	19.160	19.513

(*) Estimation

RESULTATS NETS PAR CLASSES DE GRANDEUR (en Millions de F.)

NOMBRE D'ENTREPRISES

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 20	2	3	3	3	4	3	3	3
10-19	2	2	2	1	-	1	2	4
5-9	3	2	3	4	2	2	2	2
< 5	338	322	315	313	304	291	271	258
TOTAL	345	329	323	321	310	297	278	265(*)

RESULTATS NETS (1)

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 20	76,9	103,0	111,1	114,3	143,1	94,3	134,5	182,0
10-19	25,8	30,2	27,0	17,1	-	16,3	21,2	52,0
5-9	24,8	15,4	24,4	34,0	19,5	16,3	16,9	16,7
< 5	196,7	177,4	115,9	163,1	144,2	- 22,9	54,1	43,7
TOTAL	324,2	326,0	278,4	328,5	306,8	104,0	226,7	294,4

(*) Estimation

(1) sur base résultats nets/capitaux propres

CASH FLOW PAR CLASSE DE GRANDEUR (en Millions de F.)

ENTREPRISES

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 50	2	4	3	4	4	3	3	4
20-49	4	4	5	3	3	3	3	4
< 20	339	322	315	314	303	291	272	257
TOTAL	345	329	323	321	310	297	278	265(*)
		<u>CASH FLOW</u>						
CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 50	218,6	355,3	439,6	515,0	538,6	577,8	650,8	843,5
20-49	148,3	103,9	164,9	94,5	93,9	85,9	85,7	102,9
< 20	868,8	666,8	781,2	761,6	761,2	544,6	684,8	715,1
TOTAL	1.235,7	1.126,0	1.385,7	1.371,1	1.393,7	1.208,3	1.421,3	1.661,5
(*) Estimation								

CAPITAUX PROPRES PAR CLASSE DE GRANDEUR (en Millions de F.)

NOMBRE D'ENTREPRISES

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 500	1	1	1	1	2	1	1	1
200-499	5	5	5	5	5	7	7	7
< 200	339	323	317	315	303	289	270	257
TOTAL	345	329	323	321	310	297	278	265(*)

CAPITAUX PROPRES

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 500	1.614	1.617	1.622	1.624	2.128	2.646	2.740	2.791
200-499	1.621	1.619	1.613	1.631	1.340	1.828	1.857	1.882
< 200	5.301	6.325	6.471	6.104	6.121	4.981	5.310	5.067
TOTAL	8.536	9.561	9.706	9.359	9.589	9.455	9.907	9.740

(*) Estimation

INVESTISSEMENTS BRUTS PAR CLASSE DE GRANDEUR (en Millions de F.)

NOMBRE D'ENTREPRISES

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 25	5	3	3	5	6	4	3	3
10-24	6	8	8	5	6	3	8	8
< 10	334	318	312	311	298	290	267	254
TOTAL	345	329	323	321	310	297	278	265 (*)

INVESTISSEMENTS BRUTS

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 25	572,4	602,8	679,3	821,9	720,1	791,4	618,1	771,0
10-24	91,8	95,9	132,6	92,7	83,2	35,1	117,1	118,1
< 10	248,0	470,1	319,1	63,4	304,9	339,7	492,7	412,8
TOTAL	912,2	1.168,8	1.131,0	978,0	1.108,2	1.166,2	1.227,9	1.301,9

(*) Estimation

IMPORTATIONS-EXPORTATIONS TOTALES DANS LA C.E.E. ET PAR PAYS

MEMBRE DE LA C.E.E.

1
2
3
4

5
6
7
8

REMARQUE PREALABLE

Les statistiques du commerce extérieur des produits cotonniers restent sujettes à contenir et peuvent présenter des divergences avec les chiffres d'affaires du sous-secteur.

Ces divergences peuvent s'appliquer pour les raisons suivantes :

1. les statistiques de l'U.E.B.L. tiennent compte des chiffres spécifiques au grand duché de Luxembourg.
2. les statistiques comprennent également des chiffres concernant le négoce proprement dit.
3. il existe éventuellement des articles répertoriés dans "Produits cotonniers" à l'exportation mais qui ne sont pas repris dans la production.

o

o o

INDICE DE LINDA (L)



INDICE DE LINDA (L)

Les graphiques qui matérialisent les résultats du calcul de l'indice de LINDA (L) qui font l'objet des annexes de ce rapport font apparaître une relation dans l'évolution de la concentration de l'effectif et du chiffre d'affaires des entreprises les plus importantes du sous-secteur.

En effet, cet indice se situe en 1962 entre 0,6 et 1,3 et passe en 1969 aux environs de 0,2 -0,3.

En ce qui concerne les autres indices de concentration, il apparaît, également un parallélisme entre les résultats du calcul de l'indice.

Suivant l'indice de LINDA, les résultats nets situés en 1962, entre 0,38 et 0,70 passent en 1969 entre 0,58 et 0,95

Dans le cas des investissements bruts, les résultats apparaissent beaucoup plus réguliers que pour les résultats nets.

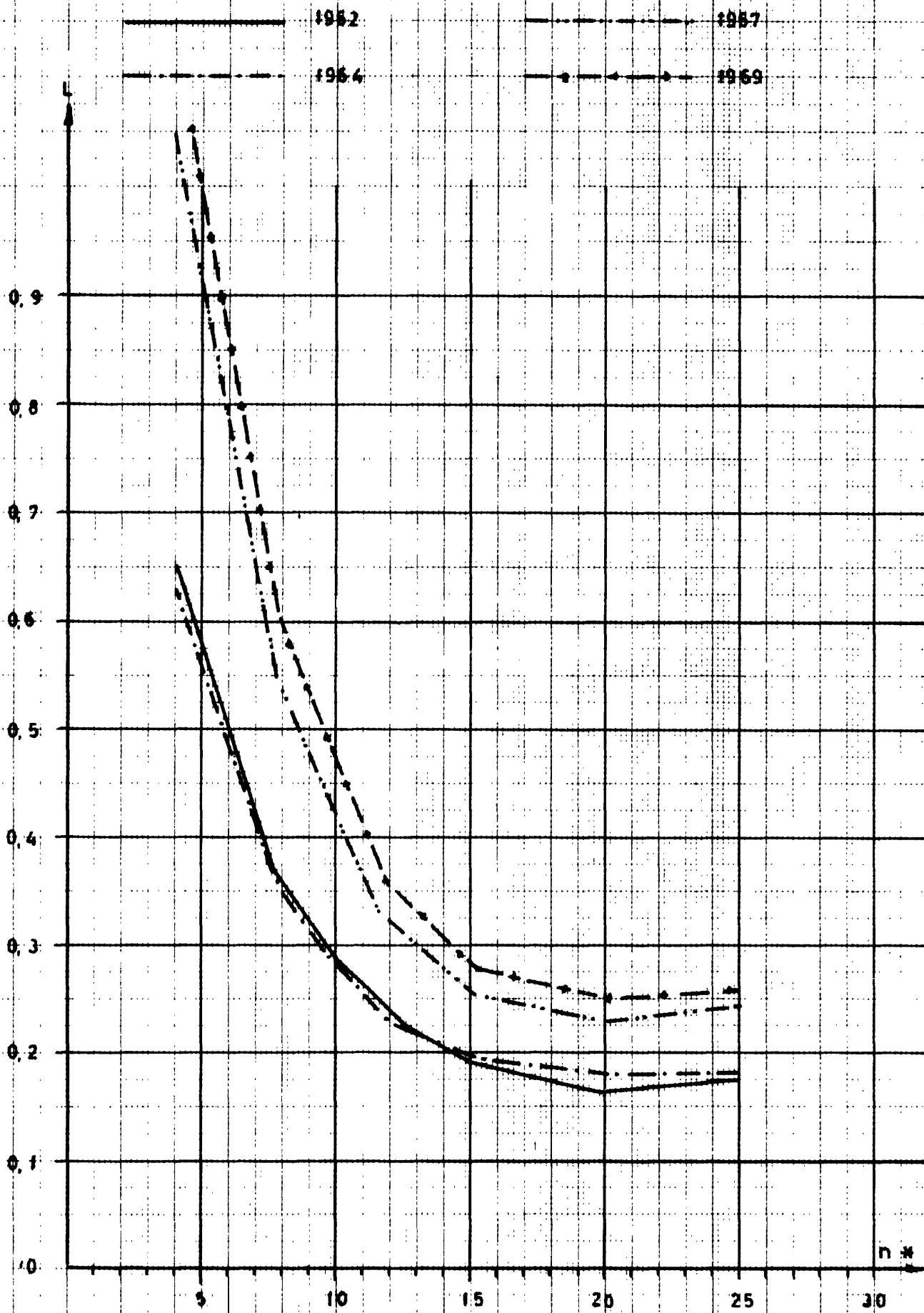
°

°

°

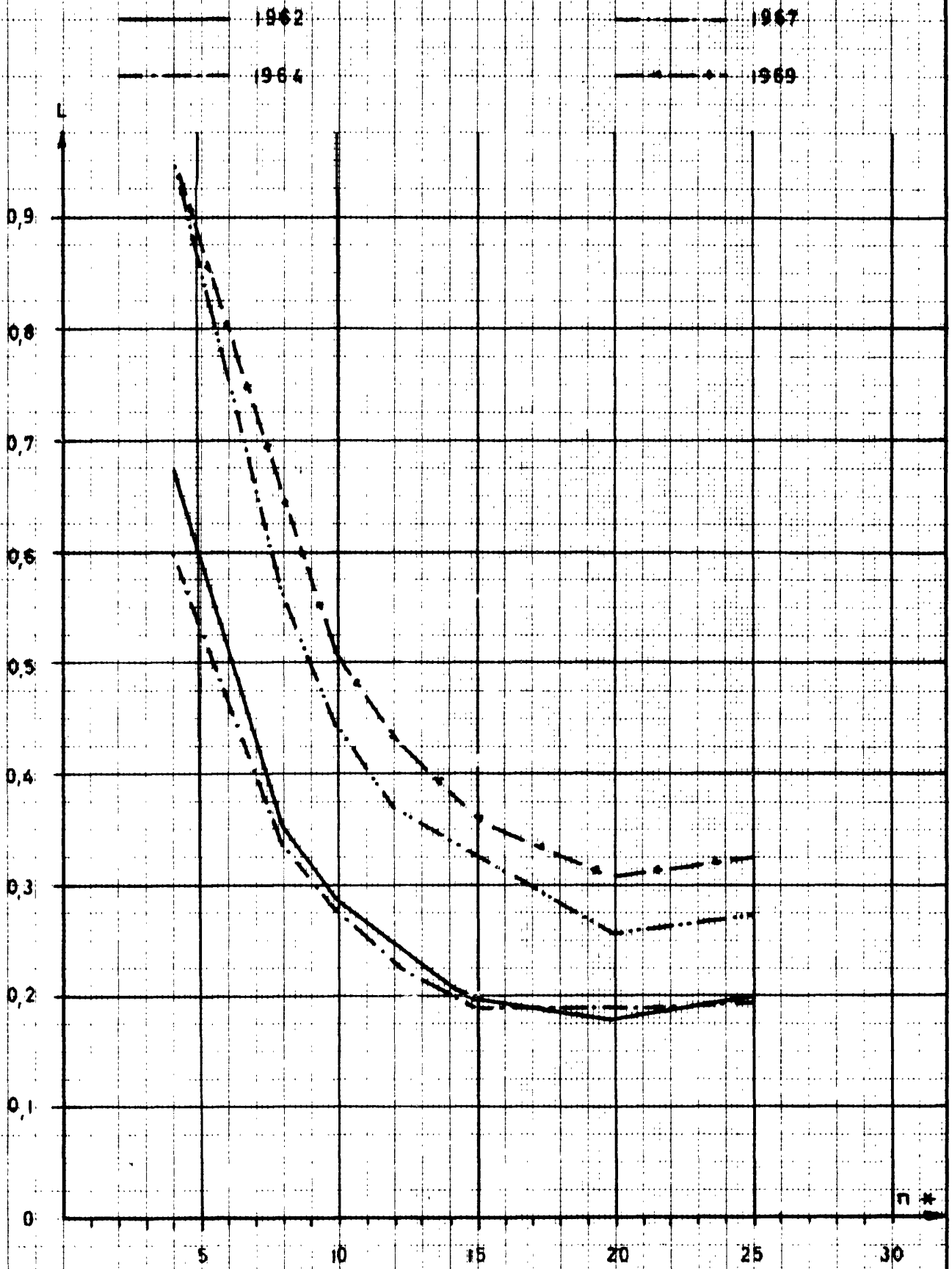
INDICE DE LINDA L

GRAPHIQUE N°1 - EFFECTIF DES 25 PREMIERES ENTREPRISES



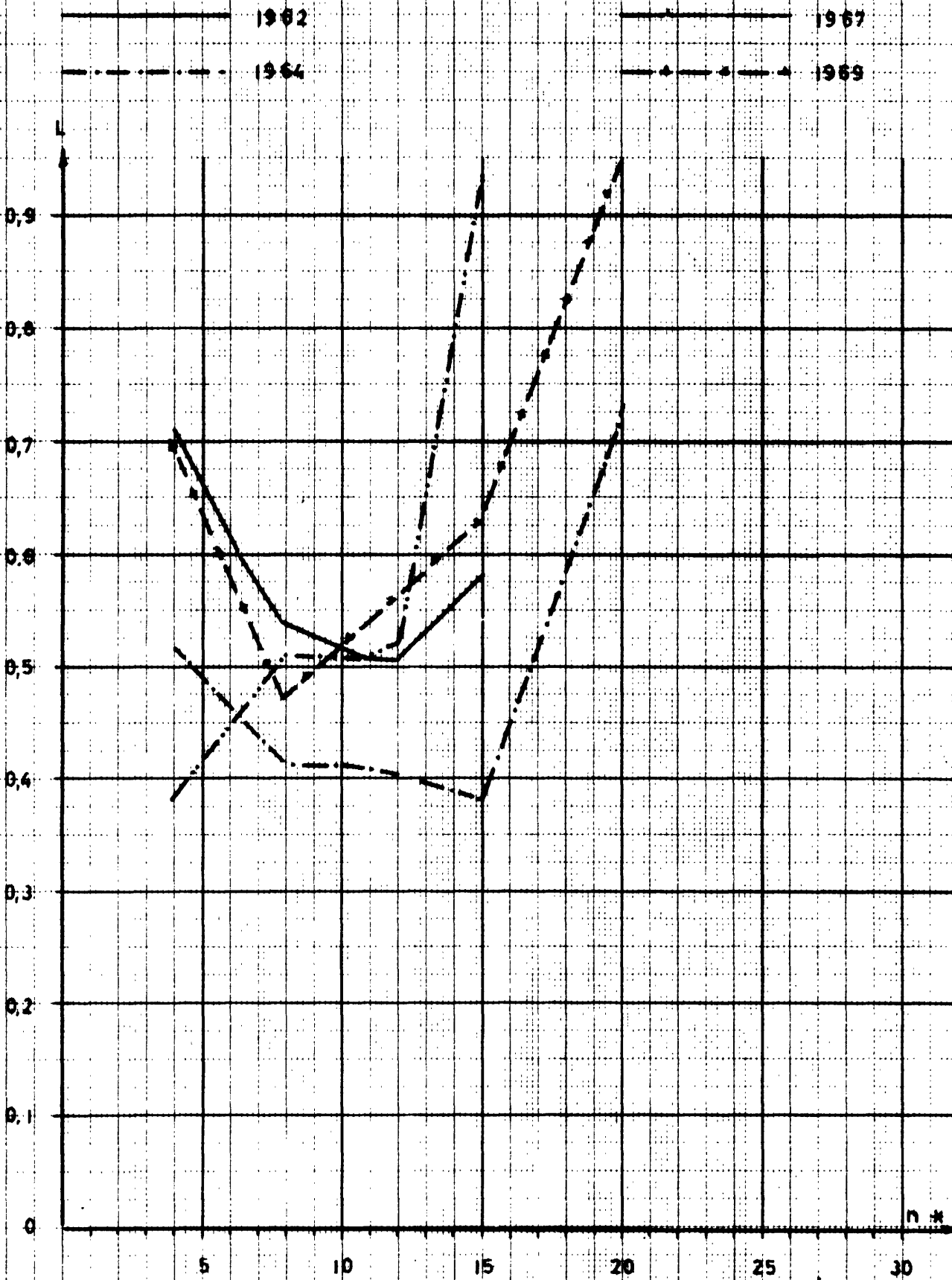
INDICE DE LINDA L

GRAPHIQUE 2 - CHIFFRE D'AFFAIRES DES 25 PREMIERES ENTREPRISES



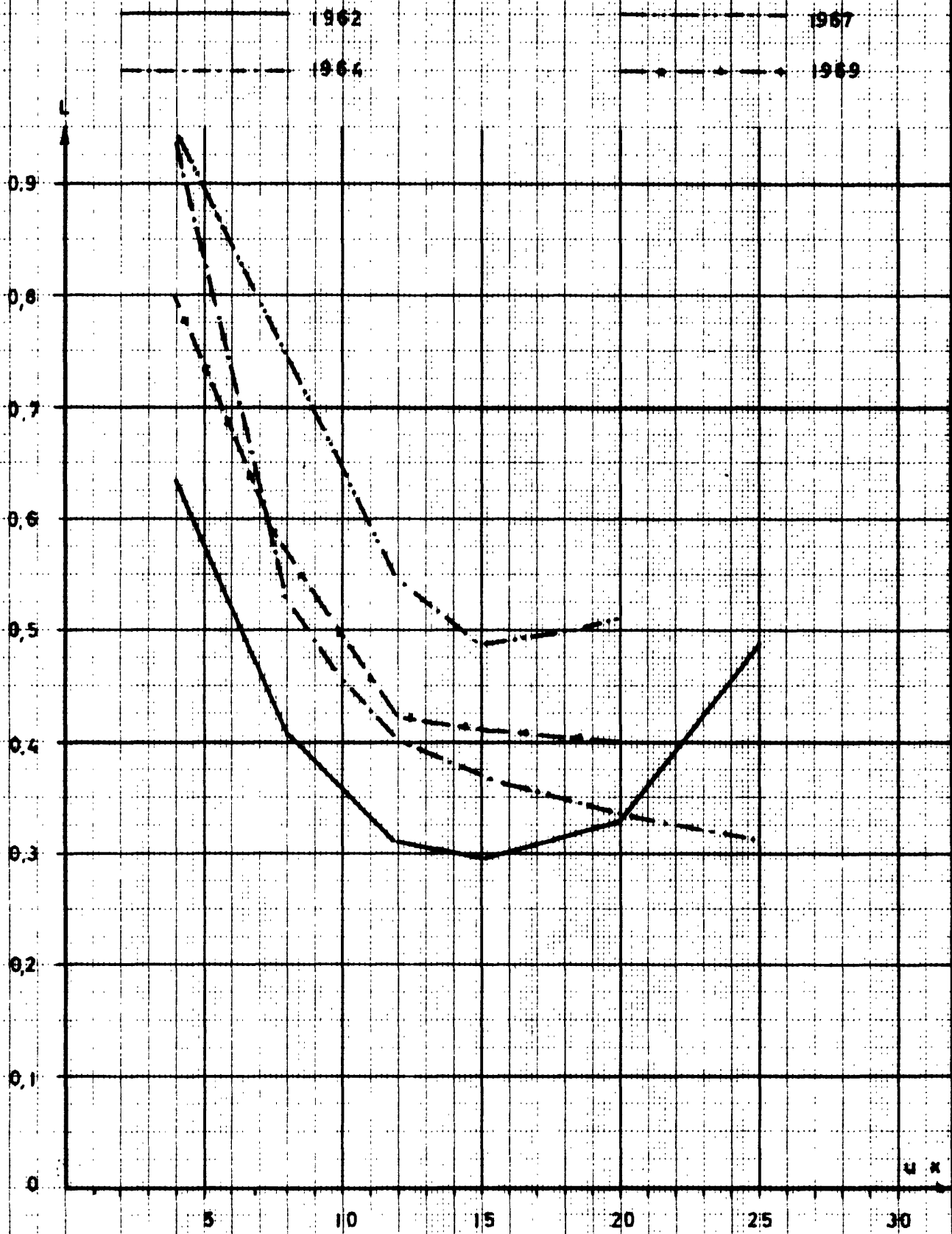
INDICE DE LINDA L

GRAPHIQUE N°3 - RESULTATS NETS DES 20 PREMIERES ENTREPRISES



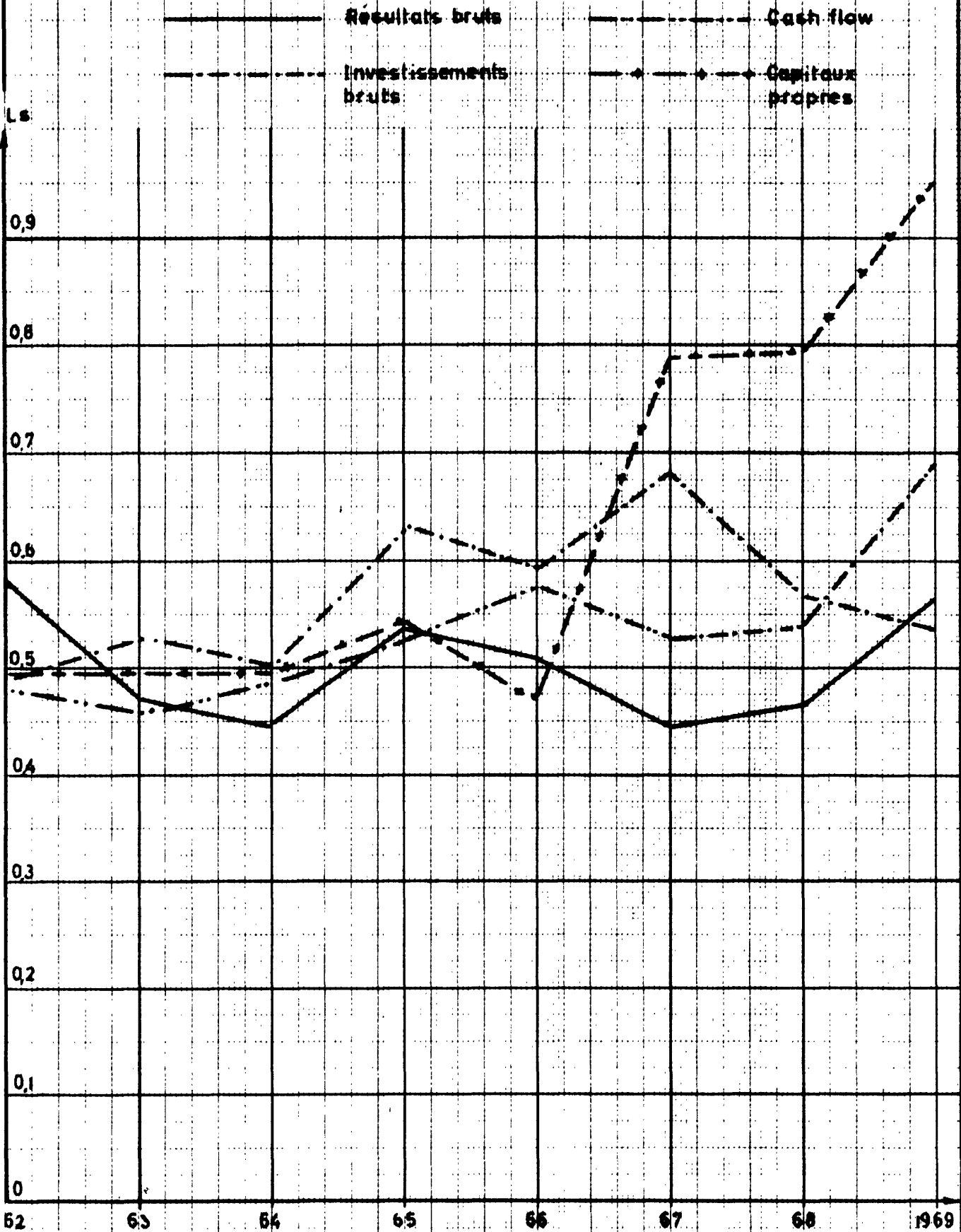
INDICE DE LINDA L

GRAPHE N°4 - INVESTISSEMENTS BRUTS DES 25 PREMIERES GRANDES ENTREPRISES



GRAPHE N°5

INDICE Ls



STUDIA v.z.w.d.
Atrebatenstraat, 148,
1040 BRUSSEL

Réf.: 220.134.03
P.040/325

COMMISSION DES COMMUNAUTES
EUROPEENNES
Direction générale de la
Concurrence
Rue de la Loi, 200
1040 BRUXELLES

L'EVOLUTION DE LA CONCENTRATION
ECONOMIQUE DANS LE GROUPE SECTORIEL 237 N.I.C.E.

BONNETERIE

Bruxelles, mai 1973.

J. HALLET
Economiste.

S O M M A I R E

	<u>Pages.</u>
<u>PORTEE DE L'ETUDE</u>	1
<u>CONTENU DE LA CLASSIFICATION N.I.C.E.</u>	2
<u>GROUPE SECTORIEL 237 N.I.C.E. BONNETERIE</u>	3
<u>EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA BONNETERIE</u>	4
<u>STRUCTURE SECTORIELLE DE LA BONNETERIE DE</u> <u>1962 A 1969</u>	14
<u>ANALYSE DES ENTREPRISES LES PLUS IMPORTANTES</u>	19
<u>PART ABSOLUE DES ENTREPRISES LES PLUS IMPORTANTES</u>	19
Personnes occupées	20
Rémunérations salariales brutes	22
Chiffre d'affaires	24
Résultat nets	27
Cash flow	29
Capitaux propres	30
Investissements bruts	31
<u>PART RELATIVE DES ENTREPRISES LES PLUS IMPORTANTES</u>	32
Personnes occupées	33
Rémunérations salariales brutes	34
Chiffre d'affaires	35
Résultats nets	36
Cash flow	37
Capitaux propres	38
Investissements bruts	39
<u>CLASSIFICATION DE LA VARIABLE PAR CLASSES DE</u> <u>GRANDEUR DE LA VARIABLE</u>	40

II.

	<u>Pages.</u>
Personnes occupées	41
Rémunérations salariales brutes	43
Chiffre d'affaires	45
Résultats nets	46
Cash flow	48
Capitaux propres	50
Investissements bruts	51
<u>VALEUR POSITIVE DE LA VARIABLE POUR LES 11</u>	52
<u>PREMIERES ENTREPRISES</u>	
Résultats nets	53
Cash flow	55
Investissements bruts	58
<u>IMPORTATIONS EXPORTATIONS TOTALES DANS LA</u>	60
<u>C.E.E. ET PAR PAYS MEMBRE DE LA C.E.E.</u>	

PORTEE DE L'ETUDE

Cette étude a pour objet l'analyse quantitative et qualitative de l'évolution de la concentration économique et de ses effets de 1962 à 1969 en Belgique dans le sous-secteur suivant :

GROUPE SECTORIEL 23 - N.I.C.E. - INDUSTRIE TEXTILE

237 BONNETERIE.

o

o

o

CONTENU DE LA CLASSIFICATION N.I.C.E.

Le sous-secteur 237 du groupe sectoriel 23 - N.I.C.E. - INDUSTRIE TEXTILE se compose des activités suivantes :

237.1. Fabrication de bas, sous-bas, protège-bas, chaussettes, mi-chaussettes, socquettes et articles similaires

237.2. Fabrication d'autres articles de Bonneterie

237.2.1. Etoffes de bonneterie non élastique ni caoutchoutée destinées à la vente.

237.2.2. Fabrication de bérets et autres coiffures foulées.

237.2.3. Fabrication d'articles de bonneterie (gants, layettes, sous-vêtements, vêtements de dessus, maillots de bain tricotés).

Le groupe "Bonneterie" n'inclut donc que les établissements lesquels la production d'articles d'habillement tricotés commence à partir de fils. La seule confection d'articles sans fabrication de tissus à mailles est classée dans l'industrie de l'habillement.

o

o

o

GROUPE SECTORIEL 237 N.I.C.E.

BONNETERIE

EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA BONNETERIE

Indépendamment de manifestations concrètes, le secteur de la Bonneterie Belge montre un certain dynamisme sur le plan de l'organisation et de la gestion des entreprises et des résultats pratiques ont été acquis.

1. Coopération à l'information réciproque.

Périodiquement, des enquêtes permettent de connaître et de recenser les besoins, les possibilités et les disponibilités des entreprises dans plusieurs domaines

- achat ou cession d'équipements industriels ou de matières premières,
- sous-traitance (travail à façon),
- utilisation communautaire de matériel de gestion.

2. Comparaisons inter-entreprises.

Ces comparaisons sont effectuées à l'échelon national et international et portent aujourd'hui sur des informations de gestion générale (gestion de stocks, chiffre d'affaires, délais moyens de paiement ...).

Ces comparaisons pourraient porter également sur la gestion financière en fonction de l'intérêt et des résultats obtenus.

3. Coopération commerciale.

Certains rapprochements sont envisagés avec succès dans le domaine commercial. Il s'agit de la mise en commun des forces de vente de plusieurs entreprises intéressées dans le domaine de l'exportation.

Il s'agit d'un premier pas, car d'autres formules sont examinées dans le domaine commercial (inter-représentation et direction commerciale de haut niveau). Dans ce cas, les répercussions des mesures prises sont rapides et parfois inattendues.



Influence des pouvoirs publics.

Le rôle que joue les Pouvoirs Publics dans la position concurrentielle des secteurs économiques est très important ; il faut donc en tenir compte.

Il s'agit de mesures spécifiques qui ont une répercussion directe sur un secteur ou un sous-secteur particulier. Par contre, des mesures de politique générale dans les domaines économique et financier ont également une influence considérable sur l'évolution d'un secteur ou d'un sous-secteur, même si leur effet n'est pas à court terme.

C'est pourquoi les Pouvoirs Publics interviennent de diverses manières en favorisant :

- les initiatives privées prises par des plus petites entreprises bien gérées pour renforcer leurs structures internes et leurs moyens d'action.
- les efforts collectifs entrepris par des entreprises de cette taille sur le plan de la création, de l'innovation et de la promotion commerciale.



Conclusions.

Les entreprises de format européen font encore aujourd'hui défaut dans notre pays.

On entend par là des entreprises dont la dimension individuelle et les méthodes de gestion technique et commerciale permettent leur développement sur le marché intérieur, mais aussi sur le plan plus large de la C.E.E.

Dans ce secteur, les sociétés de capitaux restent largement minoritaires.

Part des sociétés anonymes des l'ensemble
des entreprises de bonneterie

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Sociétés anonymes	130	126	121	133	133	130	128	122
Entreprises totales	420	419	413	403	427	415	408	400

Il est donc nécessaire de rechercher la création d'entreprises de plus d'envergure, -sociétés anonymes notamment-, disposant de filiales dans les pays voisins.

Dans le secteur de la bonneterie, il faut cependant être conscient que les fusions et les concentrations ne sont pas la solution unique et inévitable. Bien au contraire, les entreprises de moindre dimension ont aujourd'hui et conserveront encore à l'avenir, un caractère nécessaire et important.

En effet, malgré leur caractère familial prononcé, ces entreprises fournissent une contribution complémentaire appréciable au développement et à l'efficacité globale du secteur.

Il est évident que les mutations qui s'opèrent aujourd'hui dans l'industrie de la bonneterie auront d'ici peu de profondes répercussions sur les structures fondamentales des entreprises de ce secteur.

Des efforts de regroupement sont en cours au niveau des moyens de commercialisation et de promotion dont le manque d'efficacité et la dispersion actuelle risquent d'affaiblir le degré de compétitivité globale du secteur de la bonneterie.

L'évolution des structures tend vers un nombre limité d'entreprises puissantes et au renforcement structurel des petites et moyennes entreprises.

SITUATION FINANCIERE DE LA BONNETERIEInvestissements.

Sur base des renseignements disponibles à l'échelle du secteur, le montant des investissements se répartit de la manière suivante, en considérant que 250 entreprises représentent 90 % de l'activité totale du secteur.

L'ensemble des investissements de ces 250 entreprises est estimé en 1969 à plus de 3 milliards de francs (60 millions US \$) dont la progression depuis le début de la période de référence est d'environ 5 % par an. Ce montant représente un investissement total d'environ 175.000 F par ouvrier.

Il faut noter que depuis 1968, l'accroissement annuel des investissements porte principalement sur la construction de bâtiments et l'équipement de production industrielle et représente en 1969 82 millions de francs sur un total de 90 millions de francs.

Cette modification apparue en 1969 dans l'affectation des dépenses d'investissement doit être probablement mise en rapport avec les accroissements des ventes et le rapport du capital fixe pendant cette même année.

Cette évolution pourrait être l'indice d'une modification de la structure du secteur dans le sens d'une certaine concentration. Mais il s'agit d'une pure hypothèse comme beaucoup d'autres qui doit être considérée dans l'ensemble du problème.

EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS

(Millions de francs)

Année	Equipement	Trans- port	Construc- tions	Bâtiments sociaux		Total
				Terrain	const.	
1962 (1)	-	-	-	-	-	-
1963	302,3	12,3	37,3	-	-	351,9
1964	277,6	12,1	38,6	17,6	2,3	368,6
1965	285,5	13,8	27,6	27,7	2,0	356,9
1966	306,3	16,5	60,5	12,2	3,2	398,9
1967	299,2	16,1	53,3	7,9	2,0	378,7
1968	325,4	12,5	53,2	1,9	4,9	398,0
1969	335,5	11,2	70,4	66,9	4,1	488,1
Moyenne	304,5	13,5	48,7	22,4	3,1	388,7
Structure en %	77,6	3,5	12,4	5,7	0,8	100

Il est également très intéressant de considérer le développement des investissements nets consentis dans la bonneterie, c'est à dire la formation du capital fixe provenant de la différence entre le montant des investissements bruts et celui des amortissements et du capital reporté.

(1) Chiffres indisponibles

Le tableau suivant montre que pendant la période 1963-1969 le montant des investissements bruts est supérieur à celui des amortissements.

Pour 1963, 1965 et 1969, ces investissements ont été de pair avec les cessions dont l'importance est à l'origine de la diminution des capitaux fixes.

Ceci est surtout vrai en 1963, mais il faut ajouter que l'année 1963 fut exceptionnelle pour la Bonneterie Belge.

L'accroissement du capital fixe dépasse 50 millions de francs pour l'ensemble de la période et rien qu'en 1969, il atteint déjà 84 millions.

INVESTISSEMENTS BRUTS ET NETS

(Millions de francs)

Année	Investissements bruts	Investissements nets	Cessions	Amortissements
1962(1)				
1963	352,0	310,6	91,9	50,5
1964	348,7	294,5	45,1	91,0
1965	356,9	319,1	45,8	8,0
1966	398,9	342,3	73,8	17,2
1967	378,8	323,4	30,4	24,9
1968	398,0	321,6	68,0	8,4
1969	488,1	305,9	98,6	83,7
Total	2.721,4	2.217,4	453,5	50,5

Le chiffre d'affaires, taxes non comprises, atteint un montant de 51 milliards de francs pour cette même période, dont 46 milliards se rapportent aux 250 entreprises qui représentent 90 % du marché.

On peut donc en conclure que l'investissement moyen annuel est de 5,9 % du chiffre d'affaires contre 4,8 % pour les amortissements.

Depuis 1967, les amortissements enregistrent une diminution qui est imputable, semble-t-il, à une réduction du profit dans un grand nombre d'entreprises.

(1) Chiffres indisponibles

COMPOSITION DES INVESTISSEMENTS NETS

(Millions de francs)

Année	Equipements	Constructions	Total
1963	290,2	20,4	310,6
1964	271,3	23,2	294,5
1965	293,1	26,0	319,1
1966	309,0	32,9	342,3
1967	291,8	31,6	323,4
1968	287,3	34,3	321,6
1969	273,0	32,9	305,9

En ce qui concerne le mode de financement de ces investissements, nous remarquons un accroissement des moyens propres.

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS BRUTS

(Millions de francs)

Année	Moyens propres	Autres sources	Total	Autofinancement en %
1963	70,6	81,4	352,0	76,9
1964	242,5	106,1	348,7	69,9
1965	296,5	60,4	356,9	83,1
1966	290,3	108,6	398,9	72,8
1967	271,3	107,4	378,8	71,6
1968	334,6	63,5	398,0	84,0
1969	277,6	210,6	488,1	56,8

Ce tableau fait apparaître en 1969 une rupture de l'équilibre entre les modes de financement qui s'était manifestée les années précédentes. La tendance est nettement à la réduction de l'autofinancement.

D'un autre côté, l'accroissement du montant des engagements envers les tiers est une autre indication de la tendance à la concentration tout comme l'accroissement des ventes dont nous avons précédemment parlé.

Dans cette hypothèse, la dette envers les tiers peut être considérée comme un élément favorable.

STRUCTURE SECTORIELLE DE LA BONNETERIE DE 1967 A 1969.

BONNETERIE

NOMBRE D'ENTREPRISES ET PERSONNES OCCUPEES

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969(*)
Entreprises	420	419	413	403	427	415	408	400
Effectif	20.886	21.834	21.333	21.586	22.607	21.291	21.124	21.216
Moyenne	44,0	45,7	46,7	47,3	46,9	45,8	46,5	47,2
	< 99 TRAVAILLEURS							
Entreprises	382	382	373	365	387	375	363	-
Effectif	13.262	14.132	13.038	13.604	14.207	13.306	12.555	-
Moyenne	28,50	29,98	29,57	30,43	30,06	29,50	28,68	-
	100 - 199 TRAVAILLEURS.							
Entreprises	26	24	25	24	23	24	30	-
Effectif	3.727	3.481	3.576	3.556	3.365	3.294	4.072	-
Moyenne	143,3	145,0	143,0	148,1	146,3	137,2	135,7	-
	> 200 TRAVAILLEURS							
Entreprises	12	13	15	14	17	16	15	-
Effectif	3.897	4.231	4.719	4.426	5.035	4.691	4.497	-
Moyenne	324,7	325,4	314,6	316,1	296,1	293,1	299,1	-

(*) Estimation

SOURCE : I.N.S. non compris les entreprises de - de 5 travailleurs.

ENTREPRISES - UNITES D'ACTIVITE ECONOMIQUE
PAR CLASSE DE GRANDEUR

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	
				<u>ENTREPRISES</u>					
100 - 200 0.	563	566	548	546	531	534	527	515	
200 - 500 0.	12	16	19	18	21	17	16	18	
> 500 0.	2	2	2	2	2	2	3	2	
Total	577	584	569	566	554	553	546	535	
				<u>PERSONNEL</u>					
100 - 200 0.	15.662	15.544	16.195	16.638	16.709	16.968	16.386	16.810	
200 - 500 0.	3.060	4.367	5.330	5.298	5.982	5.114	4.472	4.918	
> 500 0.	1.403	1.361	1.467	1.311	1.266	1.252	1.789	858	
Total	20.125	21.272	22.992	23.247	23.958	23.334	22.647	22.586	
				<u>UNITES D'ACTIVITE ECONOMIQUE</u>					
100 - 200 0.	563	566	548	546	531	534	527	515	
200 - 500 0.	12	16	19	18	21	17	16	18	
> 500 0.	2	2	2	2	2	2	3	2	
Total	577	584	569	566	554	553	546	535	

SOURCE : O.N.S.S.

BONNETERIE

CHIFFRE D'AFFAIRES ET REMUNERATIONS SALARIALES BRUTES

(Millions de francs)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969(*)
Chiffre d'affaires	5.087	6.124	6.562	6.846	7.832	7.309	7.846	7.990
Rémunérations salariales brutes	1.223	1.478	1.727	1.899	2.205	2.287	2.448	2.620
%	24,0	24,1	26,3	27,73	28,15	31,29	31,16	32,79
	(*) Estimation.							

SOURCE : I.N.S.

ANALYSE DES ENTREPRISES LES PLUS IMPORTANTES

PART ABSOLUE DES ENTREPRISES LES PLUS IMPORTANTES.

Cette analyse a pour but de rechercher l'évolution de la part absolue des entreprises les plus importantes du sous-secteur, ainsi que l'évolution de la position individuelle de chaque entreprise par rapport aux autres.

- la part des 4, 8, 10, 12, 20 et 30 premières entreprises du sous-secteur pour les variables :

- personnes occupées,
- rémunérations salariales brutes,
- chiffres d'affaires.

Cependant, pour quatre des variables analysées, nous n'avons pu obtenir des renseignements les plus exacts possibles que pour une dizaine d'entreprises les plus importantes.

Dans ces conditions, nous avons jugé plus opportun de ne pas prendre en considération les chiffres dignes d'une trop grande réserve.

Il s'agit des variables suivantes :

- résultats nets,
- cash flow,
- capitaux propres,
- investissements bruts.

Entreprises par ordre d'importance.	PERSONNES OCCUPEES.							
	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1	1) 800	1) 900	1) 900	1) 900	1) 900	1) 900	1) 900	1) 900
2	2) 400	2) 400	6) 425	6) 425	6) 425	6) 515	4) 550	4) 550
3	3) 400	3) 400	2) 400	2) 400	2) 400	2) 400	6) 515	6) 515
4	4) 300	6) 375	3) 400	3) 400	3) 400	3) 400	2) 400	2) 400
Total 1 - 4	1.900	2.075	2.125	2.125	2.125	2.215	2.365	2.366
5	5) 275	4) 300	4) 300	4) 300	17) 375	11) 400	3) 400	3) 400
6	6) 260	5) 275	9) 300	9) 300	4) 300	17) 375	5) 400	5) 400
7	7) 250	9) 250	11) 300	11) 300	11) 300	4) 350	11) 400	1) 400
8	8) 250	11) 250	5) 275	17) 300	5) 275	5) 275	17) 375	7) 375
Total 1 - 8	2.935	3.150	3.300	3.325	3.375	3.615	3.940	3.940
9	9) 250	18) 250	8) 250	5) 275	8) 250	8) 250	8) 250	8) 350
10	10) 209	7) 230	16) 250	8) 250	9) 250	9) 250	9) 250	9) 250
Total 1 - 10	3.394	3.630	3.800	3.850	3.875	4.115	4.440	4.540
11	11) 200	10) 209	17) 250	16) 250	16) 250	16) 250	16) 250	16) 250
12	12) 200	12) 200	7) 230	18) 210	23) 240	18) 240	18) 250	18) 250
Total 1-12	3.794	4.039	4.280	4.310	4.365	4.605	4.940	5.040
13	13) 200	13) 200	18) 210	10) 209	18) 210	23) 240	23) 240	23) 240
14	14) 185	14) 185	10) 209	7) 200	10) 209	10) 226	10) 226	10) 226
15	15) 160	16) 170	12) 200	12) 200	7) 200	7) 200	7) 200	7) 200
16	16) 150	18) 170	13) 200	13) 200	12) 200	12) 200	12) 200	12) 200
17	17) 150	15) 160	15) 200	14) 200	13) 200	13) 200	13) 200	14) 200
18	18) 150	17) 150	14) 185	15) 200	14) 200	14) 200	14) 200	15) 200
19	19) 150	19) 150	19) 150	19) 200	15) 200	15) 200	15) 200	19) 200
20	20) 140	20) 140	26) 150	23) 180	19) 200	19) 200	19) 200	13) 180
Total 1 - 20	5.079	5.364	5.784	5.899	5.984	6.271	6.606	6.686

Entreprises par ordre d'importance.	<u>PERSONNES OCCUPEES.</u>							
	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
21	21) 125	23) 140	20) 140	24) 150	24) 150	24) 150	24) 150	27) 165
22	22) 125	22) 125	27) 130	26) 150	26) 150	26) 150	26) 150	22) 160
23	23) 120	26) 120	22) 125	28) 145	27) 150	27) 150	27) 150	24) 150
24	24) 92	27) 115	23) 120	20) 140	28) 145	28) 145	28) 145	26) 150
25	25) 90	24) 100	21) 100	27) 140	20) 140	20) 140	20) 140	28) 145
Total 1-25	5.521	5.964	6.399	6.624	6.719	7.006	7.126	7.456
26	26) 90	25) 90	24) 100	22) 125	22) 125	22) 125	22) 125	20) 140
27	27) 50	28) 80	25) 90	21) 100	21) 100	21) 100	21) 100	21) 100
28	28) 40	21) 50	28) 80	25) 80	25) 70	25) 90	25) 90	25) 90
29	29) 40	29) 50	29) 70	29) 70	29) 70	29) 70	29) 70	29) 70
30	30) 25	30) 40	30) 40	30) 40	30) 40	30) 40	30) 40	30) 40
Total 1 - 30	5.876	6.274	6.799	7.039	7.124	7.431	7.766	7.826
Solde entrepri- ses	15.010	15.560	14.534	14.547	15.483	13.860	13.358	13.390
Total du sous-secteur	20.886	21.834	21.333	21.580	22.607	21.291	21.124	(*) 21.216
(*)	Estimation							

Entreprises
par ordre
d'importance

REMUNERATIONS SALARIALES BRUTES (Millions de F.)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1	1) 46,780	1) 61,101	1) 72,261	1) 78,293	1) 88,782	1) 96,594	1) 103,710	1) 110,969
2	2) 23,400	2) 27,156	2) 34,123	2) 36,972	2) 41,925	2) 55,273	2) 63,378	2) 67,815
3	3) 23,400	3) 27,156	3) 32,116	3) 34,797	3) 39,459	3) 42,930	3) 59,345	3) 63,499
4	4) 17,550	4) 25,460	4) 32,116	4) 34,797	4) 39,459	4) 42,930	4) 46,093	4) 49,320
TOTAL 1-4	111,130	140,873	170,616	184,859	209,625	237,727	272,526	291,603
5	5) 16,087	5) 20,367	5) 24,087	5) 26,097	5) 36,992	5) 42,930	5) 46,093	5) 49,320
6	6) 15,210	6) 18,670	6) 24,087	6) 26,097	6) 29,594	6) 40,248	6) 46,093	6) 49,320
7	7) 14,624	7) 16,973	7) 24,087	7) 26,097	7) 29,594	7) 37,565	7) 46,093	7) 49,320
8	8) 14,624	8) 16,973	8) 22,080	8) 26,097	8) 27,128	8) 29,515	8) 43,212	8) 46,237
TOTAL 1-8	171,675	213,856	264,957	289,247	332,933	387,985	454,017	481,800
9	9) 14,624	9) 16,973	9) 20,072	9) 23,923	9) 24,662	9) 26,832	9) 28,808	9) 43,155
10	10) 12,226	10) 15,615	10) 20,072	10) 21,748	10) 24,662	10) 26,832	10) 28,808	10) 30,824
TOTAL 1-10	198,525	246,444	305,101	334,918	382,257	441,649	511,633	559,779
11	11) 11,670	11) 14,190	11) 20,072	11) 21,748	11) 24,662	11) 26,832	11) 28,808	11) 30,824
12	12) 11,670	12) 13,578	12) 18,467	12) 18,268	12) 23,675	12) 25,758	12) 28,808	12) 30,824
Total 1 - 12	221,865	274,212	343,640	374,934	430,594	494,239	569,249	621,429
13	13) 11,670	13) 13,578	13) 16,860	13) 18,181	13) 20,715	13) 25,758	13) 27,656	13) 29,592
14	14) 10,822	14) 12,560	14) 16,680	14) 17,398	14) 20,617	14) 24,256	14) 26,047	14) 27,866
15	15) 9,360	15) 11,542	15) 16,058	15) 17,398	15) 19,730	15) 21,465	15) 23,046	15) 24,660
16	16) 8,775	16) 11,542	16) 16,058	16) 17,398	16) 19,730	16) 21,465	16) 23,046	16) 24,660
17	17) 8,775	17) 10,863	17) 16,058	17) 17,398	17) 19,730	17) 21,465	17) 23,046	17) 24,660
18	18) 8,775	18) 10,184	18) 14,854	18) 17,398	18) 19,730	18) 21,465	18) 23,046	18) 24,660
19	19) 8,775	19) 10,184	19) 12,044	19) 17,398	19) 19,730	19) 21,465	19) 23,046	19) 24,660
20	20) 8,190	20) 9,505	20) 12,044	20) 15,658	20) 19,730	20) 21,465	20) 23,046	20) 22,194
TOTAL 1-20	297,007	364,170	464,296	513,161	590,306	673,043	761,224	824,375

Entreprises
par ordre
d'importance.

CHIFFRE D'AFFAIRES (en millions de F.).

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1	1) 220,0	1) 287,1	1) 306,9	1) 322,2	1) 330,0	1) 344,7	1) 371,7	1) 400,5
2	2) 110,0	2) 127,6	6) 144,9	6) 152,1	6) 157,2	6) 197,2	4) 227,1	4) 244,7
3	3) 110,0	3) 127,6	2) 136,4	2) 143,2	2) 148,0	2) 153,2	6) 212,6	6) 229,1
4	4) 82,5	6) 119,6	3) 136,4	3) 143,2	3) 148,0	3) 153,2	2) 165,2	2) 178,0
Total 1 - 4	522,5	661,9	724,6	760,7	786,2	848,3	976,6	1.052,3
5	5) 76,6	4) 95,7	4) 102,3	4) 107,4	17) 138,7	11) 153,2	3) 165,2	3) 178,0
6	6) 71,5	5) 87,7	9) 102,3	9) 107,4	4) 111,0	17) 143,6	5) 165,2	5) 178,0
7	7) 68,7	9) 79,7	11) 102,3	11) 107,4	11) 111,0	4) 134,0	11) 165,2	11) 178,0
8	8) 68,7	11) 68,7	5) 93,7	17) 107,4	5) 101,7	5) 105,3	17) 154,5	17) 166,8
Total 1 - 8	808,0	993,7	1.125,2	1.190,3	1.248,6	1.384,4	1.626,7	1.753,1
9	9) 68,7	18) 79,7	8) 85,2	5) 98,4	8) 92,5	8) 95,7	8) 103,7	8) 155,7
10	10) 57,4	7) 73,3	16) 85,2	8) 89,5	9) 92,5	9) 95,7	9) 103,2	9) 111,2
Total 1 - 10	934,1	1.146,7	1.295,6	1.378,2	1.433,6	1.575,8	1.833,0	2.020,0
11	11) 55,0	10) 66,6	17) 85,2	16) 89,5	16) 92,5	16) 95,7	16) 103,2	16) 111,2
12	12) 55,0	12) 63,8	7) 78,4	18) 75,1	23) 88,8	18) 91,9	18) 103,2	18) 111,2
Total 1-12	1.044,1	1.277,1	1.459,2	1.542,8	1.614,9	1.763,4	2.040,0	2.242,4
13	13) 55,0	13) 63,8	18) 71,6	10) 74,8	18) 77,7	23) 91,9	23) 99,1	23) 106,8
14	14) 50,8	14) 59,0	10) 71,2	7) 71,6	10) 77,3	10) 86,5	10) 93,3	10) 100,5
15	15) 44,0	16) 54,2	12) 68,2	12) 71,6	7) 74,0	7) 76,6	7) 82,6	7) 89,0
16	16) 41,2	18) 54,2	13) 68,2	13) 71,6	12) 74,0	12) 76,6	12) 82,6	12) 89,0
17	17) 41,2	15) 51,0	15) 68,2	14) 71,6	13) 74,0	13) 76,6	13) 82,6	14) 89,0
18	18) 41,2	17) 47,8	14) 63,0	15) 71,6	14) 74,0	14) 76,6	14) 82,6	15) 89,0
19	19) 41,2	19) 47,8	19) 51,1	19) 71,6	15) 74,0	15) 76,6	15) 82,6	19) 89,0
20	20) 38,5	20) 44,6	26) 51,1	23) 64,4	19) 74,0	19) 76,6	19) 82,6	13) 80,1
Total 1 - 20	1.397,2	1.699,5	1.971,8	2.111,6	2.213,9	2.401,4	2.728,0	2.974,8

Entreprises
par ordre
d'importance.

CHIFFRE D'AFFAIRES (en millions de F.).

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
21	21) 34,3	23) 44,6	20) 47,7	24) 53,7	24) 55,0	24) 57,4	24) 61,9	27) 73,4
22	22) 34,3	22) 39,8	27) 44,3	26) 53,7	26) 55,0	26) 57,4	26) 61,9	22) 71,2
23	23) 33,0	26) 38,2	22) 42,6	28) 51,9	27) 55,0	27) 57,4	27) 61,9	24) 66,7
24	24) 25,3	27) 36,6	23) 40,9	20) 50,1	28) 53,6	28) 55,5	28) 59,8	26) 66,7
25	25) 24,7	24) 31,9	21) 34,1	27) 35,8	20) 51,8	20) 53,6	20) 57,8	28) 64,5
26	26) 24,7	25) 28,7	24) 34,1	22) 34,1	22) 46,2	22) 47,8	22) 51,6	20) 62,3
27	27) 13,7	28) 25,5	25) 30,6	21) 34,1	21) 37,0	21) 38,3	21) 41,3	21) 44,5
28	28) 11,0	21) 15,9	28) 27,2	25) 28,6	25) 25,9	25) 34,4	25) 37,1	25) 40,0
29	29) 11,0	29) 15,9	29) 23,8	29) 25,0	29) 25,9	29) 26,8	29) 28,9	29) 31,1
30	30) 6,8	30) 12,7	30) 13,6	30) 14,3	30) 14,8	30) 15,3	30) 16,5	30) 17,8
Total 1 - 30	1.616,0	1.989,3	2.310,7	2.492,9	2.634,1	2.845,3	3.206,7	3.513,0
Solde sous-secteur	3.461,3	4.135,5	4.251,7	4.353,2	5.198,3	4.464,1	4.650,2	4.474,0
Total du sous-secteur	5.087	6.124	6.562	6.846	7.832	7.309	7.856	(*) 7.990
(*)	Estimation.							

ESTIMATION DES RESULTATS NETS DU SOUS-SECTEUR

Les renseignements dont on dispose sur les résultats nets au niveau du sous-secteur total sont les suivants :

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Entreprises recensées	130	126	121	133	133	130	128	122
Entreprises en bénéfice	88	87	91	100	89	96	68	84
Entreprises en perte	42	39	30	33	44	34	60	38
Résultats positifs nets (1)	76,9	70,9	90,5	97,1	77,8	88,3	60,7	69,6
Résultats négatifs nets (1)	17,5	44,1	26,0	24,0	80,0	69,8	77,5	92,4

Nous avons tenu compte des résultats positifs nets du sous-secteur global pour le calcul de la part des entreprises les plus importantes

(1) Millions de francs.

Entreprises par ordre d'importance	RESULTATS NETS (en Millions de Frs)							
	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1	1) 8,006	1) 13,249	1) 13,698	1) 11,371	1) 13,171	1) 13,000	1) 14,296	1) 17,183
2	2) 6,243	4) 3,970	2) 7,507	2) 3,478	11) 6,675	11) 9,506	11) 2,987	11) 2,847
3	3) 4,707	5) 3,714	4) 5,086	5) 3,029	4) 3,079	9) 2,356	9) 2,540	9) 1,966
4	4) 3,997	2) 3,526	3) 2 750	11) 2,844	3) 2,186	2) 1,650	3) 1,876	7) 1,542
TOTAL 1-4	22,953	24 459	29,041	20,722	25,111	26,512	21,699	23,538
5	5) 3,552	3) 2,770	5) 2,437	7) 2,246	2) 1,990	3) 1,290	2) 1,505	5) 1,427
6	6) 3,155	7) 1,922	1) 1,656	3) 2,048	9) 1,883	7) 1,216	7) 1,054	8) 1,355
7	7) 1,916	9) 1,192	9) 1,531	6) 1,687	8) 1,170	10) 1,170	8) 0,418	2) 1,201
8	8) 1,640	11) 0,761	7) 1,354	9) 1,638	6) 1,148	8) 0,152	10) 0,083	10) 0,710
TOTAL 1-8	33,216	31,104	36,019	28,341	31,302	30,340	24,759	28,231
9	9) 1,009	6) 0,632	6) 0,968	4) 1,360	7) 1,051	5) 0,036	5) 0,043	5) 0,440
10	10) 0,377	10) 0,376	10) 0,335	8) 0,680	5) 0,144	6) -4,814	6) 0,009	6) 0,104
I. Résultats nets (I-II)	34,602	32,207	37,532	30,531	32,497	29,616	24,811	28,775
II. Valeur negat.	-	-	-	-	0,482	12,233	8,669	19,786
III. Total 1-11	34,602	32,207	37,532	30,531	32,015	18,143	16,142	8,989
IV. Solde des ent.	42,378	38,693	42,960	66,569	65,785	70,917	44,578	60,611
V. Total sous- sect.	76,980	70,900	90,500	97,100	97,800	88,300	60,720	69,600
VI. Résultats nets sous- secteur (I + IV)	76,980	70,900	90,500	97,100	98,282	100,593	69,389	89,386

ESTIMATION DU CASH FLOW DU SOUS-SECTEUR

Le montant global du cash flow du sous-secteur de la bonneterie est estimé de la manière suivante : sur la base du rapport entre le cash flow et le résultat net des entreprises les plus importantes du sous-secteur.

Les coefficients obtenus sont les suivants :

Entreprises les plus importantes	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Cash Flow (1)	54,375	65,468	74,636	77,326	83,428	72,623	69,238	82,169
Résultats nets (1)	34,602	32,207	37,532	30,531	32,497	30,376	24,811	28,775
C.F./R.N.	1,57	2,01	1,98	2,39	2,56	2,92	2,79	2,85

(1) millions de francs.

CASH FLOW

(Millions de francs)

Entreprises par ordre d'importance	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1	1) 10,910	1) 18,048	1) 18,837	1) 16,548	1) 19,675	1) 23,902	1) 19,147	1) 21,448
2	2) 9,884	1) 10,290	1) 14,394	1) 14,394	1) 18,724	1) 18,000	1) 18,713	1) 21,191
3	3) 8,155	2) 7,137	2) 11,232	4) 10,620	4) 14,284	4) 13,666	4) 15,271	4) 16,622
4	4) 6,557	3) 6,257	4) 8,310	3) 9,309	6) 9,355	2) 6,348	2) 6,179	2) 6,060
total 1 - 4	35,486	41,732	52,773	50,931	62 038	61,916	59,310	65,321
5	5) 5,777	5) 5,966	6) 6,173	2) 7,828	2) 7,654	7) 2,592	9) 2,540	10) 4,609
6	6) 4,180	4) 5,705	3) 5,107	8) 7,828	3) 3,573	8) 2,428	7) 2,412	7) 3,787
7	7) 3,880	6) 4,441	8) 3,248	5) 3,311	7) 3,213	9) 1,883	5) 2,070	5) 2,721
8	8) 3,416	8) 5,458	5) 3,160	7) 2,767	8) 2,676	5) 1,545	3) 1,769	9) 1,966
total 1 - 8	52,739	61,300	70,461	72 665	79,154	70,364	68,101	78,404
9	9) 1,009	7) 2,289	7) 2,098	6) 2,518	5) 2,391	3) 1,492	8) 1,054	8) 1,900
10	10) 0,627	9) 1,192	9) 1,354	9) 1,638	9) 1,883	10) 0,767	1) 0,083	3) 1,865
11	11) -	10) 0,687	10) 0,723	10) 0,505	10) -0,218	6) -1,647	6) -5,399	6) -4,665
I. Cash-flow 1-11	54,375	65,468	74,636	77,326	83,428	72,623	69,238	82,169
II. Valeur neg.	-	-	-	-	0,218	1,647	5,399	14,665
III. Total 1-11	54,375	65,468	74,636	77,326	83,211	70,976	63,839	67,504
IV. Autres entr.	65,698	77,041	104,654	154,743	167,158	186,860	105,514	130,856
V. Solde sous- secteur	120,073	142,509	179,190	232,069	250,368	257,836	169,353	198,360
VI. Cash flow secteur (I+IV)	120,073	142,509	179,190	232,069	250,586	259,483	174,752	213,025

Entreprises par ordre d'importance	CAPITAUX PROPRES							
	(Millions de francs)							
	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1	1)67,794	1)77,855	1)85,354	1)91,606	1)96,652	1)98,841	1)101,649	1)104,058
2	2)57,550	2)61,950	2)66,450	2)70,950	2)76,450	2)76,450	2)79,450	2)84,450
3	3)25,409	3)44,065	3)45,764	3)48,518	3)56,286	3)57,440	3)57,440	3)57,440
4	4)23,473	4)28,743	4)33,820	4)38,087	4)40,842	4)44,276	4)46,032	4)47,793
Total 1 - 4	174,226	212,613	231,388	249,161	270,230	277,007	284,571	293,741
5	5)18,096	5)27,026	5)31,101	5)35,541	5)37,966	5)42,527	5)44,050	5)45,159
6	6)16,350	6)23,721	6)27,859	6)33,538	6)35,649	6)35,794	6)36,110	6)36,435
7	7)9,998	7)17,090	7)17,323	7)20,756	7)18,213	7)19,383	7)19,535	7)19,953
8	8)9,946	8)12,801	8)14,475	8)17,533	8)16,890	8)17,463	8)17,588	8)17,956
Total 1 - 8	228,616	293,251	322,146	356,529	378,948	392,174	401,854	413,244
9	9)9,776	9)10,835	9)12,353	9)14,860	9)15,072	9)15,811	9)16,662	9)17,711
10	10)2,011	10)4,418	10)4,426	10)4,465	10)4,530	10)4,657	10)12,536	10)13,222
Total 1 - 10	240,403	308,504	338,925	375,854	398,550	412,642	431,052	444,177
11	11) -	11)2,302	11)2,500	11)2,610	11)2,332	11)2,332	11)2,322	11)2,339
Total 1 - 11	240,403	310,806	341,425	378,464	400,882	414,974	433,374	446,516
Solde sous-sect.	967,755	946,680	915,655	1.150,235	1.208,861	1.265,788	1.202,898	1.324,813
Total du sous-secteur	1.208,158	1.257,486	1.257,090	1.528,699	1.609,743	1.680,762	1.636,272	1.771,329

INVESTISSEMENTS BRUTS

(millions de francs)

Entreprises par ordre d'importance	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1	1) 7,500	7) 34,119	1) 7,499	4) 7,682	7) 7,768	4) 6,310	11) 7,879	7) 11,512
2	2) 5,000	1) 10,061	2) 5,077	6) 6,281	1) 5,048	1) 2,808	1) 2,808	1) 5,202
3	3) 5,000	4) 5,625	3) 5,000	1) 6,250	2) 2,755	3) 2,700	4) 1,756	4) 3,581
4	4) 4,000	11) 4,418	4) 4,138	2) 5,077	3) 2,700	9) 1,685	2) 1,523	2) 3,500
Total 1 - 4	21,500	54,223	21,714	25,290	18,271	13,503	13,966	23,795
5	5) 4,000	5) 3,553	5) 4,075	3) 5,000	4) 2,425	7) 1,170	3) 1,500	3) 2,996
6	6) 2,800	2) 3,334	6) 2,803	7) 2,754	5) 2,111	8) 1,154	8) 0,851	11) 2,409
7	7) 1,700	3) 3,300	7) 1,699	8) 2,507	9) 0,680	6) 0,739	5) 0,316	8) 2,240
8	8) 0,800	6) 2,803	8) 0,859	5) 2,437	6) 0,573	5) 0,573	9) 0,152	6) 0,965
Total 1 - 8	30,800	67,213	31,150	37,988	24,060	17,139	16,785	32,405
9	9) 0,250	8) 0,859	9) 0,233	11) 1,557	8) 0,212	11) 0,145	6) 0,125	5) 0,632
10	10) 0,200	9) 0,740	10) 0,198	9) 0,210	11) 0,065	10) 0,127	10) -	10) 0,530
Total 1 - 10	31,250	68,812	31,581	39,755	24,337	17,411	16,910	33,567
11	11) -	10) 0,291	11) 0,008	10) 0,198	10) - 0,278	2) -	7) -	11) 0,320
I. Inv. bruts 1-11	31,250	69,103	31,589	39,953	24,337	17,411	16,910	33,887
II. Valeur neg.	-	-	-	-	0,278	-	-	-
III. Total 1-11	31,250	69,103	31,589	39,953	24,059	17,411	16,910	33,887
IV. Solde entr.	318,750	282,897	317,111	316,947	374,841	361,389	381,189	454,123
V. Total sect.	350,000	352,000	348,700	356,900	398,900	378,800	398,000	488,000
Tot. Inv. Bruts	350,000	352,000	348,700	356,900	399,178	378,800	398,000	488,000

PART RELATIVE DES ENTREPRISES LES PLUS IMPORTANTES

Les tableaux suivants ont pour objet de mettre en évidence l'évolution de la part relative des entreprises par ordre d'importance.

Ces résultats sont obtenus sur base de renseignements disponibles en valeur absolue.

En ce qui concerne l'analyse de la part relative des entreprises les plus importantes du sous-secteur qui se rapportent aux variables financières, notons que le pourcentage le plus élevé ne correspond pas nécessairement à l'ordre d'importance 1-30 ou 1-20 mais à un ordre inférieur.

Ceci est dû au fait que certains chiffres sont négatifs, comme il a été dit antérieurement.

CLASSIFICATION DE LA VARIABLE PAR CLASSES DE GRANDEUR DE

LA VARIABLE.

Généralement, la classification des variables n'est réalisée que pour les personnes occupées. Les résultats obtenus sont insuffisants.

C'est pourquoi, nous nous sommes efforcés d'analyser les autres variables par classes de grandeur afin de dégager une solution comparative par variable.

ENTREPRISES OCCUPEES PAR CLASSIS DE GRANDEUR

ENTREPRISES

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 500	1	1	1	1	1	2	3	3
250 - 499	8	8	10	10	10	9	9	9
100 - 249	14	16	15	16	16	16	15	15
< 100	397	394	387	376	400	388	381	373
TOTAL	420	419	413	403	427	415	408	400 (*)

PERSONNES OCCUPEES (TOTAL)

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 500	800	900	900	900	900	1.415	1.965	1.965
250 - 499	2.385	2.500	3.150	3.000	3.000	3.000	2.975	3.075
100 - 249	2.264	2.564	2.449	2.749	2.819	2.866	2.626	2.656
< 100	15.437	15.870	14.814	14.737	15.663	14.096	13.558	13.520
TOTAL	20.886	21.834	21.333	21.586	22.607	21.191	21.124	21.216

(*) Estimation

REMUNERATIONS SALARIALES BRUTES PAR CLASSES DE GRANDEUR (Mil. de Fr.)

ENTREPRISES

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 50	-	1	1	1	1	2	3	3
20-49	3	4	10	10	13	18	17	18
10-19	11	14	12	15	12	7	8	7
< 20	406	400	390	377	401	388	380	372
TOTAL	420	419	413	403	427	415	408	400 (*)

REMUNERATIONS SALARIALES BRUTES (total)

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 50	-	61,101	72,261	78,293	88,782	151,267	226,433	242,283
20-49	93,580	100,139	252,882	278,373	383,144	520,176	534,791	602,441
10-19	150,777	193,421	171,016	237,439	203,215	103,034	120,993	115,284
< 10	978,577	1.122,448	1.227.117	1.205,134	1.530,116	1.512,556	1.566,263	1.659.992
TOTAL	1.222,934	1.477,113	1.726,276	1.899,297	2.205,257	2.287,033	2.448,480	2.620,000*

(*) Estimation

CHIFFRES D'AFFAIRES PAR

CLASSES DE GRANDEUR

Millions de francs

Classes de grandeur	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	
				<u>ENTREPRISES</u>					
> 100	3	4	7	8	8	8	12	14	
50 - 99	11	13	13	17	17	17	14	12	
20 - 49	12	10	9	4	4	4	3	3	
< 20	394	392	384	374	398	386	379	371	
Total	420	419	413	403	427	415	408	400(*)	
				<u>CHIFFRE D'AFFAIRES (Total)</u>					
> 100	440,0	661,9	1.031,7	1.190,3	1.248,6	1.384,4	2.039,8	1.449,8	
50 - 99	708,5	908,4	1.008,5	1.181,8	1.237,2	1.298,3	1.042,9	929,9	
20 - 49	423,6	385,5	325,3	134,1	135,0	147,3	107,3	115,6	
< 20	3.514,9	4.169,0	4.196,9	4.340,9	5.211,6	4.479,4	4.666,9	4.994,7	
Total	5.087	6.124	6.562	6.846	7.832	7.309	7.856	7.990	
				<u>CHIFFRE D'AFFAIRES (Moyenne par entreprise)</u>					
> 100	146,6	165,4	147,3	148,7	156,0	173,0	169,9	174,9	
50 - 99	64,4	69,8	77,5	69,4	72,7	76,3	74,4	77,4	
20 - 49	35,3	38,5	36,1	33,5	33,7	36,8	35,7	38,5	
< 20	8,9	10,6	11,0	11,6	12,3	11,5	12,2	12,1	
Total	12,1	14,5	15,9	16,9	17,6	17,6	19,2	20,0	

(*) Estimation.

RESULTATS NETS PAR CLASSE DE GRANDEUR (MILLIONS DE FF.).

ENTREPRISES

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 5	2	1	3	1	2	2	1	1
2 - 4,9	4	4	2	5	2	1	2	1
1 - 1,9	3	2	3	3	5	3	3	5
< 1	411	412	405	394	418	409	402	393
TOTAL	420	419	413	403	427	415	408	400 (x)

RESULTATS NETS (TOTAL)

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 5	14,246	13,249	26,291	11,371	19,846	22,506	14,296	17,183
2 - 4,9	15,411	13,980	12,593	12,645	5,265	2,356	5,527	2,847
1 - 1,9	4,565	3,114	4,541	7,242	4,156	4,435	4,435	7,491
< 1	42,678	40,557	47,075	65,842	68,533	59,703	35,462	42,079
TOTAL	76,900	70,900	90,500	97,100	97,800	88,300	60,720	69,600

(x) Estimation.

CASH FLOW PAR CLASSE DE GRANDEUR (MILLIONS DE FRANCS)

ENTREPRISES

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 5	5	6	6	5	5	4	4	4
2 - 4,9	3	3	3	4	4	2	3	3
1 - 1,9	1	1	1	1	1	3	2	3
< 1	411	409	403	393	417	406	399	390
TOTAL	420	419	413	403	427	415	408	400 (x)

CASH FLOW (TOTAL)

CL. DE GRANDEUR	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 5	41,263	53,401	64,073	58,759	69,692	61,916	59,310	65,321
2 - 4,9	11,476	10,188	8,506	12,377	11,853	5,020	7,022	11,117
1 - 1,9	1,009	1,192	1,354	1,638	1,883	4,920	2,823	5,731
< 1	66,325	77,228	105,257	159,295	166,940	185,980	100,198	116,191
TOTAL	120,073	142,509	179,190	232,069	250,368	257,836	169,353	198,360

(x) Estimation.

CAPITAUX PROPRES PAR CLASSE DE GRANDEUR

(Millions de francs)

Classe de grandeur	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
> 50	2	2	2	2	3	3	3	3
20 - 49	2	4	4	5	3	3	3	3
10 - 19	2	3	3	2	3	3	4	4
< 10	414	410	404	394	418	406	398	390
Total	420	419	413	403	427	415	408	400(*)
<u>CAPITAUX PROPRES (Total)</u>								
> 50	126,344	139,805	151,804	162,556	229,388	232,731	238,539	245,948
20 - 49	48,882	123,555	138,544	176,440	114,457	122,597	126,192	129,387
10 - 19	34,446	40,726	44,151	32,393	50,175	52,657	66,321	68,842
< 10	999,486	953,400	922,591	1.157,310	1.215,728	1.272,747	1.205,220	1.327,152
Total	1.208,158	1.257,486	1.257,090	1.528,699	1.609,748	1.680,762	1.636,272	1.771,329
<u>CAPITAUX PROPRES (Moyenne par entreprise)</u>								
> 50	62,6	69,9	75,9	81,2	76,4	77,5	79,5	81,9
20 - 49	24,4	30,8	34,6	35,2	38,1	40,8	42,0	43,1
10 - 19	17,2	13,5	14,7	16,2	16,7	17,5	16,5	17,2
< 10	2,4	2,3	2,2	2,9	2,9	3,1	3,0	3,4
Total	2,8	3,0	3,0	3,8	3,8	4,0	4,0	4,4

(*) Estimation.

INVESTISSEMENTS BRUTS PAR

CLASSE DE GRANDEUR

(Millions de francs)

Classes de grandeur	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
				<u>ENTREPRISES</u>				
> 5	3	3	3	5	2	1	1	2
2 - 4,9	3	5	3	3	4	2	1	5
1 - 1,9	1	-	1	1	-	3	3	-
< 1	413	401	406	394	421	409	403	393
Total	420	419	413	403	427	415	408	400(x)
				<u>INVESTISSEMENTS</u>				
> 5	17,5	49,7	17,4	30,2	12,7	6,3	7,8	16,7
2 - 4,9	10,8	17,4	11,0	7,6	9,9	5,5	2,8	15,0
1 - 1,9	1,7	-	1,6	1,5	-	3,8	4,7	-
< 1	356,3	284,8	318,6	316,6	376,4	363,1	382,7	368,3
Total	386,3	351,9	348,6	355,9	398,9	378,7	398,0	400,0
				<u>INVESTISSEMENTS (Moyenne par entreprise)</u>				
>< 5	5,8	16,5	5,8	6,0	6,3	6,3	7,8	8,4
2 - 4,9	3,6	3,5	3,6	2,5	2,5	2,7	2,8	3,0
1 - 1,9	1,7	-	1,6	1,5	-	1,3	1,6	-
< 1	0,07	0,05	0,07	0,07	0,07	0,08	0,08	0,08
Total	0,08	0,06	0,07	0,08	0,08	0,08	0,08	0,09

(x) estimation.

VALEUR POSITIVE DE LA VARIABLE POUR LES 11 PREMIERES

ENTREPRISES.

RESULTATS NETS (Millions de francs)

VALEUR POSITIVE DE LA VARIABLE POUR

LES 11 PREMIERES ENTREPRISES

<u>NOMBRE D'ENTREPRISES</u>								
Entreprises	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Valeur positive	10	11	11	11	10	9	10	10
Valeur négative	-	-	-	-	1	2	1	1
Total	10	11	11	11	11	11	11	11
<u>RESULTATS NETS (Totaux)</u>								
Entreprises	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Valeur positive	34,602	32,207	37,532	30,531	32,497	30,376	24,811	28,775
Valeur négative	-	-	-	-	0,482	12,233	8,669	19,786
Total	34,602	32,207	37,532	30,531	32,015	18,143	16,142	8,989

CASH FLOW (Millions de francs)
VALEUR POSITIVE DE LA VARIABLE POUR
LES 11 PREMIERES ENTREPRISES

<u>NOMBRE D'ENTREPRISES</u>								
Entreprises	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Valeur positive	10	11	11	11	10	10	10	10
Valeur négative	-	-	-	-	1	1	1	1
Total	10	11	11	11	11	11	11	11
<u>CASH FLOW (Totaux)</u>								
Entreprises	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Valeur positive	54,375	65,468	74,636	77,326	83,428	72,623	69,238	82,165
Valeur Négative	-	-	-	-	0,218	1,647	5,399	14,665
Total	54,375	65,468	74,636	77,327	83,210	70,976	63,839	67,501

INVESTISSEMENTS BRUTS (Millions de francs)

VALEUR POSITIVE DE LA VARIABLE POUR

LES 11 PREMIERES ENTREPRISES

Entreprises	<u>NOMBRE D'ENTREPRISES</u>							
	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Valeur positive	11	11	11	11	10	11	11	11
Valeur négative	-	-	-	-	1	-	-	-
Total	11	11	11	11	11	11	11	11

INVESTISSEMENTS BRUTS (Totaux)

Entreprises	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Valeur positive	31,250	69,103	31,589	39,953	24,337	17,411	16,910	33,887
Valeur négative	-	-	-	-	0,278	-	-	-
Total	31,250	69,103	31,589	39,953	24,059	17,411	16,910	33,887

IMPORTATIONS-EXPORTATIONS TOTALES DANS LA C.F.E. ET PAR

PAYS MEMBRE DE LA C.E.E.

REMARQUE PREALABLE

Les statistiques du Commerce extérieur de la bonneterie restent sujettes à caution et peuvent présenter en ce qui concerne les exportations des divergences avec les chiffres et affaires du secteur.

Ces divergences éventuelles pouvant se justifier notamment de la manière suivante :

1. Les statistiques de l'U.G.B.L. tiennent compte des chiffres spécifiques au Grand Duché de Luxembourg.
2. Il existe probablement une différence entre la nature des produits répertoriés dans les statistiques production et celles du Commerce extérieur.
3. Enfin les statistiques du Commerce extérieur comprennent également des chiffres concernant la négoce proprement dit. C'est pourquoi nous donnons ci-après le montant des livraisons à l'étranger des entreprises du secteur que l'on peut assimiler à l'exportation.

Il faut noter que les statistiques du commerce extérieur relatives à la bonneterie peuvent présenter certaines différences par rapport à d'autres sources de statistiques comparables.

o
o o

EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE ENTRE
LA BELGIQUE ET L'ENSEMBLE DES AUTRES PAYS DE LA C.E.E.

(en millions de francs)

L'accroissement des importations et des exportations montre que l'entrée en vigueur de la C.E.E. a eu une influence considérable sur l'évolution de l'industrie belge de la bonneterie.

	1962 (1)	1964 (1)	1966 (1)	1968 (1)
Etoffes de bonneterie	- 22	- 44	- 361	- 151
Bas-articles similaires	- 149	- 113	- 214	- 182
<u>Articles de bonneterie</u>				
Sous-vêtements	- 34	+ 12	+ 154	- 46
Vêtements de dessus	+ 684	+ 840	+ 942	+ 118
Total	+ 424	+ 638	+ 511	- 391

(1) + = exportations > importations
- = exportations < importations.

Pour l'ensemble du secteur de la bonneterie, la balance commerciale intra-C.E.E. s'est maintenue favorablement jusqu'en 1966. Par contre, elle se détériore depuis 1968 sous la poussée des importations italiennes. Il s'agit ici d'un effet de l'intégration économique de l'Europe.

On ne peut examiner les importations des articles de bonneterie sans parler des importations anormales.

Elles proviennent pour la plus grande part des pays de l'Est et de certains pays d'Extrême Orient

EVOLUTION DES IMPORTATIONS ANORMALES

DES ARTICLES DE BONNETERIE

(Millions de francs)

	1965	1966	1967	1968
Pays de l'Est	38	34	29	31
Extrême-Orient	55	63	48	55

Il est donc nécessaire de prendre garde au développement trop important des importations en provenance des pays pratiquant des prix anormalement bas et d'adopter une politique communautaire efficace.

Cette prolifération d'articles de moindre prix met non seulement le marché national en danger mais constitue également un handicap pour l'exportation des articles de bonneterie vers les marchés traditionnels.

Importations

Conclusions générales.

En fonction de l'évolution des importations des articles de bonneterie en Belgique, il est possible de classer la part prise par les importations en deux catégories.

1. Recul des importations.

Quoique le groupe des bérêts basques enregistre un recul des importations, elles atteignent encore cependant environ 1/3 de la consommation intérieure.

2. Accroissement des importations.

Il se subdivise en deux classes :

- accroissement sans atteindre un niveau très élevé,
- accroissement atteignant un niveau très élevé.

Dans la première classe nous reprenons :

- les tissus autres qu'en indémaillable,
- les sous-vêtements en indémaillable,
- les sous-vêtements autres qu'en indémaillable.

La seconde classe mentionne :

- les tissus indémaillables,
- les vêtements de dessus,
- les bas pour dames en nylon et rayonne,
- les autres bas et chaussettes,
- les gants de laine.

Bonneterie.Exportations.Conclusions générales.

1. Le secteur de la bonneterie belge tire un profit appréciable de l'entrée en vigueur de la C.E.E. Des progrès sont enregistrés sur le marché allemand et, dans une moindre mesure, sur le marché français.

Par contre, la pénétration sur le marché italien est faible et ce marché reste peu important.

Le marché hollandais reste très important bien que la part qu'occupent les Pays-Bas dans nos exportations ait été en diminuant pour certains sous-secteurs.

2. Soulignons que l'industrie belge de la bonneterie a su incontestablement s'adapter aux grands mouvements qui se sont produits sur les marchés étrangers.

Cette capacité d'adaptation apparaît à l'examen de l'évolution des exportations d'articles en fibres synthétiques.

Il apparaît également que l'industrie de la bonneterie est attentive aux progrès de la technologie en matière textile.

Remarque.

Les données statistiques relatives aux exportations comprennent celles qui concernent le trafic temporaire.

Son incidence sur les chiffres retenus, son importance ainsi que les raisons pour lesquelles les données du trafic temporaire ont été prises en considération font l'objet d'une remarque par composant de sous-secteur.

FABRICATION DE BAS ET ARTICLES SIMILAIRES

Ce commerce se concentre essentiellement sur le marché hollandais. Bien qu'il reste faible, le marché français se relève peu à peu.

Les ventes destinées à la République Fédérale d'Allemagne reculent régulièrement. En fait, nos débouchés vers la C.E.E. se stabilisent. Les exportations vers d'autres marchés sont faibles et en régression.

Le trafic temporaire de ces produits est fort important certaines années. Toutefois, puisqu'il s'agit presque exclusivement du commerce avec les Pays-Bas, le fait d'inclure ou non le trafic temporaire dans les données n'a que peu d'influence sur la part que représentent les différents pays dans nos exportations.

ETOFFES DE BONNETERIE

- La part des pays de la C.E.E. dans les exportations belges d'étoffes de bonneterie s'accroît régulièrement. Ces dernières années les pays de la C.E.E. ont absorbé quelque 80 % de nos exportations.
- Indépendamment de la part croissante des Pays-Bas, notons cependant un accroissement de nos ventes en Allemagne qui passent de 11 % à 27 %.
- La part de la France dans les exportations progresse également régulièrement. Elle atteint 12 % en 1969.
- Malgré un léger progrès, les ventes sur le marché italien restent faibles.

Le trafic temporaire des étoffes de bonneterie est important.

En comparant le trafic temporaire à l'importation et à l'exportation, l'on peut supposer qu'il s'agit pour une bonne part des tissus ayant subis en Belgique ou devant subir à l'étranger des opérations d'achèvement. La question est toutefois plus difficile à trancher si l'on considère chaque pays en particulier.

Il est probable pour les pays de la C.E.E. que le trafic temporaire vise principalement l'achèvement des étoffes. Il n'en n'est pas nécessairement de même pour les autres pays. C'est pourquoi il est opportun de prendre en considération le trafic temporaire des étoffes de bonneterie qui modifie finalement très peu les données statistiques.

ARTICLES DE BONNETERIE

Le poste "articles de bonneterie" groupe en fait divers articles : gants, layettes, sous-vêtements, vêtements de dessus, maillots de bain tricotés.

L'on ne peut donc tirer des conclusions globales sur les exportations. C'est pourquoi, il est intéressant de se pencher sur divers articles.

Vêtements de dessus.

- La part de l'ensemble des pays de la C.E.E. dans les exportations belges de vêtements de dessus reste relativement stable.

Alors que la part des Pays-Bas manifeste une tendance régressive, celle de la République Fédérale Allemande augmente quant à elle.

Quoiqu'en progrès, les exportations vers la France restent peu élevées; celles à destination de l'Italie demeurent insignifiantes.

- Quant à la part de l'ensemble des autres pays dans les exportations des vêtements de dessus, elle s'est nettement améliorée au cours de la période considérée.

Notons que l'incidence du trafic temporaire est peu importante en ce qui concerne les exportations de vêtements de dessus.

De plus, si l'on compare les importations temporaires aux réexportations, on doit en conclure qu'une partie des réexportations représente des vêtements de dessus fabriqués à partir de tissus ou de fils importés temporairement. Dans ces conditions, ces réexportations sont assimilables à des exportations réelles.

Sous-vêtements.

Les sous-vêtements de bonneterie sont presque exclusivement exportés vers les pays de la C.E.E.

La part des Pays-Bas reste la plus importante bien que celle de la France tend à s'accroître régulièrement. La République Fédérale d'Allemagne et l'Italie constituent des débouchés de moindre importance. Quant au commerce avec les autres pays, il a tendance à décroître.

L'incidence du trafic temporaire sur les chiffres d'exportation des sous-vêtements de bonneterie est peu élevée. L'examen des chiffres des importations et des réexportations permet d'assimiler les réexportations à des exportations réelles.

Gants.

Les exportations belges de gants ont fortement décliné au cours de la période examinée.

Bien que les ventes ont diminué, les Pays-Bas restent le principal acheteur de gants à la Belgique.

Concernant les autres marchés, dans l'ensemble, la baisse se manifeste également.

DONNEES DU COMMERCE EXTERIEUR.

INDICES DE CONCENTRATION

INDICE DE LINDA (L)

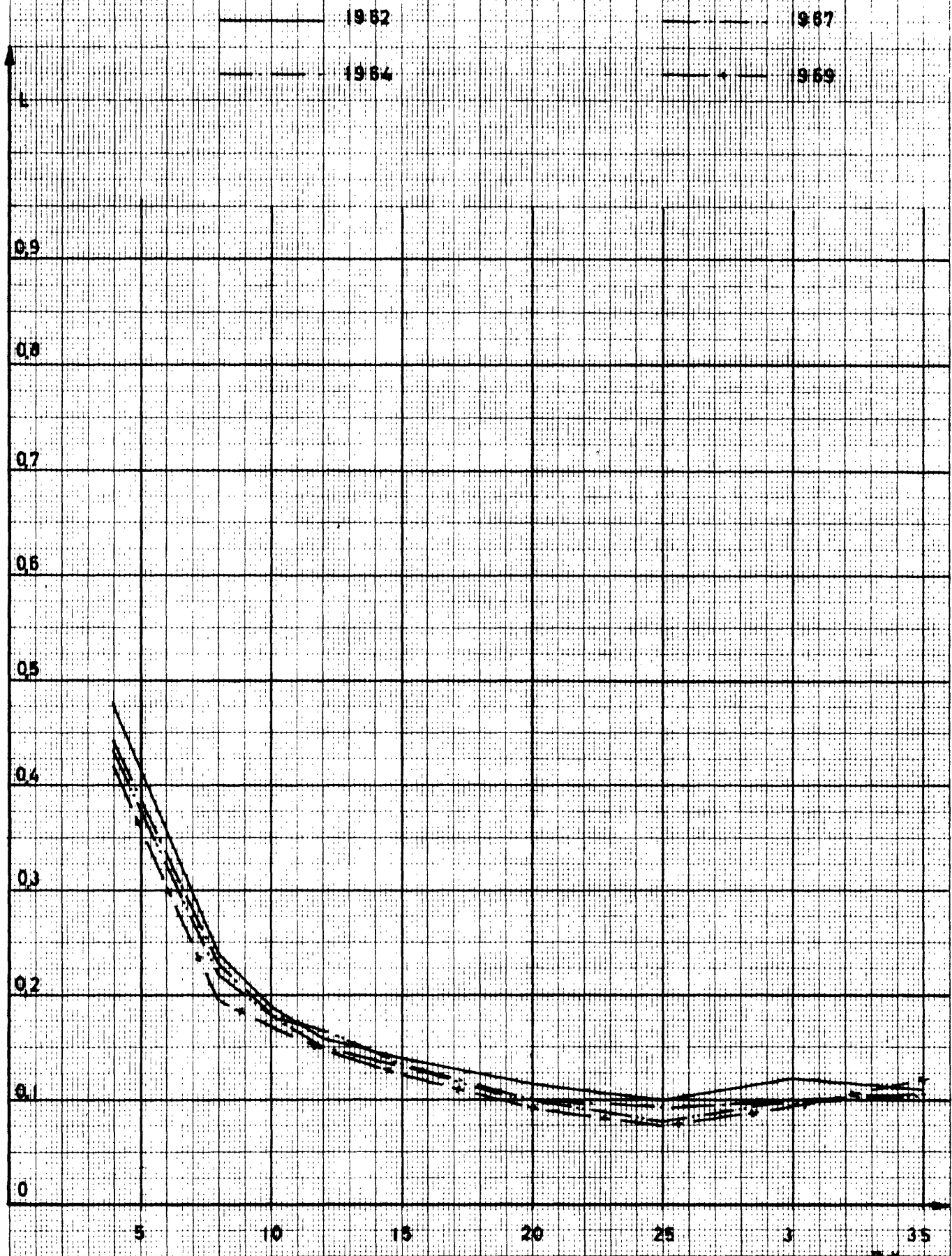
Les graphiques qui matérialisent les résultats du calcul de L'Indice de LINDA (L) qui fait l'objet des annexes au présent rapport fait apparaître une relative stabilité du secteur.

L'Indice de LINDA (L) en ce qui concerne l'effectif passe généralement de 0,45 à 0,1 pendant la période considérée. Les résultats obtenus sont d'ailleurs similaires pour le chiffre d'affaires.

L'insuffisance d'entreprises analysées au point de vue des résultats nets ne permet pas de tirer des conclusions suffisantes si ce n'est une plus grande irrégularité des résultats.

Graphique n° 1

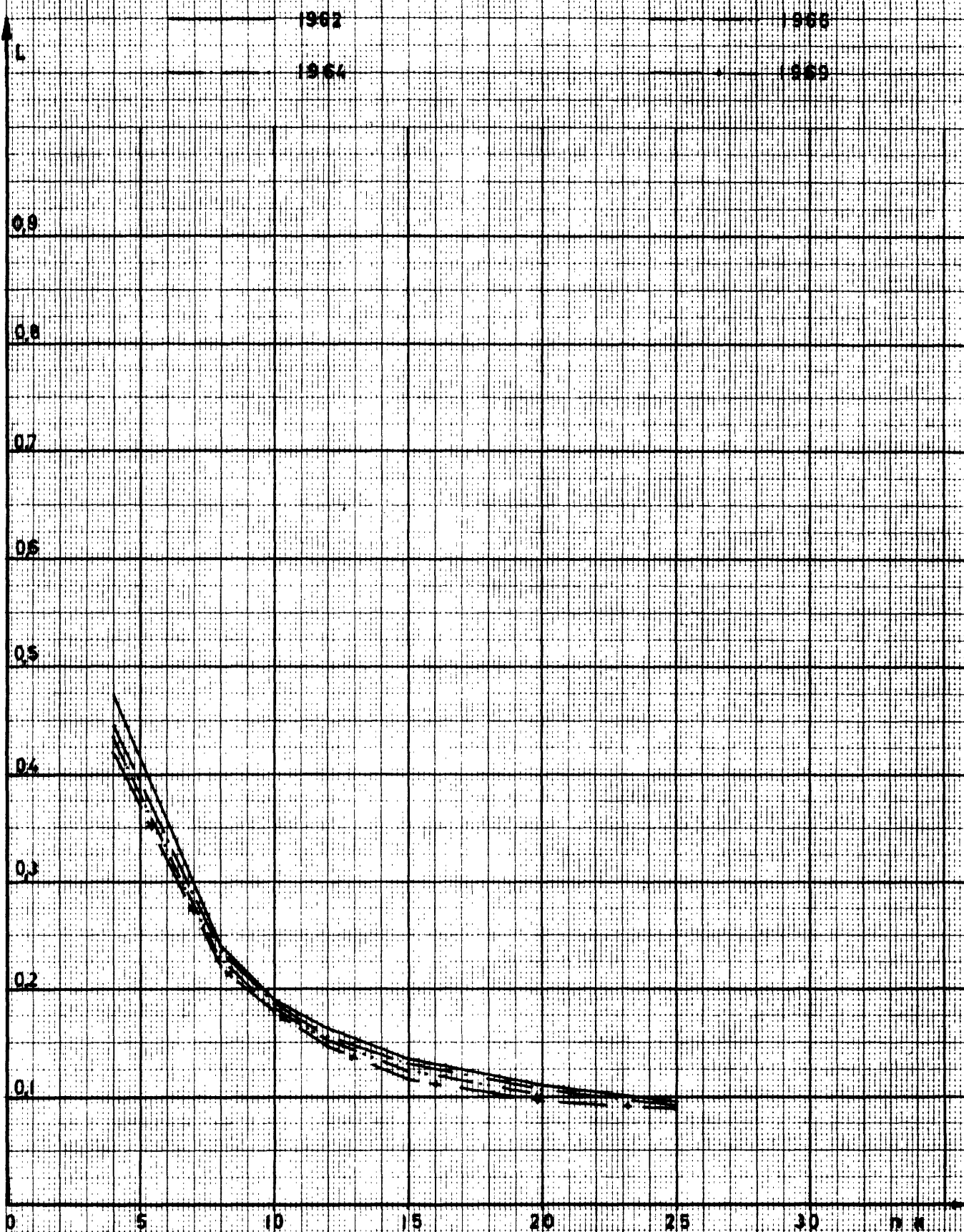
EFFECTIF DES ENTREPRISES LES PLUS IMPORTANTES



Graphie n° 2

CHIFFRE D'AFFAIRES

DES ENTREPRISES LES PLUS IMPORTANTES



Graphique n° 3

RÉSULTATS NETS DES ENTREPRISES LES

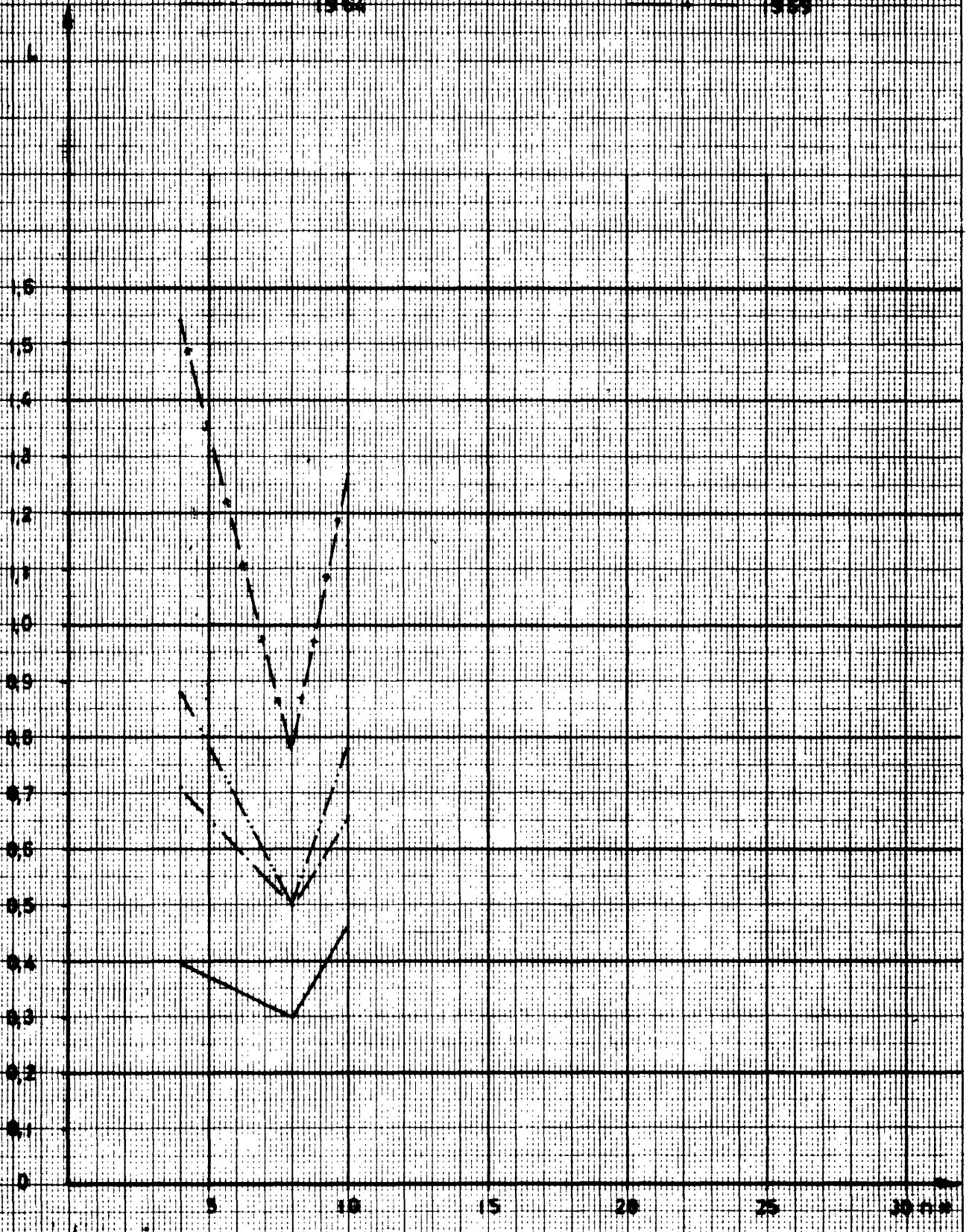
PLUS IMPORTANTES

1962

1968

1964

1966



Graphique n°1

INDICE I_s

ENTREPRISES LES PLUS IMPORTANTES

